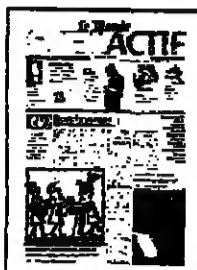




Le Monde

LE MONDE INTERACTIF

- Ventes forcées : remboursez !
- Emploi : 8 pages d'annonces classées



59^e ANNÉE - N° 16809 - 7,50 F - 1,44 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

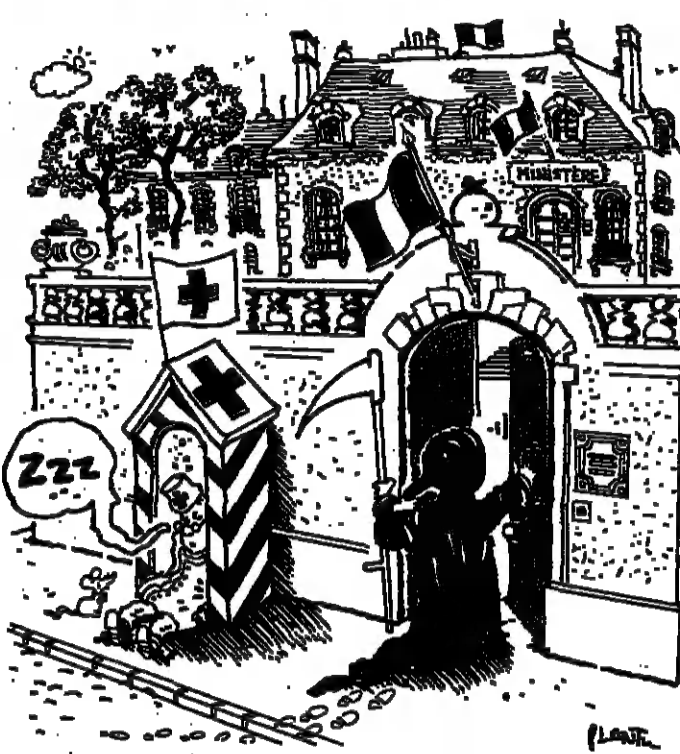
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Procès du sang : l'inquiétude des politiques

● Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé devant la Cour de justice ● Le Président Le Guehec souligne les particularités « surréalistes » de la procédure ● Les élus redoutent que ce procès accentue la fracture avec l'opinion ● Beaucoup regrettent d'avoir mis en place cette procédure

LE PROCÈS de Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé a commencé, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République. En ouvrant les débats, le président Christian Le Guehec a déclaré : « Je dois signaler que nous sommes tous conscients que la procédure prévue par la Constitution et par la loi organique présente certaines particularités et curiosités, qu'elle est à certains égards impressionnante, voire surréaliste. » La première journée de cette audience, qui a lieu au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris, sera consacrée à la lecture de l'arrêt de renvoi, aux premières interventions des anciens ministres et à l'audition des familles des victimes, entendues comme témoins car elles ne peuvent se constituer parties civiles.

Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé comparaissent pour « homicides involontaires » et « atteintes involontaires à l'intégrité physique ». La justice leur reproche d'avoir mis en place avec retard une sélection des donneurs de sang,



d'avoir privilégié, pour des raisons économiques, le test de dépistage de Diagnostic Pasteur aux dépens du test américain Abbott, et d'avoir laissé distribuer, en 1985, des produits contaminés par le virus du sida aux hémophiles.

La droite, qui avait violemment dénoncé, dans les années 1991-1993, l'attitude des trois anciens ministres socialistes, se montre aujourd'hui nettement plus circospecte. L'ancien ministre RPR Eric Raoult s'est ainsi excusé publiquement d'avoir « dit personnellement un certain nombre de bêtises » tandis que Charles Pasqua a appelé chacun à « faire preuve de sérénité ».

Beaucoup d'élus s'inquiètent des conséquences de ce procès et redoutent qu'il aggrave la fracture entre l'opinion publique et le monde politique. Certains regrettent même d'avoir mis en place la procédure de jugement des anciens ministres en votant, en 1993, la loi constitutionnelle sur la Cour de justice de la République.

Lire pages 6 et 7

Nucléaire : le PDG de la Cogema appelle les Allemands à tenir parole

LE PROJET du gouvernement allemand d'abandonner l'énergie nucléaire ne devrait pas avoir d'incidence immédiate sur la Cogema, estime son PDG, Jean Syrota, dans un entretien au Monde. Il affirme que les Allemands n'ont aucun droit à remettre en cause leurs engagements. Les contrats de retraitement conclus en 1990 entre la firme française et les électriciens allemands devaient être honorés. D'ici à 2010, les revenus du retraitement des déchets allemands seraient de 30 milliards de francs. Se défendant du manque de transparence dont est accusée la filière nucléaire, le PDG du groupe public se déclare prêt à faire de nouveaux efforts d'information. La Cogema devrait jouer un rôle dans la réorganisation des actifs miniers de la France, qui doit également associer le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et le spécialiste du nickel Eramet.

Lire page 17

Paris-Alger : parcours d'expulsé

De la gare ferroviaire de Roissy II, déserte, au centre de rétention administrative d'Arènes (Bouches-du-Rhône) puis au Tareq-Ziyad, le bateau algérien qui relie Marseille à Alger, le parcours mouvementé d'un sans-papiers expulsé.

p. 12 et 13

M. Schröder recule

Après son échec électoral en Hesse, le gouvernement allemand a annoncé qu'il devrait modifier le projet de réforme du code de la nationalité. D'autres réformes sont compromises.

p. 4 et notre éditorial p. 14

« Motus et bouche cousue » pour les agents du ministère de l'emploi

LES FONCTIONNAIRES et agents publics de l'administration du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont fermement invités à éviter les oreilles indiscrettes et même à ne plus ouvrir la bouche. Ils devront, au moins, faire preuve « d'une vigilance redoublée » dans leurs relations avec les organes de presse. Dans une circulaire datée du 5 janvier et « relative aux droits et obligations » des agents du ministère de l'emploi et de la solidarité « dans leurs relations avec les médias », la directrice de l'administration générale, agissant au nom de Martine Aubry, leur adresse un pressant rappel à l'ordre.

Il s'agit d'apporter « les adaptations et compléments nécessaires » aux règles en vigueur en raison des missions particulières du ministère et du « retentissement » que les interventions de ses agents « peuvent susciter dans l'opinion publique ». En clair, parce que l'emploi et le droit du travail sont des sujets sensibles, les « obligations » des agents sont « renforcées ». Ainsi, s'agissant

des demandes d'information émanant de la presse, plus question de répondre directement.

En ce qui concerne les articles d'actualité, souligne la circulaire, « il appartient au fonctionnaire contacté de saisir le directeur départemental, lequel en informe le préfet. En accord avec celui-ci, le directeur départemental saisit le directeur régional ». Par ailleurs, « lorsque la demande d'information porte sur des données économiques ou statistiques », le fonctionnaire doit « apprécier la suite à donner, après avoir saisi, si nécessaire, le directeur ou chef de service compétent ».

Les choses se compliquent encore en cas de demande d'entretien. « L'agent sollicité doit d'abord s'informer avec précision de la nature des questions qui lui seront posées, puis il doit saisir sa hiérarchie », le directeur départemental, qui en avise à nouveau le préfet et, le cas échéant, le directeur régional « pour décision préalable ». Lorsque ces différents échelons « estiment que les sujets prévus par l'entretien risquent de mettre en

cause les intérêts publics supérieurs ou la politique générale du gouvernement », ils « peuvent » prendre contact avec le cabinet de la ministre. « Par conséquent, souligne la circulaire, un fonctionnaire ne peut se prêter librement à une interview portant sur le fonctionnement du service auquel il appartient ou sur des problèmes dont il a la charge. »

Quant aux agents investis d'un mandat syndical, « même s'ils sont autorisés à une plus grande liberté de parole », ils « ne peuvent, dans l'exercice de leurs droits syndicaux et, à plus forte raison, en dehors de cet exercice, faire état de faits et d'informations dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice, ou à l'occasion de l'exercice, de leurs fonctions ». Il leur faudra donc tourner la langue sept fois dans la bouche avant d'oser un mot. Nous dirions même plus : « Motus et bouche cousue », comme diraient les Dupont (d).

Caroline Mornot

Football anglais coupé du peuple

UN RAPPORT, commandé par le gouvernement de Tony Blair, dénonce les effets de la domination par l'argent des clubs de football anglais. Le document établit que « le travail social a été marginalisé à mesure que les considérations commerciales devenaient prioritaires ». Les grands du championnat et certains de leurs joueurs ne répondent plus à leurs obligations sociales, visites d'écoles ou d'hôpitaux, parrainages... Le football anglais risque ainsi de se couper de ses racines populaires. Dans ce climat, l'équipe nationale doit affronter, mercredi 10 février, à Wembley, les champions du monde français.

Lire page 23

L'adieu aux camarades

A l'occasion de la sortie du film Disparus, où Gilles Bourdos évoque la saga des premiers âges du trotskisme, Francis Marmande a rencontré Vlado Kitchich, fils du révolutionnaire Victor Serge. Entretien.

p. 28

Jordanie : l'épreuve du pouvoir

Aux obsèques d'Hussein de Jordanie, Américains et Européens ont promis des aides financières au roi Abdallah.

p. 2

2010, la France ferroviaire

Jean-Claude Gayssot a présenté, lundi, son plan de développement du réseau ferroviaire français pour les dix ans à venir. Un investissement de 120 milliards de francs.

p. 10

La mort d'Iris Murdoch

En vingt-sept livres, elle était devenue « une des romancières préférées de la Grande-Bretagne ». Iris Murdoch est décédée lundi 8 février à Oxford.

p. 29

A la table d'un naufrage

Robinson Crusoe fait son marché. La chronique de Jean-Pierre Quélain.

p. 25

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,55 \$ CAN ; Chine, 100 F CNY ; Danemark, 16 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; France, 100 F ; Pays-Bas, 100 G ; Portugal, 200 PTE ; République, 2 FL ; Suisse, 1,40 CHF ; Suède, 10 KRS ; Suède, 2,40 SEK ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 1,50 \$.

M 0147-210-7,50 F



World Online

Internet

Apprenez à utiliser Internet, votre PC, votre téléphone...

Fonctionnaires : M. Jospin sur un terrain miné

L'AFFAIRE est entendue, les ronds-de-cuir vont devenir des salariés performants. Oubliés, l'emploi à vie et la grille des salaires, les corps et les échelons. Bannis, la pléthore réglementaire, l'irrésistible progression des dépenses de l'Etat et le monopole exercé sur des pans entiers de l'économie. Pour rendre les services publics plus efficaces et réduire le fossé qui se creuse entre fonctionnaires protégés et salariés soumis à la mondialisation, le gouvernement et le Parlement ont décidé d'abolir progressivement le statut de la fonction publique et de mettre les agents de l'Etat en concurrence avec les employés du privé : dans quelques années, le fonctionnaire aura vécu.

Que les fonctionnaires se rassurent : ce projet inspiré du new public management en vogue dans certains pays anglo-saxons n'a pas été concocté dans le huis clos d'un séminaire animé par Lionel Jospin. Il ne figure pas non plus au programme du Parlement. Et si Alain Madelin en a rêvé, le président de Démocratie libérale n'a jamais osé proposer une telle révolution. Cette réforme radicale, quoique progressive, sera introduite en Suisse, et plusieurs cantons ont déjà pris les devants. Au moment où des dis-

cussions vont s'ouvrir en France sur la baisse du temps de travail dans la fonction publique, voilà donc qu'apparaît... l'horreur helvétique, dernier avatar de l'horreur économique dénoncée par les penseurs antilibéraux. Malgré la prudence de M. Jospin, les conflits risquent de se multiplier entre les fonctionnaires et le gouvernement, qui doit publier, mercredi 10 février, le rapport sur le temps de travail dans la fonction publique commandé, il y a un an, à Jacques Roché. Certes, la gauche n'a pas eu de mal à capitaliser les erreurs – pour ne pas dire la brutalité – de la droite vis-à-vis de cette catégorie, et sa philosophie « anti-fonctionnaires ».

Les 4,5 millions d'agents de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux n'ont pas oublié les propos de M. Madelin, éphémère ministre de l'économie et des finances, sur les « privilèges » dont ils bénéficient ; ni la volonté d'Alain Juppé de débarrasser la fonction publique de sa « mauvaise graisse » – entendez les sureffectifs ; et encore moins le gel de leurs traitements en 1996.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 14

L'amour baroque



WILLIAM CHRISTIE

LES ARTS FLORISSANTS, l'une des plus célèbres formations de musique baroque, fête ses vingt ans. Son fondateur, William Christie, rappelle, dans un entretien au Monde, ses débuts quand il vivait « d'amour et d'air pur », son désir de « ressusciter des partitions du grand patrimoine français », ses difficultés à « séduire les maisons de disques et les critiques », avant la conquête d'un public fervent.

Lire page 27

International	2	Tableau de bord	20
France-Société	4	Aujourd'hui	25
Régions	10	Météorologie-Jean	26
Horizons	12	Culture	27
Carrel	16	Culte culturelle	29
Entreprises	17	Kiosque	30
Emplois/annonces	18	Abonnements	30
Communication	19	Radio-Télévision	31

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

PROCHE-ORIENT Hussein de Jordanie a été inhumé, lundi 8 février à Amman, lors de funérailles qui ont uni dans le deuil les Jordaniens et des dirigeants du monde

entier et permis un rassemblement sans précédent de personnalités du Proche-Orient. La présence la plus remarquée aura sans doute été celle du président syrien, Hafez El Assad,

dont les liens avec le roi Hussein ont constamment été sous tension. ● LE MONARQUE a été enterré dans le cimetière familial hachémite, sur une colline du centre d'Amman. ● LES

ÉTATS-UNIS, qui étaient représentés par le président Bill Clinton, et trois de ses prédécesseurs (George Bush, Jimmy Carter et Gerald Ford), et pour qui la Jordanie est un part-

naire-clé dans la région, se sont engagés à soutenir le roi Abdallah, qui a fait bonne impression à l'ensemble des personnalités étrangères réunies à Amman.

Le roi Abdallah de Jordanie confronté à l'épreuve du pouvoir

Le pays est étranglé par sa dette, le chômage touche près de 30 % de la population active, la croissance est pratiquement nulle et l'aide financière promise par Bill Clinton et les Européens ne paraît pas suffisante pour régler les problèmes qui s'amoncellent

AMMAN

de notre envoyé spécial

S'il a pu contempler la longue procession des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont suivi son cercueil, le roi Hussein a dû avoir du mal à réprimer un sourire ironique, ou peut-être même un petit sentiment d'orgueil. Il y avait là, cotoyant ses alliés américains et britanniques de toujours, des adversaires peu tendres pour une dynastie à leurs yeux trop inféodée à l'Occident et même d'anciens ennemis qui tentèrent à plusieurs reprises de le renverser, voire de l'assassiner. Il y avait là aussi – surprise du jour – le président syrien Hafez El Assad, sorti de son bunker pour présenter les condoléances d'un pays souvent accusé d'ingérence et de tentatives de déstabilisation de la Jordanie. Il y avait là, enfin, une forte délégation israélienne, comprenant un premier ministre, Benjamin Nétanyahou, dont les efforts pour freiner le processus n'ont pas renforcé la position d'une monarchie que ses opposants accusent d'avoir signé un marché de dupes en faisant la paix avec son voisin.

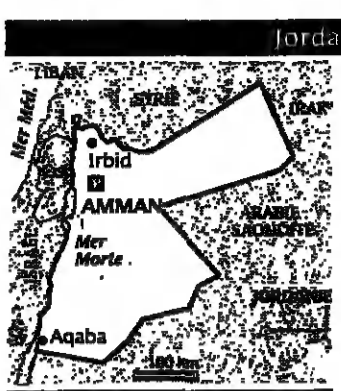
Tous ces gens – plusieurs centaines de personnes au coude-à-coude durant des heures – ont profité de ces funérailles mondiales pour parfois aussi faire avancer les dossiers en cours. Apparemment ils reviennent d'Amman rassurés : le régime hachémite ne devrait pas souffrir du changement qu'il vient de subir et la région ne devrait pas en être bouleversée. Le nouveau

monarque, pensent-ils, est bien en place et la politique du pays ne devrait pas brutalement changer de cap. C'est ce que, globalement, le roi Abdallah leur a à nouveau assuré lorsqu'ils sont allés lui présenter leurs condoléances, après la mise en terre du défunt.

ROI DE CONSENSUS

Dans une courte déclaration à la presse française, après les obsèques, Jacques Chirac s'est ainsi félicité de « l'excellente façon » dont les institutions jordaniennes avaient continué à fonctionner. Le nouveau souverain, a-t-il ajouté, est « un roi sur lequel on peut mettre sa confiance et son soutien. Il a les époules larges, il assumera le pouvoir dans la continuité, au mieux des intérêts de la Jordanie et de la région ». Autrement dit, la Jordanie poursuivra ses douloureuses réformes économiques et politiques, et, surtout, ne remettra pas en cause sa bienveillance à l'égard de son voisin israélien.

Propos de circonstance ? Un peu sans doute. Mais aussi soulagement visible. Ce nouveau roi, que personne ne connaissait bien, n'a, pour le moment, pas commis de faute. A l'évidence, la réunion de dizaines de chefs d'Etat, avec toutes les contraintes d'emploi du temps et de sécurité qu'elle implique, a été organisée par un appareil administratif que la mort du roi Hussein n'a pas paralysé. Les centaines de journalistes attirés par l'événement ont pu opérer dans des conditions fort hono-



CARACTÉRISTIQUES

• CHEF DE L'ÉTAT 1999	le roi Abdallah
• NATURE DU RÉGIME	monarchie parlementaire
• SUPERFICIE	98 000 km ²
• POPULATION	5,6 millions
• CAPITAUX	AMMAN
• MONNAIE	dinar jordanien (1 dinar = 100 piastres)
• LANGUES	arabe, anglais
• ÉCONOMIE - 1997	
• EXPORTATIONS	1,9 milliard de \$
• IMPORTATIONS	4,5 milliards de \$
• BALANCE COMM.	-2,2 milliards de \$
• TAUX DE CHÔMAGE	27 %
• DETTE EXTÉRIEURE	8,1 milliards de \$

rabies. Bref, avant comme après la mort du roi Hussein, la Jordanie semble fonctionner plutôt mieux que ses voisins arabes.

Mieux, son nouveau souverain intronisé sans heurt, dans le respect des règles constitutionnelles, a su calmer les appréhensions nées des circonstances de sa récente nomination, un ancien premier ministre, alors inquiet du limogeage du prince Hassan. Selon lui, Abdallah, qui n'était alors que le nouveau prince héritier, ne faisait pas le poids. Il devrait être aujourd'hui rassuré, comme le sont tous ceux qui, à l'étranger, avaient noué des contacts privilégiés avec le prince Hassan, qui fut si longtemps l'héritier désigné de la couronne.

prince Hassan, l'ex-futur roi. A leur yeux, c'est là une garantie de continuité, l'indication que les acquis et les compétences du plus vieux servaient à la formation du plus jeune.

« Pour gouverner ce pays il faut quelque chose de fort, quelque chose de stable », confiait, il y a deux semaines, un ancien premier ministre, alors inquiet du limogeage du prince Hassan. Selon lui, Abdallah, qui n'était alors que le nouveau prince héritier, ne faisait pas le poids. Il devrait être aujourd'hui rassuré, comme le sont tous ceux qui, à l'étranger, avaient noué des contacts privilégiés avec le prince Hassan, qui fut si longtemps l'héritier désigné de la couronne.

L'avenir de la Jordanie ne dépend pourtant pas des jeux de pouvoir à l'intérieur du palais. Etranglé par sa dette et son plan de réajustement structurel, alourdi par un chômage qui touche 25 % à 30 % de la population active, le pays, dont la croissance aujourd'hui ne dépasse pas 0,1 %, devra faire rapidement des choix, alors que l'argent que lui envoient ses émigrés, source de revenus essentielle, commence à faire défaut. La Jordanie, qui ne produit pas une goutte de pétrole, a fondé tout son développement sur l'or noir, grâce à la main-d'œuvre qu'elle exporte dans les Etats du Golfe. La longue chute du baril du pétrole met en péril ses revenus et le modèle de développement qu'il y est attaché, sans que la Jordanie, pour le moment, ait trouvé un modèle alternatif. Quant à l'aide financière promise par Bill Clinton et les Européens, son importance ne paraît pas devoir être suffisante pour rapidement régler les difficultés qui s'amoncellent.

PROBLÈMES INTERNATIONAUX

L'autre grand problème jordanien touche ses deux voisins irakien et israélien. L'intensification des échanges avec ces deux pays aurait pu fonder une nouvelle politique de développement et assurer l'enracinement économique de nouvelles couches sociales. Les marchés irakien et libanais ont été dévastés par l'embargo consécutif à la guerre du Golfe et les relations commerciales avec Israël n'ont jamais réel-

lement décollé. Le port jordanien d'Aqaba, sur la mer Rouge, qui constituait le poumon maritime de Bagdad durant la guerre contre l'Iran, assurait à la Jordanie de substantielles retombées, fonctionnant aujourd'hui au ralenti. Quant aux échanges avec Israël, ils demeurent largement inférieurs aux échanges entre le royaume et la Cisjordanie sous administration palestinienne.

En dépit d'une paix spectaculairement signée en 1994, Israël, pensent de nombreux Jordaniens, n'a pas changé sa façon de voir, continuant de tourner prioritairement son regard vers l'ouest plutôt que vers l'est. Ils constatent qu'Israël pleure le roi disparu, à qui il doit une certaine tranquillité d'esprit, mais que rien n'est fait pour redéployer les relations économiques entre les deux pays. L'enlèvement du processus de paix israélo-palestinien, largement attribué au camp israélien, ne fait, du coup, que conforter le désenchantement ambiant, donnant du crédit à ceux qui n'y ont jamais été favorables.

C'est là tout le problème de la Jordanie : ses difficultés dépendent dans une large mesure de facteurs internationaux, sur lesquels le gouvernement d'Amman a moins de prise que le président Clinton. Le même qui proclame tous les jours combien une Jordanie prospère et en paix est essentielle pour la stabilité de la région.

Georges Marlon

Tourné vers La Mecque, allongé sur le côté droit, Hussein a été enterré au cimetière royal de Raghdan

AMMAN

de notre envoyé spécial

Amman a vécu, lundi 8 février, deux cérémonies : l'officielle et la populaire. La première fut im-

REPORTAGE

De nombreux soldats versèrent discrètement une larme

pressionnante par le nombre de chefs d'Etat et de gouvernement venus honorer l'un des leurs, hissé au rang de champion de la paix, dans une région où, plus que partout ailleurs, le mot possède une exceptionnelle valeur d'évocation. La seconde fut plus angoissée, parfois brouillonne et souvent émouvante, réunissant des milliers de Jordaniens – essentiellement des hommes –, rassemblés pour pleurer un monarque respectueusement désigné sous l'appellation désuète de « notre » roi. Jamais ces deux cérémonies ne se sont croisées, sans doute de par la volonté des autorités d'Amman, qui éprouvaient quelques inquiétudes quant à la protection des dizaines d'invités de marque venus rendre un dernier hommage à Hussein de Jordanie. Ce

souci constant explique le spectaculaire déploiement de milliers de soldats et de policiers, sinon plus, tout au long des quelque 20 kilomètres de parcours qu'emprunta le cortège funéraire. Au point que l'on pouvait parfois croire que c'était l'armée qui rendait hommage à son roi et premier général.

Lundi matin, lorsque le jour se leva, la pluie avait cessé, mais un froid piquant balayait les avenues. Sur des kilomètres, on ne voyait que les bérêts rouges, verts, pourpres ou noirs des soldats, alignés face à une foule clairsemée, fusils croisés sur la poitrine. Loin du centre, aux environs du palais de Bab el Salam d'où devait partir le convoi funéraire, la foule était largement moins dense que les militaires censés la contenir. Au rond-point dit du Huitième Cercle, à l'ouest de la capitale, la concentration se faisait déjà plus forte. Les hommes arboraient le traditionnel keffiyeh à damiers rouges et blancs.

« DIEU AIME HUSSEIN ! »

L'atmosphère était disciplinée, quasi silencieuse. Parfois un homme scandait une invocation, reprise aussitôt en chœur par ses voisins, et amplifiée encore si une caméra de télévision montrait le bout de son objectif. « Hussein aime Dieu et Dieu aime Hussein ! », criait un jeune homme ju-ché, poing levé, sur les épaules d'un camarade. Ses voisins reprenaient. De l'autre côté de la rue, quelques femmes en foulard pratiquaient le même rite. La foule se raidit lorsque s'approcha le cortège : onze véhicules rouges, découverts, chargés de soldats figés, entourant un douzième véhicule transportant le cercueil du roi Hussein recouvert d'un drapeau. Trois hélicoptères survolaient le convoi.

Le passage des véhicules ne durait que quelques secondes, ponctués de cris et de sanglots. De nombreux soldats versèrent discrètement une larme, puis se dirigèrent vers un autre point de la ville. La foule fit de même, cou-

rant pour croiser à nouveau le cortège, quelques centaines de mètres plus loin. Les mêmes scènes se répétèrent sur les principales avenues de la ville. Lorsque le cortège, parti depuis près de deux heures du palais de Bab el Salam parvint enfin, de l'autre côté de la ville, aux portes du palais royal de Raghdan, où l'attendaient les dignitaires étran-

Boris Eltsine, titubant, rate une partie des cérémonies

Le président Boris Eltsine est rentré, lundi soir 8 février, à Moscou, après avoir fait un rapide aller-retour dans la journée à Amman pour assister à une partie des funérailles du roi Hussein de Jordanie. Après un vol de quatre heures, il est reparti directement à la maison de repos de Barvikha, près de Moscou, où il poursuit sa convalescence, après un séjour de deux semaines à l'hôpital pour un ulcère saignant en janvier. Apparu titubant et soutenu par ses gardes sur certaines images de télévision, il a quitté la Jordanie avant la fin des cérémonies de funérailles. La présidence russe a démenti des informations en provenance d'Amman selon lesquelles M. Eltsine aurait reçu une aide médicale d'urgence avant de quitter la capitale jordanienne. D'après le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, il a eu des échanges « actifs et intensifs » avec les présidents américain et français, Bill Clinton et Jacques Chirac, ainsi qu'avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

gers, des dizaines de milliers de Jordaniens étaient cette fois rassemblés, face à des milliers de soldats visiblement débordés. Ce furent là les seuls moments de désordre, rapidement surmontés par une troupe qui dégagea sans ménagement l'artère conduisant à l'entrée nord du palais.

A l'intérieur du palais, l'atmosphère était nettement plus courtoise. Tour à tour, les chefs d'Etat défilèrent devant le cercueil posé sur une table : le président Clinton accompagné de trois anciens présidents américains, Benjamin Nétanyahou flanqué d'Ariel Sharon, Jacques Chirac et Bernard Kouchner, Tony Blair, Gerhard Schröder, et le plus surprenant de tous, le Syrien Hafez El Assad, que personne n'attendait aux obsèques d'un homme qu'il ne portait pas dans son cœur. Hormis celles qui étaient chef d'Etat, les femmes, dont les épouses des invités, n'avaient pas été autorisées à assister à la cérémonie.

« Un homme de paix, qui travaillait pour la paix au Moyen-Orient », aurait dit le premier au second, à en croire un collaborateur du président Weizman. Rien de tel ne s'est produit entre le président américain et le modeste (et quasi inconnu) représentant irakien, le vice-président Taha Mohamed Maarouf, ou le président du Soudan, Omar El Béchir. Le président turc, Suleyman Demirel, n'a apparemment pas salué non plus le président chypriote, Glafcos Clérifides, dont une partie du pays est occupée par les troupes d'Ankara.

Tourné vers La Mecque, allongé sur le côté droit, le roi Hussein a été enterré dans le cimetière royal du palais de Raghdan, à côté de son père et de son grand-père, Abdallah, fondateur d'un royaume né, en 1946 seulement, sur les ruines de l'Empire ottoman.

G. M.

Un partenaire-clé des Etats-Unis pour les négociations au Proche-Orient

WASHINGTON

de notre correspondant

Les liens personnels qui unissent Bill Clinton à Hussein de Jordanie n'expliquent pas à eux seuls le vibrant hommage rendu au souverain défunt par le président américain et les efforts déployés pour aider le nouveau roi Abdallah à endosser la difficile succession de son père. Les Etats-Unis accordent une place importante à la Jordanie dans le processus de paix au Proche-Orient et n'ont aucune raison de ne pas assister leur allié le plus fidèle dans le monde arabe. Armin Meyer, ancien chargé d'affaires américain à Bagdad en 1947, a rappelé, dans le Washington Post, qu'Abdallah, le grand-père de Hussein, lui avait demandé de transmettre à Washington le message suivant : vous pouvez compter sur moi pour vous aider à résoudre la question palestinienne.

Un président en exercice et trois anciens présidents se sont penchés sur le trône du nouveau roi Abdallah. Ronald Reagan, le quatrième encore en vie – qui n'avait jamais vraiment apprécié Hussein – souffrant de la maladie d'Alzheimer, n'a pu se déplacer. Bill Clinton a évoqué, en des termes émoionnants, une amitié au demeurant sincère. Il a également rappelé le montant de l'aide américaine, 220 millions de dollars (dont un tiers d'assistance militaire) pour 1999, 225 millions pour l'an 2000 : de 1952 à 1995, elle a dépassé 1,5 milliard. Washington compte aussi débloquer les crédits prévus par le Memorandum de Wye River et qui sont actuellement gelés en raison de l'impasse du processus de paix, soit 300 millions, échelonnés sur plusieurs années.

ASSURER LA TRANSITION

En outre, Washington a demandé aux institutions internationales – le président de la Banque mondiale voyageait dans le 747 présidentiel – et aux autres pays occidentaux une compréhension plus grande pour les difficultés économiques de la Jordanie. Cette requête s'adressait aussi aux « frères » des monarchies pétrolières arabes, riches certes mais dont certaines, comme le Ko-

weïl, ont eu du mal à oublier que le « petit roi » avait choisi le mauvais camp, celui de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe. La mort de Hussein devrait faciliter les choses, son successeur n'étant pas associé aux affaires à l'époque.

Il s'agit pour les Etats-Unis de tout faire pour assurer la transition et garantir la stabilité d'un allié solide, même s'il n'a pas toujours été fidèle. Dès la nomination du prince Abdallah comme successeur désigné, la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright était venue lui apporter l'option américaine. D'autant que le prince Hassan, frère de l'ancien roi et dauphin pendant trente-quatre ans, semble avoir été jugé par trop indépendant par l'administration américaine. D'après l'éditorialiste du Washington Post, Jim Hoagland, en général bien informé, le représentant de la CIA à Amman supportait mal le prince Hassan et les Etats-Unis n'auraient pas été étrangers à la dernière décision du roi Hussein.

La CIA a souvent été citée au cours du long règne de Hussein. Jusqu'à la fin des années 70, la CIA a accordé une assistance discrète au royaume, partenaire-clé dans la région, et qui avait besoin d'une importante aide étrangère pour survivre sur les plans économique et militaire à des adversaires autrement plus puissants.

En 1990-1991, Hussein fit faux-bond à l'alliance anti-irakienne organisée par le président George Bush. La déroute de Saddam Hussein et les sanctions draconiennes décrétées contre Bagdad ont eu un impact catastrophique sur la Jordanie, mal compensé par la reprise, plus tard, de l'aide américaine. Mais son habileté coutumière a permis à Hussein de se rattraper, après une courte brouille avec Washington. Il a su se rendre indispensable à Bill Clinton, en jetant son poids dans la balance à Wye, à l'automne 1998. Cet ultime coup de main n'a pas été oublié. Reste à savoir de quel poids pèse la Jordanie face au partenaire incontournable des Etats-Unis dans la région, Israël.

Patrice de Beer



L'anglais à Oxford

L'anglais à Bristol

L'anglais à Heidelberg

L'anglais à Cambridge

L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.

Bordeaux 05 57 92 34 12 Lille 03 20 40 28 38

Lyon 04 78 24 08 74 Paris 01 44 19 66 66

Reims 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 88 48 38 00

L'ONU exhorte l'Éthiopie et l'Érythrée à mettre fin aux hostilités

La dégradation du climat politique et les différends territoriaux ont provoqué un conflit armé

Entre l'Érythrée et l'Éthiopie, les combats ont repris. Mardi matin 9 février, l'aviation d'Addis Abeba aurait bombardé Laili Deda, un village

qui abrite quelques centaines d'Érythréens expulsés l'an dernier d'Éthiopie, faisant plusieurs morts. Les Nations unies et l'Organisation de

l'unité africaine s'efforcent de favoriser une issue diplomatique au conflit entre les deux anciens alliés.



La confrontation entre l'Éthiopie et l'Érythrée oppose deux armées qui se sont largement approvisionnées dans les pays est-européens. Au début de 1998, l'Éthiopie, dont l'armée forte de 120 000 hommes et équipée par 200 000 militaires, était alors désorganisée, a pu acheter pour 200 millions de dollars d'équipements, notamment à la Bulgarie et à la Chine. Elle a reçu des conseils de spécialistes russes, ukrainiens et lettons. L'Érythrée, de son côté, a massé le long de la frontière quelque 200 000 hommes de ses armées régulières et de sa réserve, des conseils pour la plupart

combats est totalement inacceptable pour la communauté internationale », a fait valoir M. Amman qui a dépeché dans les deux capitales le diplomate Mohamed Sahnoun. L'Organisation de l'unité africaine (OUA), par la voix de son président en exercice, le chef de l'Etat burundais, Blaise Compaoré, et celle de son secrétaire général, Salim Ahmed Salim, ont également appelé l'Éthiopie et l'Érythrée à « mettre fin

immédiatement aux hostilités » et à accepter le plan de paix proposé par l'OUA.

Celui-ci prévoit le retrait des troupes érythréennes des zones contestées dans le nord-ouest de l'Éthiopie, le déploiement d'une force d'observation et la mise en place d'une commission neutre pour délimiter la frontière. Soutenu par le Conseil de sécurité des Nations unies et l'Union européenne

nationaliste, alors que ceux du Tigre se sont repliés sur leur base. C'est une situation paradoxale. Rien ne les sépare, mais leur « vécu collectif » est complètement différent.

2 Le conflit peut-il durer ? Oui, car les deux pays sont armés. Les Érythréens, qui dominent militairement, se sont offert des Mig-29, le nez plus ultra des chasseurs, pilotés par des Ukrainiens, tandis que les Éthiopiens ont acheté des avions un peu moins modernes. Les deux pays sont pourtant très pauvres. Tout ça pour un conflit qui n'a ni objectif stratégique ni finalité économique. Que les Tigriens, au pouvoir en Éthiopie, veuillent reprendre le port d'Assab et ne plus dépendre de Djibouti pour leur accès à la mer, c'est possible. Cela peut être un but de

guerre, mais ce n'est pas à la racine du conflit.

3 Coincé entre les deux belligérants, Djibouti peut-il rester à l'écart ?

La guerre peut s'étendre à Djibouti, dont le président, Hassan Gouled, vient d'annoncer son départ ; ce qui signifie que son successeur, Ismaïl Omar Guelleh, très contesté mais proche des Éthiopiens dans cette période de transition, va chercher à se propulser à la présidence. Or des accords de quasi-protectionnent l'ont déjà à l'Éthiopie - qui y est présente militairement. C'est une situation dangereuse. La France a envoyé des émissaires à Asmara pour expliquer aux Érythréens qu'il ne fallait pas toucher à Djibouti. Sera-ce suffisant ?

Propos recueillis par Jean-Pierre Tuquoy

La presse officielle de Pékin fait état d'incidents et d'arrestations dans le Xinjiang

LA LOINTAINE province musulmane du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, de tout temps rétive à l'autorité de Pékin, semble de nouveau agitée de spasmes protestataires, selon des informations partiellement recoupées dans les médias officiels eux-mêmes. Le ministère des affaires étrangères de Pékin a rejeté, la semaine dernière, comme « infondé et irresponsable » un rapport d'Amnesty International faisant état de nombreuses arrestations arbitraires de résidents de l'ethnie majoritaire, les Ouïgours, au cours des derniers mois, et d'un recours régulier à la torture au cours des interrogatoires subis par les personnes placées en détention.

Selon l'organisation londonienne, qui citait des cas précis, la police vise particulièrement l'entourage des militants indépendantistes. Des enfants auraient même été détenus. Au cours des derniers jours, plusieurs indications de la presse officielle sont venues laisser entendre que les informations d'Amnesty International n'étaient pas si « infondées » que cela. Selon l'AFP, le Quotidien de la justice du Xinjiang a rapporté que plusieurs centaines de « terroristes » - terme désignant, entre autres, les séparatistes musulmans - avaient été arrêtés durant une campagne de répression qui semble avoir eu lieu

dans les six derniers mois de 1997, après une vague d'incidents ayant opposé des civils aux forces de l'ordre chinoises dans la première moitié de l'année.

Le journal ne fournit pas de précisions sur les lieux où se sont déroulés ces incidents. Mais, le 4 février, il a indiqué que près de 9 000 membres de la police armée - une gendarmerie anti-émeutes - ont été postés, sur ordre du gouvernement central, à Yining, ville de 300 000 habitants à la frontière du Kazakhstan où la situation est souvent explosive. Dans les derniers mois, les médias officiels chinois ont fait état d'au moins quinze condamnations à mort pour actions décrites comme des « agressions, pillages et déprédations » mais généralement liées au sentiment séparatiste.

TOUR DE VIS RÉPRESSIF

Il ne faut peut-être pas conclure des dernières informations provenant de cette région - difficile d'accès pour la presse étrangère - qu'elle est à feu et à sang. Le tour de vis répressif est mis en exergue par les médias à la veille du deuxième anniversaire d'émeutes qui s'étaient déroulées précisément à Yining les 5 et 6 février 1997, et qui avaient fait au moins 10 morts et 130 blessés selon Pékin. Alors que le régime veut donner

l'image d'une Chine parfaitement sous contrôle en cette année de cinquantième pour la République populaire, il ne peut vouloir signifier par là qu'il ne ménage pas ses efforts pour faire régner l'ordre jusqu'au plus profond de l'empire. En outre, à plusieurs reprises dans le passé, les autorités locales ont eu tendance à diffuser des informations alarmistes pour mettre en valeur l'efficacité de leurs forces de l'ordre et dans l'intention implicite de convaincre Pékin d'accroître son assistance au développement de ce vaste espace désertique.

Cependant, l'agitation au Xinjiang, où les colons de souche chinoise Han représentent désormais au moins un tiers de la population, est un problème endémique pour Pékin, comme en témoignent d'autres informations, également officielles, faisant état du démantèlement, l'an dernier, d'un « camp d'entraînement de terroristes » à proximité de Yecheng, dans la partie méridionale du Xinjiang. A la même époque, à Urumqi, chef-lieu de cette province qui est officiellement une « région autonome », la police a saisi des stocks d'armes, de bombes à retardement et des détonateurs, lors de l'interpellation de plus de cent cinquante suspects.

Francis Deron

La Banque centrale russe confiait ses réserves à une société basée à Jersey

Des malversations ont été mises au jour

MOSCOU de notre correspondant

De 1993 à 1998, la Banque centrale de Russie a confié la gestion de tout ou partie de ses réserves monétaires à une obscure société off-shore, au capital de 1 000 dollars, basée dans le paradis fiscal de Jersey, une des îles anglo-normandes. Telle est la principale découverte du parquet général de Russie, qui a enquêté pendant plusieurs semaines sur les activités de la Banque centrale, tentant d'éclaircir son rôle lors de la crise financière d'août 1998.

Le 1^{er} février, Iouri Skouratov, procureur général, transmettait à la Douma (Chambre basse du Parlement) une note de sept pages, résumée de son enquête. Le lendemain, M. Skouratov démissionnait « pour raisons de santé ». Alors que les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) se poursuivent, Viktor Guerdachchenko, actuel président de la Banque centrale, a estimé que les conclusions de M. Skouratov n'auraient pas « dû être rendues publiques » et que cette affaire « mériterait d'être abordée plus calmement ».

Selon la note du parquet général, « le 15 juillet 1993, la Banque centrale a signé un contrat avec la Financial Management Company (Fimaco), domiciliée à Jersey, pour une gestion par procuration des réserves en devises du pays, des crédits du FMI et des bons du Trésor du ministère des finances ». De 1993 à 1998, précise la note, la société off-shore aurait géré, « moyennant le versement de commissions », environ 50 milliards de dollars.

« MAXIMISER » LES PROFITS

Le parquet général, qui affirme que « des poursuites judiciaires sont à l'étude », rappelle que ces transferts ont été faits « en violation de la loi » et que les réserves exprimées par plusieurs sociétés d'audit ayant eu à étudier l'activité de la Banque centrale « n'ont pas été prises en compte ». Enfin, le montant des « commissions en devises » versées à Fimaco et leurs destinations finales n'ont pu être établies.

M. Guerdachchenko, qui avait été le président de la Banque centrale jusqu'en 1994, a livré quelques explications à la Douma, le 5 février. Fimaco a été créée par la Banque centrale, a-t-il reconnu. Sa domiciliation dans le paradis fiscal de Jersey a permis de « maximiser » les profits tirés de placements sur les marchés financiers mondiaux. Mais cette création d'une société off-

shore avait un autre but : protéger une partie des réserves monétaires russes d'éventuelles mesures de rétorsion de créanciers étrangers.

En 1993-94, a précisé M. Guerdachchenko, « la Russie était engagée dans de difficiles négociations avec le Club de Londres et le Club de Paris, et il y avait une probabilité que les avoirs du pays à l'étranger soient saisis ». Depuis trois mois, la Russie fait défaut sur le remboursement de sa dette extérieure et mène de délicates négociations avec ses créanciers internationaux. Le président de la Banque centrale a néanmoins démenti le montant des sommes confiées à Fimaco, précisant qu'en 1994 seulement « 1,4 milliard de dollars » lui avait été transféré. Le total de 50 milliards de dollars décompté par les enquêteurs peut apparaître surestimé, le maximum des réserves de la Banque centrale n'ayant atteint, en juin 1997, que 24 milliards de dollars. Mais de multiples aller-retour de fonds entre l'établissement central et la société off-shore pourraient expliquer ce chiffre global cumulé.

L'embarras du gouvernement russe est d'autant plus grand que l'investigation du parquet devait initialement se concentrer sur la seule gestion de l'ancien président de la Banque centrale, Sergueï Doublinine, démis en septembre 1998. M. Skouratov avait déjà fait état de « nombreuses malversations » et de « délits d'initié ». De son côté, une « Cour des comptes » dépendant du Parlement avait, dès octobre, dans un réquisitoire très politique, dénoncé la « mauvaise utilisation de milliards de dollars ». Accusations régulièrement réfutées par M. Doublinine, devenu depuis vice-président du géant gazier Gazprom, principal contributeur au budget de l'Etat russe.

François Bonnet

■ La banque russe Ureksbank a reconnu, lundi 8 février, qu'elle n'avait pas pu, à deux reprises, honorer le paiement des intérêts sur ses euro-obligations au cours des deux dernières semaines, ses avoirs ayant été érodés par la crise financière. La banque a indiqué à ses créanciers qu'elle allait devoir restructurer sa dette, qui s'élève à 250 millions de dollars (220 millions d'euros). La défaillance d'Ureksbank est la première d'une banque russe sur des euro-obligations. - (AFP)

Le Portugal et l'Indonésie toujours en désaccord sur le futur statut du Timor-Orient

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Ils étaient tous venus à New York : le ministre indonésien des affaires étrangères, Ali Alatas ; son homologue portugais, Jaime Gama, médiateur de l'ONU ; le diplomate pakistanais Jamshed Marker et le leader du mouvement séparatiste du Timor-Orient, Pricé Nobel de la paix, José Ramos Horta. Pour autant, deux jours de négociations « intenses » sur le futur statut du Timor-Orient, ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie, n'ont pas suffi à lever l'incertitude.

Malgré l'optimisme affiché par les deux ministres ainsi que par le médiateur de l'ONU à la fin des négociations, lundi 8 février, lors d'une conférence de presse, il était évident que la question essentielle, à savoir le référendum sur l'avenir de l'île, divisait toujours l'Indonésie et le Portugal. Pourtant à la fin de la première journée des pourparlers, dimanche 7 février, la délégation portugaise avait annoncé à la presse que les deux parties étaient parvenues à un « accord de principe » sur une procédure qui inclurait un scrutin. Interrogé, le ministre indonésien a de nouveau réaffirmé la position de son gouvernement : « Mon gouvernement demeure convaincu qu'un référendum n'est pas le meilleur moyen de

parvenir à une solution politique. »

Il faut donc, estime l'Indonésie, trouver « une nouvelle méthodologie [pour] sonder la population timoraise ». A quoi son homologue portugais rétorquait : « Je ne vois vraiment pas quelle autre méthode démocratique on pourrait trouver qui ne soit pas un référendum. »

En dépit de ce désaccord public, des sources informées expliquent que les négociations sont « sur la bonne voie ». Selon elles, les deux

Les conditions des séparatistes

Un des leaders en exil de la résistance est-timoraise, José Ramos Horta, prix Nobel de la paix, a également rencontré M. Marker lundi, dans le cadre des consultations régulières avec des représentants est-timorais s'inscrivant dans le processus parrainé par l'ONU. Il a déclaré qu'un vote sur l'autonomie ne pourrait avoir lieu que lorsque les troupes indonésiennes se seront retirées, que les civils auront déposé les armes, et que des observateurs militaires de l'ONU auront été installés sur place. « Sans ces conditions, nous ne pourrions pas faire partie de ce projet », a dit M. Ramos Horta.

ministres sont parvenus à un accord informel sur plusieurs points. « Qu'on le nomme référendum ou non », un moyen sera trouvé pour demander aux habitants du territoire leur avis sur un projet d'autonomie élargie. En cas de rejet de l'autonomie, l'Indonésie saisirait son nouveau Parlement, qui siégera à partir du mois d'août, d'un projet « d'abrogation de l'incorporation » du Timor-Orient à l'archipel. Commencerait alors une période de plusieurs mois pendant laquelle les autorités indonésiennes se retireraient au profit du Portugal, aidé par une mission et une force de police de l'ONU. La population timoraise pourrait alors voter sur le statut du territoire, et si la voie de l'indépendance est retenue, élire une Assemblée constituante et adopter une Constitution.

Par ailleurs, optimiste lui aussi à propos des « négociations » menées à New York, un diplomate se dit en revanche « assez inquiet » sur le résultat des élections du 7 juin à Djakarta. « C'est très bien de négocier avec Ali Alatas, dit-il, mais le gouvernement actuel sera obligé de faire une coalition et il y a beaucoup de gens influents qui s'opposent à l'avis d'Alatas sur Timor. (...) Ce qui m'inquiète, c'est l'instabilité politique en Indonésie. »

Afsané Bassir Pour

Robin Cook et Hubert Védrine encouragent les négociateurs de la conférence sur le Kosovo

RAMBOUILLET. Le secrétaire britannique au Foreign Office, Robin Cook, devait revenir, mardi 9 février, à Rambouillet, où se déroulent les négociations sur le Kosovo, pour rencontrer les deux délégations serbe et albanaise, avec le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine. « Il n'y a pas de crise (MM. Cook et Védrine veulent peser sur les négociations), a commenté un porte-parole du Foreign Office. Hubert Védrine s'est déjà rendu, lundi, à Rambouillet. « C'est dur, mais les négociations ont réellement commencé », a-t-il dit. Le Groupe de contact (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Russie) pourrait se réunir le week-end prochain pour évaluer l'avancée des négociations et décider ou non de les prolonger d'une semaine. - (AFP Reuters.)

OCDE : les pays riches ont réduit leur aide au développement en 1997

L'AIDE PUBLIQUE consentie par les pays membres de l'OCDE aux pays en développement a fléchi en 1997 pour la première fois depuis le début de la décennie, selon un rapport publié lundi 8 février par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Cette aide est tombée en 1997 à son niveau le plus faible depuis le début des années 90, à 49,8 milliards de dollars (44 milliards d'euros), contre 57,9 milliards de dollars (51,2 milliards d'euros) en 1996. Depuis 1992, l'aide publique des pays de l'OCDE a chuté de plus de 20 % en dollars constants. Elle a chuté à 0,22 % de leur produit intérieur brut contre 0,33 % en 1992. Les Etats-Unis fournissent l'effort le plus faible avec seulement 0,09 % du PIB. L'aide publique française, de 6,035 milliards de dollars (5,42 milliards d'euros), a baissé à 0,45 % du PIB, contre 0,48 % en 1996. - (AFP)

Irrégularités dans l'attribution de l'aide européenne au nucléaire de l'ex-URSS

BRUXELLES. Des irrégularités ont été commises par la Commission européenne dans l'octroi d'aides à des pays de l'ex-URSS pour un montant de 610 millions d'euros, affirme dimanche le quotidien espagnol *El País*. Pres d'un tiers de cette somme (186 millions d'euros) a été attribué sans mise en concurrence des entreprises, rapporte *El País* en citant un rapport de la Cour des comptes européenne devant être publié mardi. Selon ce rapport, des quatorze contrats signés par la Commission en 1994 dans le cadre du plan Tacis d'aide aux Etats de l'ex-URSS, seuls deux ont été attribués après la procédure normale de sélection. Huit autres ont fait l'objet d'une mise en concurrence partielle et quatre ont été attribués arbitrairement. La Commission européenne s'est défendue en expliquant que les services dans certains secteurs sophistiqués ne pouvaient être fournis que par une seule entreprise. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **SUISSE** : plus de 300 cas de parlementaires victimes d'abus ont été recensés dans 31 pays par le Comité des droits de l'homme de l'Union interparlementaire (UIP), qui s'est réuni début février à Genève. Plus de la moitié des 311 plaintes examinées proviennent de Birmanie. Selon l'UIP, 29 députés élus en 1990 se trouvent toujours en détention et 127 en résidence surveillée. Parmi d'autres cas portés à la connaissance du Comité, quinze concernent la Turquie et six la Colombie. - (Corresp.)

■ **POLOGNE** : le constructeur aéronautique allemand DASA va mettre 22 avions de combat polonais MIG-29 aux normes de l'OTAN, en vue de l'adhésion de Varsovie, en avril 1999, à l'Alliance atlantique. DASA a modernisé la flotte de MIG-29 de l'ex-Allemagne de l'Est et a proposé un concept commun de logistique et d'entretien aux pays d'Europe centrale et orientale qui utilisent des MIG-29. - (AFP)

■ **RUSSIE** : les avocats d'Alexandre Nikitine, ancien officier et militant écologiste jugé pour espionnage, ont décidé d'engager un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, a rapporté lundi l'agence Tass. Cette décision a été prise après que la Cour suprême russe a demandé au FSB (ex-KGB) de compléter son dossier d'accusation, dans un procès qui dure depuis plus de trois ans. La défense d'Alexandre Nikitine motivait notamment sa requête par le droit de l'accusé à être jugé « dans des délais raisonnables », et par le non-respect par la justice russe de « la présomption d'innocence ». - (AFP)

■ **GRÈCE** : la décision d'Athènes d'implanter en Crète (sud) les missiles russes S300 sol-air que Chypre a renoncé à installer sur son territoire est « définitive », a déclaré lundi 8 février le porte-parole du gouvernement grec. La Turquie s'oppose à cette implantation. Chypre avait commandé ces missiles à la Russie, mais a renoncé fin décembre à les installer sur son territoire. - (AFP)

■ **INDE** : deux chrétiens ont été assassinés, dimanche 7 février, dans l'Etat oriental de l'Orissa. L'une des deux victimes était une adolescente. Elle a été violée et assassinée par des assaillants non identifiés près du village de Mandasur, dont la population est en majorité chrétienne. Un villageois qui s'était porté à son secours a également été tué, selon les journaux. - (AFP)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Office Spécial de Publicité

47, rue Louis Blanc
92084 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.47.04.81.34 - Fax : 01.43.33.51.36

Extrait des Minutes du Secrétaire
Greffier de la Cour d'Appel de Versailles.

Par arrêt en date du 29.03.1996 la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Versailles a condamné :
M. LEMEIGNEN André, dirigeant de Société, demeurant à Versailles, 55, rue Berthier, à la peine de 12 mois d'emprisonnement avec sursis ainsi qu'à des mesures d'affichage et de publication, pour fraude fiscale, commis en 1989 et 1990 à Versailles.
P/ Le Procureur Général,
P/ Le Greffier en Chef.

CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte

Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAMOUZOU

Tél : 02 69 61 11 13 :
demander la Direction Générale ou le Secrétaire Général

Fax : 02 69 61 14 95

La défaite électorale en Hesse force M. Schröder à amender ses projets de réformes

Le chancelier allemand devra rechercher des compromis avec l'opposition de droite

La défaite électorale subie en Hesse a fait perdre à la coalition gouvernementale de gauche (SPD-Verts) la majorité absolue au Bundesrat, la

chambre des Länder. Le président du Parti social-démocrate, Oskar Lafontaine, a annoncé qu'il allait devoir modifier le projet de réforme du code

de la nationalité et trouver une solution « soutenue par tous ». D'autres réformes nécessitent des compromis.

BONN

de notre correspondant

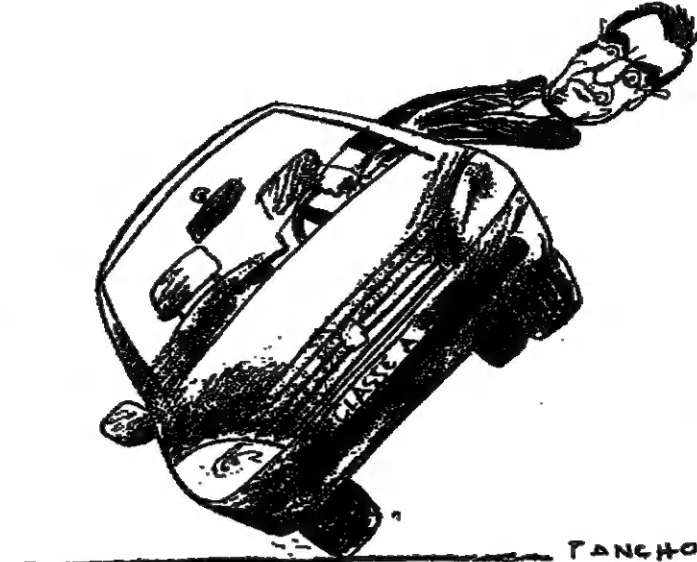
La réforme du code de la nationalité projetée par le gouvernement Schröder ne sera pas adoptée telle quelle après le camoufflet essuyé, dimanche 7 février, par la gauche aux élections régionales de Hesse (région de Francfort).

Ce scrutin, transformé par l'Union chrétienne-démocrate (CDU) en référendum contre l'octroi de la double nationalité aux étrangers, a fait perdre au Parti social-démocrate (SPD) et aux Verts la majorité absolue au Bundesrat, la Chambre représentant les Länder. « A cause de la nouvelle répartition des pouvoirs au Bundesrat, il faut trouver une autre solution pour le code de la nationalité », a annoncé Oskar Lafontaine, président du SPD, précisant que le parti, dont la direction devait se réunir mardi 9 février en présence du chancelier, devrait « tirer les conséquences » de cette défaite. M. Lafontaine s'est prononcé en faveur d'une solution qui « sera soutenue par tous ».

SUJET BRÛLANT

Le SPD a appelé la droite à cesser de jouer avec un sujet aussi brûlant que l'intégration des étrangers. « Nous demandons l'arrêt de la pétition à caractère xénophobe et qu'ils nous expliquent ce qu'ils veulent », a demandé Ottmar Schreiner, secrétaire général du parti. Ce dernier a déploré que des électeurs traditionnels du SPD, travailleurs et chômeurs, aient voté pour la CDU, « car dans ces milieux, beaucoup voient les étrangers comme des concurrents ». Dans les rangs du SPD, de plus en plus d'hommes politiques font part de leurs réserves sur l'octroi systématique de la double nationalité.

Pour l'heure, le ministre de l'intérieur Otto Schily (SPD) et les Verts s'en tiennent au projet actuel mais, en privé, les écologistes



reconnaissent que le projet n'est pas adoptable en l'état. Les Verts, qui viennent de subir un revers dans le dossier du nucléaire, refusent toutefois de l'amender, ce qui donnerait le sentiment d'une capitulation devant la pétition de la CDU.

Officiellement, le projet doit suivre son cours. Il doit être en-

voyé aux ministres de l'intérieur des Länder dans les prochains jours puis être adopté en conseil des ministres courant mars, avant de commencer à être débattu au Parlement. Ces différentes étapes pourraient permettre à la gauche de faire des ouvertures à l'opposition. Le porte-parole de Wolfgang Schäuble, président de la CDU, a

Recul important du chômage en janvier

Le chômage a reculé en Allemagne en janvier (-59 000 en données corrigées des variations saisonnières), pour s'établir à 4,092 millions de personnes privées d'emploi. Le recul a été de 37 000 à l'ouest et de 21 000 à l'est. Le chômage repart donc fortement à la baisse après avoir augmenté (+36 000) aux mois de novembre et décembre et après avoir enregistré une baisse de 380 000 entre janvier et octobre 1998. Cette embellie peu attendue s'expliquerait en partie par des mesures de traitement social du chômage et la douceur du mois de janvier. L'agence fédérale du travail restait très prudente mardi 9 février et s'inquiétait des effets à venir de la conjoncture sur le marché du travail. En données brutes, le taux de chômage a augmenté de 10,9 % à 11,5 %. Ces chiffres vont peser dans les négociations salariales qui ont lieu actuellement dans la métallurgie et la fonction publique, les syndicats réclamant respectivement 6,5 % et 5,5 % de hausse de salaire.

Les Verts orphelins de l'atome et du code de la nationalité

BONN

de notre correspondant

La population allemande est peut-être conservatrice, sans doute au centre mais certainement pas de

ANALYSE

Les deux projets-phares du parti écologiste ont été condamnés par les électeurs

gauche. C'est la vérité rappelée par les élections régionales de Hesse qui se sont tenues dimanche 7 février. La coalition social-démocrate (SPD)-Verts, au pouvoir depuis 1991, a été défaite par les libéraux-démocrates (FDP) et les chrétiens-démocrates (CDU), qui avaient axé toute leur campagne contre la réforme du code de la nationalité projetée par le gouvernement Schröder. Ce scrutin dans la région de Francfort aide à dissiper quelques malentendus nés au soir de la défaite de Helmut Kohl, le 27 septembre 1998.

Les écologistes étaient apparus comme les grands vainqueurs du scrutin, participant pour la première fois à un gouvernement fédéral. L'euphorie de la victoire de la gauche a pu faire oublier les chiffres : les Verts avaient perdu du terrain par rapport à 1994, passant de 7,3 % à 6,7 % des suffrages. Toutes les élections régionales de 1998, en Basse-Saxe, en Saxe-Anhalt et en Bavière, avaient marqué un recul des écologistes. Ainsi, dimanche en Hesse, ils ont obtenu 7,2 % des suffrages contre 11,2 % en 1995. Il faut remonter à l'été 1997, à Hambourg, pour retrouver une progression du parti écologiste, à une époque où le SPD était particulièrement faible.

Les Verts ne sont pas entrés au gouvernement grâce à un regain de soutien populaire, mais parce que le SPD a fait un score extraordinaire le 27 septembre, devançant de 5,5 points Helmut Kohl, dont les Allemands étaient las. Paradoxalement,

la droite au projet de contrat pour homosexuels, le PACS allemand, qui doit être présenté dans les prochaines semaines.

Suite à ces déconvenues, les Verts risquent de se couper de leur base électorale. De nombreux Verts « fondamentalistes » ne sont pas allés aux urnes lors du scrutin de Hesse. Les « soixante-huitards », comme le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, sont certes jeunes, mais ils ont plus de cinquante ans. Le vote Verts ne « va pas de soi » pour les jeunes, a déploré, lundi 8 février, Gunda Röstel, porte-parole du parti Verts. Ce dernier a réduit de moitié son score en Hesse auprès des moins de vingt-cinq ans, n'attirant que 9 % d'entre eux : ils ont préféré voter à 43 % pour le jeune chrétien-démocrate (quarante ans), Roland Koch.

UN PARTENAIRE DE RECHANGE

L'autre possibilité pour les Verts est de pencher vers le « réalisme », en se contentant de donner quelques impulsions peu spectaculaires, mais décisives sur le long terme. La sortie du nucléaire, à long terme, est possible. Une réforme du code de la nationalité, certes plus modeste, peut contribuer à faire évoluer, plus lentement mais plus sûrement, la société allemande. En suivant cette voie des petits pas, le parti écologiste chasserait sur les terres du Parti libéral-démocrate, avec lequel il a, en dépit des dénégations des deux états-majors concernés, de nombreux points communs.

L'expert économique des Verts au Bundestag, Oswald Metzger, a de quoi séduire les yuppies libéraux allemands. Joschka Fischer, le ministre des affaires étrangères qui accepte l'intervention de l'OTAN au Kosovo sans mandat explicite des Nations unies, marche dans les dignes traces du libéral Hans-Dietrich Genscher. Seul le combat anti-nucléaire, constitutif de l'identité verte, permet d'opposer radicalement les deux petits partis.

Le Parti libéral-démocrate (FDP), présent sans interruption au gouvernement allemand de 1972 à 1998, se bat pour sa survie et entend revenir sur la scène politique. Déjà le FDP - qui n'avait pas pu convaincre Helmut Kohl de réformer le code de la nationalité en raison de l'opposition de l'Union chrétienne-sociale (CSU) de Bavière - fait des propositions à la gauche : il suggère d'accorder la double nationalité aux enfants d'étrangers nés en Allemagne et de leur demander de choisir entre les deux. Le FDP qui gouverne la Rhénanie-Palatinat avec le SPD, pourrait servir de force d'appoint au Bundestag, la chambre des Länder dans laquelle la gauche a perdu la majorité absolue avec le scrutin de Hesse.

Le FDP pourrait même servir de partenaire de rechange au niveau fédéral si les Verts devaient se montrer défaillants. Gerhard Schröder dispose d'une majorité suffisante au Bundestag pour former un gouvernement avec les libéraux. Certains observateurs notent que, pressé sur sa droite, M. Schröder pourrait justifier auprès de son parti la nécessité de réformer l'Etat social allemand. Mais le débat est encore largement prématuré. Les rapports entre le SPD et le FDP sont exécrables, tandis que Gerhard Schröder n'est chancelier que depuis cent jours.

Arnaud Leparmentier

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Rien de tel pour votre confort.
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Prix au détail
SWISSFLEX - TRISA - EPEDRA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Séjour - Coulis - Divan - Sofa - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247 rue de Paris 93 PARIS 19^e Téléphone
01.42.08.71.00 - 717

force M. Schröder
de réformes

Les Quinze calent sur la réforme des finances européennes

L'agriculture est au centre des débats

A deux semaines de l'ouverture du marathon agricole, les ministres des finances des Quinze se sont séparés sur un constat d'échec. Les mi-

nistres de l'agriculture doivent se rencontrer les 24 et 25 février. Au cours de la réunion de l'Euro 11, qui a précédé celle de l'Ecofin, les ministres

ont acté le ralentissement de la croissance de la zone euro, tout en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'une panne.

A L'ISSUE de leurs discussions, lundi 8 février, à Bruxelles, les ministres des finances des Quinze n'ont pu que constater leurs divergences à propos du financement de l'Union européenne et de la réforme des politiques communautaires les plus coûteuses (l'agenda 2000), en particulier son volet agricole. Si la majorité des Etats membres souhaite une stabilisation des dépenses agricoles (l'Espagne, le Portugal et la Grèce y restent opposés) à hauteur d'environ 40,5 milliards d'euros en 2006, les moyens pour atteindre un tel objectif font l'objet d'approches divergentes.

Ce blocage est préoccupant puisqu'il signifie que les ministres de l'agriculture, qui doivent se retrouver les 24 et 25 février pour un marathon censé boucler la réforme de la politique agricole commune (PAC), ne disposeront pas d'un cadre financier clair pour mener à bien leurs négociations. Il n'est désormais plus exclu que leur éventuel compromis soit rejeté par les

chefs d'Etat et de gouvernement, lors du « conseil européen informel » du 26 février.

Ce dernier rendez-vous est destiné à préparer le « conseil européen spécial » de Berlin, les 24 et 25 mars, au cours duquel l'ensemble de l'agenda 2000 (c'est-à-dire, outre le volet agricole, les réformes des finances communautaires et des aides régionales) doit être entériné. Or, faute d'accord, c'est toute la marche en avant de l'Union européenne, en particulier son élargissement vers l'Est, qui serait remise en cause.

La France estime qu'elle a fait sa part de concessions en proposant une « dégressivité » des aides directes, et elle attend de ses partenaires qu'ils fassent de même. Ce blocage à propos des dépenses agricoles n'est pas compensé par des progrès notables dans d'autres domaines, en particulier la réforme du fonds de cohésion, la baisse de la « contribution nette » de l'Allemagne au budget européen, ou la question du maintien du « rabais »

britannique (obtenu par Margaret Thatcher).

Pour Dominique Strauss-Kahn, l'Union européenne (UE) ne peut pas accepter indéfiniment que des pays grands bénéficiaires du fonds de cohésion – comme l'Irlande – en profitent pour proposer une fiscalité très avantageuse de nature à favoriser « des délocalisations en leur faveur ».

« RALENTISSEMENT TEMPORAIRE »

Si le blocage est patent sur les réformes budgétaires de l'Europe, l'humeur s'est en revanche révélée plus consensuelle au sein de l'Euro 11, dont la réunion s'est tenue juste avant celle de l'Ecofin. Le rendez-vous revêtait une importance particulière puisqu'il s'agissait de la dernière occasion pour les pays membres de la zone euro de se consulter avant le G 7 du 20 février à Bonn, les Onze ayant l'ambition de ne parler que d'une seule voix dans les instances internationales. Premier sommet des pays industrialisés de l'année, le

G 7 sera dominé par la réforme du système financier international avec comme point d'orgue le rapport du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, sur les moyens de mieux contrôler les acteurs financiers mondiaux. Dominique Strauss-Kahn a plaidé pour une coopération renforcée mondiale. « C'est en adoptant au sein du G 7 une attitude plus préventive » que le G 7 pourra garantir un niveau suffisant de stabilité des changes entre le dollar, le yen et l'euro.

Si les membres de l'Euro 11 se sont ralliés aux propositions françaises pour améliorer le fonctionnement financier international, les débats ont en revanche été animés sur la conjoncture, les Allemands se montrant nettement plus pessimistes que leurs partenaires sur le ralentissement de la croissance européenne. La question de laisser filer les déficits a pourtant été rapidement évacuée, les ministres laissant à la Banque centrale européenne (BCE) « le soin de jouer son rôle », selon l'expression d'un participant, c'est-à-dire en clair de baisser ses taux si besoin était. Le vice-président de la BCE, Christian Noyer, a réaffirmé que la BCE était prête à réagir si le déficit allait s'estimer que la politique monétaire était pour le moment appropriée. L'affolement n'est pourtant pas de mise. Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, l'a affirmé haut et fort : « Le ralentissement est limité et temporaire. Il n'y a pas de panne de la croissance en Europe. »

Babette Stern avec Laurent Zechin à Bruxelles

Brcko à l'origine d'un nouvel accès de fièvre nationaliste en Bosnie

Le sort de la ville n'avait pas été réglé à Dayton

L'ACCORD de paix sur la Bosnie conclu en novembre 1995 à Dayton avait laissé en suspens l'un des points de conflit entre Serbes, d'une part, Croates et Musulmans, de l'autre. C'était le problème de Brcko, que les deux parties se disputaient et qui redevenait ces jours-ci un abès de fixation. Brcko est une petite ville du nord-est de la Bosnie dont la population, aux trois quarts musulmane et croate, a été chassée en 1992 par l'offensive des forces serbes, qui s'étaient accompagnées de tueries, de tortures, de l'installation de camps de concentration. En 1995, lorsque le rapport sur le terrain s'inversa au profit des forces croato-musulmanes, ces dernières tentèrent de reconquérir ce qui pouvait être de Brcko et de ses alentours. Le cessez-le-feu en Bosnie intervint en octobre, mais le sort de Brcko ne fut pas réglé à Dayton. Les Serbes ne voulaient pas lâcher leur contrôle sur la ville et la bande de territoire qui l'entoure, un couloir de 5 km de large, stratégique pour eux puisqu'il relie les deux parties, est et ouest, de la République serbe de Bosnie.

Aujourd'hui, les Serbes administrent le petit port fluvial sur la Save, sous le contrôle d'un superviseur international. Réputée zone dure du nationalisme serbe, largement repeuplée de Serbes réfugiés de Sarajevo ou d'autres territoires musulmans, la ville elle-même est de facto interdite à ses anciens habitants. Dans les banlieues, dont certaines ont été complètement détruites lors des combats, environ 5 000 réfugiés musulmans attendent dans des maisons en ruine, espérant la levée du joug serbe, la reconstruction et la reprise d'une vie normale.

Le traité de paix de Dayton avait laissé de côté le sort de Brcko, se déchargeant de la tâche sur un arbitre international, le magistrat américain Roberts Owen. M. Owen, qui a déjà reporté deux fois son arbitrage en 1997 et 1998, entend de nouveau les deux parties depuis lundi 8 février à Vienne pour tenter de trancher. Le ton monte de part et d'autre. Le président musulman, Alija Izetbegovic, a répliqué le week-end dernier aux menaces serbes : « Déjà en 1995 nous étions prêts à continuer la guerre à cause de Brcko et à refuser l'accord de paix qui nous était proposé. Aujourd'hui, nous serions prêts à en prendre le risque si Brcko est donné à la République srpska », a-t-il dit dans une interview télévisée.

Les Musulmans réclament la solution dite du « district neutre », administré directement par l'Etat fédéral, sous supervision internationale, en attendant un référendum. Les Serbes la refusent, y compris le premier ministre de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, un modéré sur lequel le juge Owen avait compté pour faire prévaloir une solution multi-ethnique à Brcko. Mais les nationalistes ont remporté la présidence de la République serbe de Bosnie aux élections de septembre 1998 et tentent de déloger Milorad Dodik du gouvernement. Ce dernier a perdu, du coup, toute marge de manœuvre sur l'affaire de Brcko : « Si Brcko était ôté de la zone de contrôle serbe, cela se traduirait par un renforcement considérable des forces ultra-nationalistes de tout bord, et par une déstabilisation de la région », a dit M. Dodik lundi au cours d'une conférence de presse. (AFP)

M. Moscovici encourage la Suède à rejoindre l'euro

STOCKHOLM

de notre correspondant

En se rendant à Stockholm le dimanche 7 et lundi 8 février, le ministre français des affaires européennes, Pierre Moscovici, savait qu'il lui faudrait conjuguer prudence et persuasion. Des quinze membres de l'Union européenne (UE), la Suède, qui n'y adhère que de justesse en 1995, fait preuve du plus grand scepticisme. Stockholm décide, pour cause de soutien populaire insuffisant, de ne pas participer au lancement de la monnaie unique en janvier, en dépit des résultats économiques enregistrés. Dans ce contexte, M. Moscovici s'est prêté à l'exercice délicat, consistant à inciter les Suédois à rejoindre l'euroland le plus tôt possible, « sans s'immiscer dans les affaires intérieures » du pays ni froisser les susceptibilités.

Si Stockholm n'a pas pour « obligation » d'entrer dans l'Union économique et monétaire (UEM), « je ne vois pas quels avantages elle a à rester en dehors », a souligné d'emblée le ministre français lors d'une conférence de presse, lundi. Il a insisté sur la notion de « stabilité » qu'implique, à ses yeux, la monnaie unique. « Pendant la crise russe, les devises des futurs pays de l'euroland sont restées stables, tandis que la couronne suédoise a perdu 10 % environ », a-t-il noté. Cet accès de faiblesse de l'automne 1998 a contribué à atténuer l'hostilité de l'opinion publique suédoise à l'égard de l'euro.

Pour la première fois, ses partisans ont même dépassé ses adversaires, d'après les derniers sondages. Les sociaux-démocrates au pouvoir, jusqu'alors très incertains, ont d'ailleurs récemment lancé les premiers signaux vraiment favorables à l'euro. Le premier ministre Göran Persson a annoncé que son parti tien-

drait un congrès extraordinaire en mars 2000. Objectif : décider d'un calendrier en vue d'une adhésion à l'UEM, qui sera soumise à l'approbation préalable de la population.

Cela ne signifie pas que le gouvernement, minoritaire, mènera d'ici là une campagne effrénée en faveur de l'euro. Les élections européennes de juin l'obligent à une certaine prudence tactique. M. Persson se doit aussi de ménager l'alle andeuropeenne de son parti, ainsi que ses alliés ex-communistes et Verts au Parlement, qui prônent une sortie du pays de l'Union. Par ailleurs, le premier ministre a émis des réserves quant aux retombées futures de l'euro sur la Suède, qu'il souhaite garder dans le champ de la compétence nationale. Sur ce point-là, M. Moscovici a précisé que Paris souhaitait une « harmonisation » au niveau de l'UE, « mais pas une uniformisation ». « Je ne vois pas trop la différence », a répliqué le secrétaire d'Etat suédois aux affaires européennes, Gunnar Lund.

M. Lund s'est toutefois félicité d'un « changement d'attitude de la France » en ce qui concerne l'adhésion de l'Union. La Suède a toujours milité en faveur d'une ouverture des négociations d'adhésion avec ses trois protégés baltes, et non avec la seule Estonie comme cela a prévalu. Or, à Stockholm, M. Moscovici s'est dit « favorable » au lancement de négociations avec la Lettonie et la Lituanie « d'ici la fin de l'année, si leurs progrès sont confirmés ». Dans ce cas-là, a-t-il néanmoins ajouté, il conviendrait d'intégrer au processus les autres candidats laissés jusqu'à présent à l'écart (Roumanie, Bulgarie et Slovaquie).

Antoine Jacob

Le Vatican classe l'affaire du double meurtre et d'un suicide dans la garde suisse

ROME

de notre correspondant

Le plus grave fait divers jamais survenu au Vatican à l'époque moderne est désormais une affaire classée. Le juge instructeur unique du tribunal du Vatican, Gianluigi Marone, a en effet décidé de ne pas donner de suites judiciaires aux trois morts violentes survenues, le 4 mai 1998, dans l'enceinte de l'Etat pontifical. Les conclusions de l'enquête ont été rendues publiques, lundi 8 février, par le porte-parole, Joaquín Navarro-Valls. Pour lui, cette affaire est close, puisque « la parole définitive a été donnée, non pas par le Saint-Siège, mais par un juge indépendant qui, en tenant compte de tous les éléments, a estimé que la seule décision à prendre était le classement du dossier ».

Telles ont été, en effet, les conclusions de Nicola Picardi, représentant du ministère public du Vatican, lequel, après neuf mois d'enquête, dix expertises, cinq rapports de police judiciaire et trente-huit auditions, a acquis la certitude que le vice-caporal Cédric Tornay, jeune recrue de la garde suisse, a assassiné le commandant Alois Estermann et son épouse, Gladys Meza Romero, avant de retourner l'arme contre lui.

Ces trois cadavres découverts dans un appartement du Vatican avaient tout de suite donné lieu à des pistes plus ou moins fantai-

sistes sur les origines du drame, notamment celle selon laquelle Alois Estermann aurait été un membre de la Stasi, les services secrets de l'ex-Allemagne de l'Est. Les interrogations avaient d'autant plus surgi que le Saint-Siège avait immédiatement conclu à un acte de folie de Cédric Tornay. Sa mère avait, peu après, émis des doutes sur l'authenticité de la lettre qu'elle avait reçue de son fils, dans laquelle celui-ci annonçait, en termes à peine voilés, ce qu'il allait commettre.

Neuf mois plus tard, la version officielle est confirmée. A savoir que Cédric Tornay a voulu se venger des vexations subies de la part de son supérieur, notamment du fait qu'il avait été exclu d'une décoration à laquelle il estimait avoir droit. Le facteur déclenchant aurait été la nomination d'Alois Estermann au poste de commandant de la garde suisse – vacant depuis six mois – quelques heures seulement avant son assassinat. Selon l'enquête, l'hypothèse selon laquelle une quatrième personne était présente sur les lieux du drame, en raison de la découverte d'un quatrième corps, a été écartée.

Le rapport décrit Cédric Tornay comme une personne « fortement perturbée », qui fumait du cannabis, souffrait, au moment des faits, d'une broncho-pneumonie et avait au cerveau un kyste de la taille d'un œuf de pigeon, qui « compri-

maît et déformait la partie antérieure du lobe frontal gauche et avait partiellement érodé la boîte crânienne ». Autant d'éléments qui, ajoutés à « une situation de stress » et à une rancœur contre son chef, ont fait qu'il soit passé à l'acte pour, comme il l'avait écrit à sa mère, « rendre ce service à la garde suisse et à l'Eglise ».

Des explications qui ne satisfont pas la mère du jeune homme, Muquette Baudat, pour laquelle son fils a été assassiné. De son village de Volldingen, en Suisse, elle a déclaré, dès dimanche 7 février, au quotidien romain *Il Messaggero*, qu'il s'agit « d'une mise en scène dans le but d'éliminer Estermann et de mettre la faute sur un assassin fou et mort ». Selon elle, le drame du 4 mai est une « machination » et « la version officielle est pleine de contradictions, de dissimulations et de mensonges, dans le but de taire une vérité probablement incontestable ».

La mère de Cédric Tornay affirme disposer de deux documents et d'une contre-expertise qui « contraindront le Vatican » à reconnaître la vérité. Ces allégations ont été repoussées par Joaquín Navarro-Valls, pour qui désormais « il est difficile, voire impossible, qu'un élément nouveau puisse changer le cadre d'une instruction longue, faite de manière scrupuleuse ».

Michel Bôle-Richard

LES TRAVERSÉES CALAIS/DOUVRES

CET HIVER FAITES COMME TOUT LE MONDE. PARTEZ AU SKI.



Vacances de février

A/R 5 JOURS
1 véhicule - 2 passagers
tarif standard valable
jusqu'au 30/09/99
N° Azur 0801 63 63 01

à partir de
900^f

SEA FRANCE SEALINK DES TRAVERSÉES QUI VALENT LE VOYAGE

صوتنا من العمل

FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

JUSTICE Le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé s'est ouvert, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République, dans l'affaire du sang conta-

miné. La première journée devrait être consacrée à la lecture de l'arrêt de renvoi, aux premières interventions des anciens ministres et à l'audition des victimes. ● PARALLÈ-

MENT À CETTE PROCÉDURE PÉNALE, les plaintes devant les juridictions civiles et administratives ont permis d'élargir le champ des responsabilités de l'Etat, des hôpitaux publics et des

centres de transfusion sanguine. ● AGNÈS COCHIN, l'une des victimes dont la plainte a été jugée recevable, dit sa révolte après la mort, à six ans, de son fils contaminé. ● DANS LE

MONDE POLITIQUE, les polémiques des années 1991-1993 se sont apaisées. Face à la multiplication des mises en examen, les élus craignent une judiciarisation de la vie publique.

Sang contaminé : les trois anciens ministres devant leurs juges

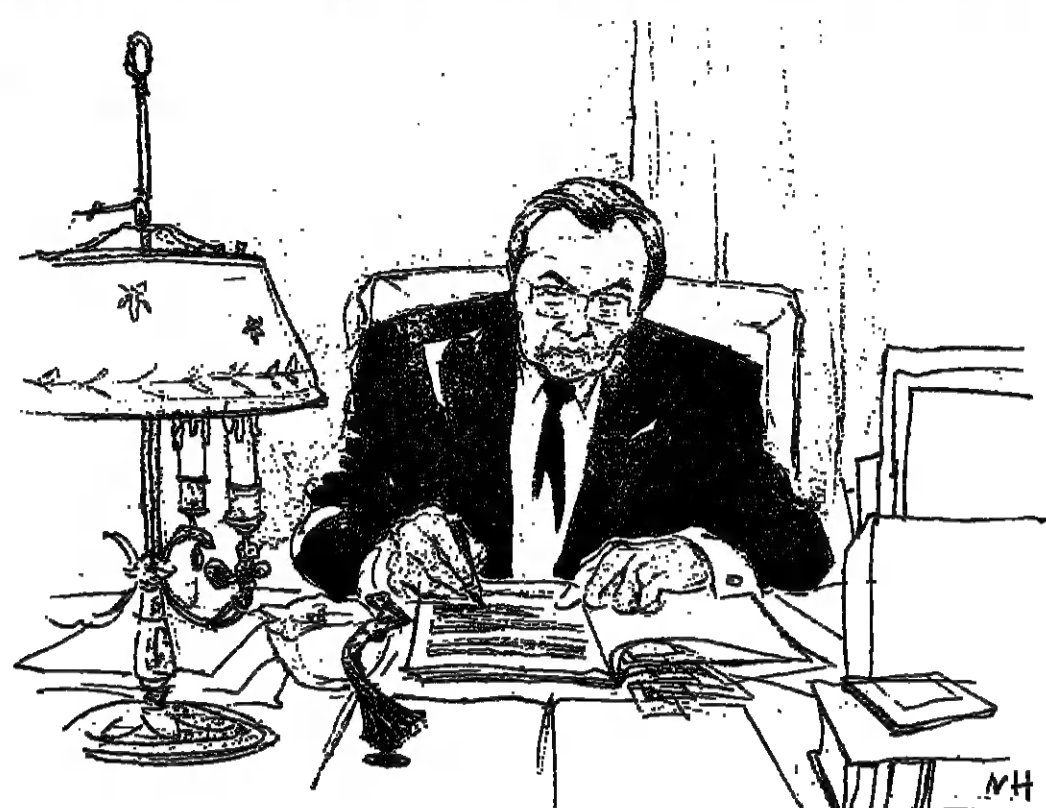
Le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé s'est ouvert, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République. La première journée devrait être consacrée à la lecture de l'arrêt de renvoi, aux premières interventions des anciens ministres et à l'audition des victimes

LES TROIS ANCIENS ministres sont arrivés ensemble, peu après 10 h 30, à pas lents, l'air grave. Ils ont pris place dans la salle d'audience de la Cour de justice de la République, au centre de conférences internationales de l'avenue Kleber (Paris XVI). Ils se sont soudain retrouvés face à leurs juges. Laurent Fabius s'est installé à gauche, Georgina Dufoux au centre, Edmond Hervé à droite. Derrière eux, se trouvaient leurs avocats respectifs, chacun des anciens ministres disposant d'une table équipée d'un micro.

En tout début d'audience, le président Christian Le Guehrec procède à l'appel des témoins. Dès la mention du deuxième nom, le docteur Jean-Pierre Allain, son conseil fait savoir : « Il ne viendra pas ». Le président Le Guehrec prend à son tour la parole : « Je dois signaler que nous sommes tous conscients que la procédure prévue par la Constitution et par la loi organique présente certaines particularités et curiosités, qu'elle est à certains égards impressionnante, voire surréaliste ».

Oubliés les débats juridiques sur cette nouvelle juridiction, créée en 1993, afin de juger tout ministre, ou ancien ministre, accusé d'avoir commis un crime ou un délit dans le cadre de ses fonctions. Oubliés, aussi, les polémiques et les campagnes de soutien en faveur de tel ou tel prévenu. En cette matinée du mardi 9 février, l'heure était venue de juger. Et les anciens ministres étaient là, et bien là, le regard fixé sur cette Cour inhabituelle. Trois magistrats professionnels et douze parlementaires (six députés, six sénateurs) vêtus, pour l'occasion, de robes noires.

Il régnait dans la salle un silence de Cour d'assises, comme si chacun voulait s'imprégner du lieu, lui aussi



Christian Le Guehrec dans son bureau le 1^{er} février 1999.

peu commun ; quelques minutes plus tôt, les photographes et les journalistes de télévision avaient été autorisés à travailler, mais ils avaient dû sortir dès l'arrivée des trois prévenus qui ne souhaitaient pas être filmés, photographiés en pareil endroit.

UN DÉCOR DE TÉLÉVISION

En découvrant cette salle, les acteurs du procès allaient vite comprendre que le superflu ne serait pas de mise dans ce nouveau

lieu de justice. Procès ou pas, la salle garderait son allure sobre. Un rien préfabriqué, même, avec ses cloisons blanchâtres et ses rampes d'éclairage en aluminium. Ainsi agencée, on dirait un décor de télévision prêt pour le montage. Si tôt entrés, les trois prévenus se sont donc retrouvés face à la Cour. A la gauche du secteur réservé au public, les quinze juges - tous des hommes - étaient alignés en arc de cercle de part et d'autre du président Christian Le Guehrec. En ar-

rière-plan, les suppléants des parlementaires s'appelaient également à assister aux débats, prêts à remplacer tout titulaire défaillant. Seul Christian Cabal, député (RPR) de la Loire, n'avait pas de suppléant puisqu'il était lui-même monté en première ligne après la défection de Xavier Deniau (RPR) pour raison de santé.

Une autre salle, équipée d'écrans de télévision, a été aménagée pour une partie de la presse. Quant à la salle de délibérés, située dans une

autre partie du bâtiment, elle ne servira que le dernier jour ; à moins que la Cour ne s'y réunisse en cas de suspension d'audience. Dès mardi, en tout cas, tout était en place pour accueillir éventuellement les juges. Les tables étaient regroupées en grands rectangles, les micros et les blocs de papier prêts à l'usage. En révant un peu, le plafond décoré de nuages pouvait presque faire penser aux ciels de Trepolo. C'est là, sur les portemanteaux de cette salle annexe, que les robes noires attendaient les juges avant le début de l'audience. En fait, rien n'avait été vraiment modifié par rapport au décor habituel du Centre. Simplement, les cabines des traducteurs devaient rester vides, « à moins que les juges ne se comprennent pas entre eux », ironisait un responsable de l'organisation du procès.

DÉSÉQUILIBRE ÉMOTIONNEL

A l'intérieur de la salle d'audience, le ton était donc donné, solennel et grave. Une fois soulevées les éventuelles questions de procédure, le président Le Guehrec devait donner lecture des faits reprochés aux prévenus, poursuivis pour avoir commis des « imprudences », des « fautes d'inattention et de négligence » ainsi que des « manquements aux obligations de prudence et de sécurité ». Était ensuite prévue, au cours de cette première journée, une présentation de chacun d'eux, « l'examen de personnalité » comme l'on dit devant d'autres tribunaux : Laurent Fabius et son image de premier de la classe politique ; la dévouée Georgina Dufoux « responsable mais pas coupable » ; et Edmond Hervé, le Breton blessé, qui promet depuis si longtemps de se « battre bec et ongles pour la vérité ».

En ces premières heures d'un procès appelé à durer au moins trois semaines, il restait à savoir quelle serait l'attitude des victimes et/ou de leur famille. Y aurait-il, dans les coulisses, une sorte de contre-procès, avec les caméras pour seuls juges ? De nombreux avocats, jusque dans les rangs de la défense, regrettaient que cette procédure devant la Cour de justice de la République ne permette pas aux victimes de se constituer partie civile et de prendre ainsi part au procès autrement qu'en tant que témoins. « C'est une immense comédie », expliquait l'un de ces avocats, en craignant l'inévitable déséquilibre émotionnel entre des débats par nature très pointus, voire arides, et des témoignages nécessairement poignants.

Mardi matin, ce « contre-procès » tardait à démarrer. Avenue Kléber, les journalistes étaient plus nombreux que les victimes ou leurs proches. La foule attendue n'était pas au rendez-vous, peut-être découragée par le froid. Le petit groupe qui avait commencé à se former dès 7 heures n'avait guère épaissi deux heures plus tard. Les représentants de l'association Act Up que l'on avait si souvent vu brandissant des portraits ensanglantés de ministres ne semblaient pas mobilisés.

On notait surtout la présence de quelques curieux, parmi lesquels des étudiants en droit. L'entourage des prévenus paraissait davantage mobilisé. L'épouse de Laurent Fabius, Françoise Castro, allait bientôt pénétrer dans la salle, de même que quelques membres de l'association Justice et vérité avec Edmond Hervé.

Philippe Broussard et Marion van Renterghem

Le bonheur perdu d'Agnes

« MON FILS EST MORT, il croyait encore au Père Noël. » Agnès Cochin a perdu ses dernières illusions. Quand tout « va mal dans sa tête », elle s'abstrait de travail.

PORTRAIT
« Je lui parle, il est là. Il m'attend. C'est moi qui tarde à venir »

Seize heures d'affilée dans sa pharmacie parisienne. Et, parfois, des émissions de télévision pour sombrer dans le sommeil. « J'aurais préféré qu'ils me tuent moi. Qu'est-ce que je fais de ma vie, maintenant ? » Son unique enfant, Charles-Edouard, est décédé il y a huit ans. Il en avait presque six. Transfusé quelques jours après sa naissance, en mai 1985, pour atténuer les effets d'une jaunisse, il avait contracté le sida. « Les médecins se doutaient tellement que les transfusions étaient contaminantes qu'ils m'ont convoquée trois mois après pour une visite de contrôle, et ont testé sans me le dire Charles-Edouard au VIH. » Le résultat, positif, ne laisse pas le moindre doute. « J'étais dans l'industrie pharmaceutique... Il allait mourir, je le savais. Mon angoisse de tous les jours, après, c'était : "S'il souffre, comment est-ce que je vais le tuer ?" ».

Si franche, si brutale, presque,

qu'elle en est dérangeante, Agnès porte sur la vie le regard brûlé de ceux qui ont tout eu, puis tout perdu. Le bonheur, au passé, s'extrait délicatement du portefeuille. Deux photos de Charles-Edouard, dans un jardin. « J'ai eu un ange », sourit-elle. « Il a été hypergâté. Mais attention, c'était un gosse bien élevé ! Tout ce que je pouvais lui offrir, je lui ai offert. » Des objets, un chien, un chat, des voyages, et surtout sa présence. Elle a quitté un emploi très prenant, pris une pharmacie pour lui consacrer davantage de son temps, « pour compenser ». « Je ne le quittais pas. On dormait dans le même lit. » D'ailleurs, ajoute-t-elle après une hésitation, ils ne se sont jamais quittés. « Quand il était fatigué, je le portais beaucoup. Aujourd'hui, je sens toujours son poids sur moi, enveloppant ses durs d'un mouvement de bras. Je lui parle, il est là. Il m'attend. C'est moi qui tarde à venir. »

Derrière son apparence sage, Agnès n'est que colère. Qui entendra qu'à deux ans son fils prenait de l'AZT toutes les six heures, qu'il fallait le réveiller au milieu de la nuit pour lui faire ingurgiter son traitement ? Qui se souviendra qu'il est « mort squelettique, avec de grands yeux creusés, ne pouvant plus marcher » ? Qui comprendra qu'elle considère comme un « don du ciel » le coma dans lequel il a sombré, un beau jour de départ déraisonnable aux sports d'hiver ? Et

sa gratitude pour l'équipe soignante de l'hôpital Necker, qui ne s'est pas acharnée ? Et son dégoût pour ces quelques amis de toujours que la peur de la maladie a fait fuir ?

« Pardonnez-moi, je deviens vulgaire... », se reprend-elle parfois. Puis, elle s'empare encore. « Mon fils est mort pour 20 balles ! La France est le seul pays européen qui ait bloqué le test américain. A l'époque, je travaillais dans l'industrie pharmaceutique. Le dossier d'enregistrement du test Abbott était prêt en février 1985, estime-t-elle. De février à juillet 1985, date de l'arrivée du test Pasteur, ils ont bloqué le test américain tout en sachant qu'ils contaminèrent deux cents personnes par semaine. Ceux qui nient avoir été en 1985 ou courant de la gravité du sida sont comme ceux qui, en 1943, niaient avoir eu connaissance des camps de concentration. C'est de la mauvaise foi totale ! C'est pour ça qu'il faut faire un procès à Fabius, à Dufoux, à Hervé. Ils ont sciemment laissé la mort s'installer. »

De ce procès devant la Cour de justice de la République, Agnès se garde bien d'attendre quoi que ce soit. « Ils sont jugés par leurs copains de classe ! » Elle les voudrait devant une cour d'assises, jure que son combat ne s'arrêtera pas dans trois semaines. Il y a l'Europe, comme ultime espoir. « Ce sont des hommes, ils doivent être jugés comme tout le monde. Je ne vis que pour ça. Vous vous rendez compte du mal qu'ils nous ont fait. » Sa plainte est l'un des sept dossiers individuels jugés recevables par la Cour de justice de la République. Mais l'Etat français a-t-il, une seconde, sondé la profondeur de cette douleur en proposant une indemnisation aux victimes, interrogé Agnès, qui a refusé l'offre. « Comme si cela pouvait compenser la vie de mon fils, ses câlins, ses baisers, toutes ces images merveilleuses que j'ai dans la tête. »

Pascale Krémer

Un flot de procédures civiles et administratives

A QUI RÉCLAMER justice ? Focalisée sur les dossiers pénaux impliquant des responsabilités individuelles, l'attention médiatique, ces dix dernières années, a souvent méconnu le flot de procédures civiles et surtout administratives par lesquelles les victimes du sang contaminé ont cherché à obtenir la réparation - et non la punition - des préjudices qui leur ont été causés. Ces démarches ont souvent permis de cerner des responsabilités collectives, ou qui relevaient de personnes morales, allant jusqu'à modifier en profondeur, en matière de santé publique, les notions de faute et de responsabilité.

Ainsi, en 1988, alors qu'étaient déposées, auprès de la justice pénale, les premières plaintes d'hémophiles qui allaient déboucher, quatre ans plus tard, sur le procès des dirigeants du Centre national de transfusion sanguine, la justice civile examinait le premier cas de contamination par voie de transfusion. Victime d'un accident de la circulation en janvier 1985, contaminée lors de l'opération qui suivit par une transfusion de sang collecté en prison, Emilienne Courtellemont, soixante-deux ans, obtint 2 353 412 francs par décision du Tribunal de grande instance de Fontainebleau « en réparation de ses préjudices personnels ».

Il s'agissait déjà de ce qui deviendrait un jour « l'affaire du sang contaminé », mais la somme, confirmée en appel en juillet 1989, devait, selon les juges, être payée par... le camionneur belge à l'origine de l'accident, dont la faute demeurait « la cause essentielle et directe du dommage de la victime ». Et solidairement, son employeur et sa société d'assurance. Pour écarter la responsabilité des organismes ayant participé aux diverses opérations, de la collecte de sang à la transfusion, les juges avaient alors fait valoir que le dépistage systématique n'avait été imposé que plusieurs mois après l'accident...

Engagées par la suite, plusieurs centaines de plaintes furent déposées, soit auprès des tribunaux administratifs lorsqu'elles mettaient en cause des organismes publics - des hôpitaux, par exemple -, soit auprès de la justice civile lorsqu'il s'agissait de structures privées comme des cliniques. Liées à d'autres cas de contamination, elles élargirent le champ des responsabilités éventuelles et mirent en cause tant l'Etat, qui aurait failli dans l'exercice de son pouvoir réglementaire, que les hôpitaux ayant pratiqué les transfusions ou les centres de transfusion ayant collecté le sang. Les plaignants obtinrent jusqu'à 2 millions de francs au titre de la réparation de leurs préjudices.

DÉCISION ACCABLANTE

S'agissant de l'Etat, le Conseil d'Etat a estimé, le 9 avril 1993, qu'il avait été responsable sur le terrain de la faute, sans la qualifier, au titre de son rôle dans l'organisation, le contrôle et la réglementation de la transfusion sanguine. Cette décision, accablante pour l'administration française de la santé, confortait une approche jurisprudentielle nouvelle, reconnaissant à l'Etat des devoirs impérieux de santé publique envers les citoyens.

La haute juridiction administrative validait, en somme, l'idée d'un principe de précaution applicable à l'Etat, qui n'avait pas su, dans l'affaire du sang contaminé, prendre les mesures adaptées pour prévenir des risques non pas certains, mais qui atteignaient un niveau de probabilité élevé, mettant en péril la sécurité des administrés. En outre, elle fixait précisément, pour cette affaire, la période de responsabilité incombant à l'administration : elle s'étendait du 20 novembre 1984 - date à laquelle, selon le Conseil d'Etat, les pouvoirs publics auraient dû déclencher des mesures réglementaires eu égard aux informations qui

avaient été transmises ce jour à la Commission consultative de transfusion sanguine - au 20 octobre 1985 - date à laquelle la réglementation assurait, selon lui, une sécurité des produits sanguins adéquate.

Concernant les hôpitaux publics, l'affaire du sang contaminé précipita l'arrivée d'un nouveau type de responsabilité hospitalière, sans faute, fondée sur un acte médical nécessaire et un risque exceptionnel ayant engendré des conséquences d'une extrême gravité. Certains plaignants estimant qu'il appartenait aux hôpitaux de vérifier la qualité des produits sanguins, le Conseil d'Etat a ensuite affirmé, le 26 mai 1995, les conditions de cette responsabilité, estimant que ne pouvait être érie en cause un hôpital public qui n'était pas son propre opérateur transfusionnel.

En définitive, bousculant tant les jurisprudences judiciaires qu'administratives, les plaintes des hémophiles et des transfusés ont permis de combler les éventuels vides juridiques qui entouraient jusqu'alors la responsabilité des centres de transfusion sanguine. Une harmonisation des positions de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat a fait peser sur ces établissements, qu'ils relèvent du droit public ou privé, les conséquences d'une stricte obligation de résultat, même en cas de vice indétectable. Tout patient, en ce début des années sida, était donc en droit d'attendre d'eux qu'ils fournissent un sang ou un dérivé sanguin exempt de tout vice.

Ainsi que le rappelait le procureur général près la Cour de justice, Jean-François Burgelin, dans son réquisitoire de mars 1997, « pour la Cour de cassation, le responsable premier de la qualité d'un sang transfusé et des conséquences éventuelles de la transfusion est le centre de transfusion ».

Jean-Michel Dumay

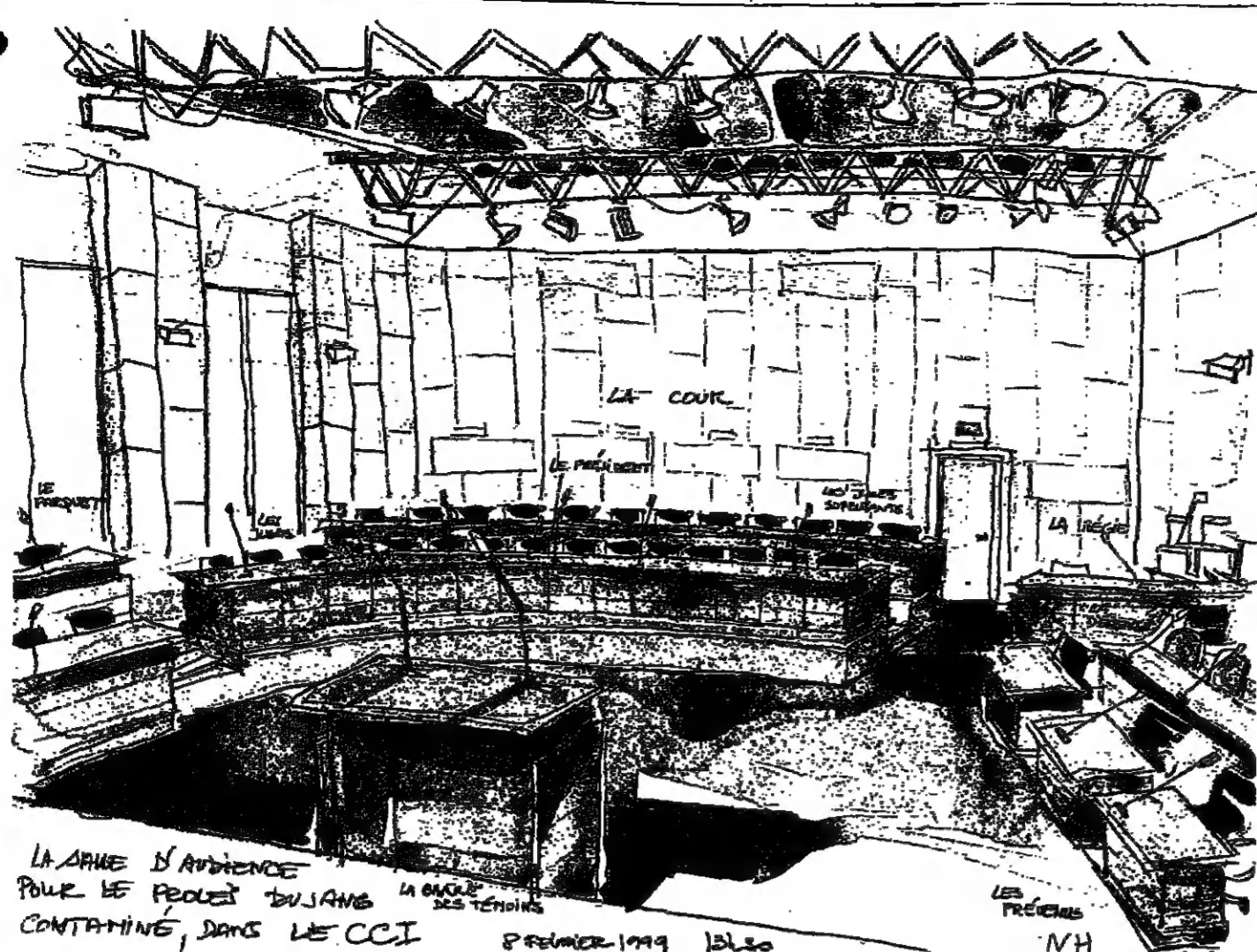
Le jour des victimes

Dérogant à un principe fondamental de la justice pénale, dans laquelle les plaignants sont des acteurs à part entière des audiences, les textes fondateurs de la Cour de justice de la République (CJR) interdisent aux victimes de se porter partie civile pendant la procédure. Afin de pallier les inconvénients de cette situation exceptionnelle, les familles des sept victimes dont les plaintes ont été jugées recevables (après étude des vingt-deux requêtes initialement retenues) seront entendues à titre de témoins. Leurs auditions devaient intervenir au tout début du procès, dès le mardi 9 février. Le règlement de problèmes de procédure soulevés en première partie d'audience pourrait cependant conduire la Cour à reporter ces auditions au lendemain.

qui bouleverse le

Les leu

ant leurs juges



LA SALLE D'AUDIENCE POUR LE PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ, DANS LE CCI

La « sale affaire » qui bouleverse le monde politique

PENDANT DES MOIS, personne n'a osé en parler. Bien sûr, quelques mots de soutien ont circulé. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, Laurent Fabius et Edmond Hervé ont noté des poignées de main plus appuyées, des regards parfois compatissants, quelques signes d'amitié. Devaient-ils que, dans leur dos, on évoquait gravement une « carrière politique en suspens », une « sale affaire, vraiment » ? De Georgina Dufour, on n'a presque rien dit. Il y a trop longtemps pour que celui-ci la considère encore de son monde. Seule sa fameuse phrase, « Responsable, mais pas coupable », a survécu dans les esprits. Au fond, la plupart des élus ont toujours considéré qu'elle avait résumé au mieux la situation des ministres : responsables politiquement, non coupables pénalement.

Puis, à mesure que la date d'ouverture du procès s'est rapprochée, le milieu politique a pris conscience que cette affaire pourrait le bouleverser à son tour. Dans les réunions des groupes politiques de l'Assemblée, le débat est pourtant longtemps resté confiné à deux ou trois allusions. « Que voulez-vous, il y a toujours eu un juge parlementaire », a-t-on dit. « Que voulez-vous, il y avait toujours parmi nous un juge parlementaire », a-t-on dit. « Que voulez-vous, il y avait toujours parmi nous un juge parlementaire », a-t-on dit.

En 1991, François Bayrou, alors secrétaire général de l'UDF, réclamait des inculpations « au plus haut niveau politique, s'il est vérifié qu'il y a des responsabilités politiques directes ». En octobre 1992, ce fut le président du groupe RPR, Bernard Pons, qui demanda, au nom du RPR et de l'UDF, la saisine de la Haute Cour, ancêtre de la Cour de justice de la République d'aujourd'hui. A l'époque, Charles Pasqua, au Sénat, ne se gênait pas non plus pour fustiger les trois ministres. Et si un Pierre Mazeaud ou un Philippe Séguin s'étaient désolidarisés de ces attaques, la campagne électorale pour les législatives de 1993 a montré que la droite avait bien compris tout le bénéfice politique qu'elle pouvait tirer de l'affaire du sang contaminé.

Officiellement, les partis n'ont donné aucune consigne. Localement, pourtant, c'est le déchaînement. Claude Bartolone, fidèle lieutenant de l'ancien premier ministre, voit fleurir en lettres saugrenues sur ses affiches : « Bartolone = Fabius = sang contaminé ». Edmond Hervé est battu en Ile-et-Vilaine. Aujourd'hui, pourtant, aucun de ceux qui participèrent à cette campagne n'oserait plus tenir le même rôle. Mardi matin, Charles Pasqua a déploré qu'« il y ait plusieurs procès extérieurs au procès ». « Il faut faire preuve de sérénité », a-t-il observé. Laissons les magistrats et les juges de

Claude Got, expert en santé publique « La culpabilité politique commence avec le refus de savoir »

LE PROFESSEUR Claude Got, ancien chef d'un service d'anatomopathologie (hôpital Raymond-Poincaré, Garches, dans les Hauts-de-Seine), spécialiste de santé publique, a participé à la prise de décisions de politique sanitaire. Il est notamment l'auteur de *La Santé* (éditions Flammarion, 1992).

« Quelles conséquences l'affaire du sang contaminé a-t-elle eue sur la politique de santé publique ? » Elle a eu un double impact, sur les mentalités et sur l'évolution de la notion de responsabilité. Une forme de séisme culturel a, d'une part, secoué des experts qui plaçaient dans l'euphorie du progrès. Ils ont compris que la confiance dans leurs connaissances et leurs pratiques devait être utilisée avec modération. Les décideurs politiques ont perçu l'ampleur de leur responsabilité, et surtout de leur fragilité, dans des domaines où les connaissances sont incertaines.

Pour le second volet, il faudra attendre les résultats de l'ensemble des procès pour connaître les nouvelles règles de responsabilité des experts, de l'administration et des décideurs politiques. Si les directeurs d'administration peuvent être condamnés pour des décisions ou des insuffisances liées au cadre de leurs fonctions, les responsables politiques sont, eux aussi, concernés par ces procédures. Une dissociation de la responsabilité des uns et des autres est théorique. Si le fait qu'une décision politique, tardive ou inadéquate, responsable de décès, est suffisante pour se retrouver devant la Cour de justice de la République (CJR), des dizaines de procès semblables à celui du sang contaminé sont possibles. Homologuer des véhicules dont la vitesse est en contradiction avec la limite de vitesse maximale autorisée est un facteur de mort documenté depuis des décennies ; dans ce domaine, une telle passivité ne relève donc pas du principe de précaution, puisqu'il n'y a pas de place pour le doute. Quelle que soit l'appréciation juridique que l'on porte sur l'affaire du sang contaminé, elle a de facto placé la santé publique dans les activités politiques à haut risque.

« Le pouvoir a des difficultés à devenir le gestionnaire des décisions prises »

Les nouvelles agences auront-elles réellement l'indépendance et les moyens nécessaires à leur action ? J'ai des doutes sérieux sur nos capacités dans ce domaine. Le pouvoir très centralisé de notre pays fonctionne comme un producteur de décisions, prenant la forme de lois, de décrets, d'arrêtés, de circulaires. Il a des difficultés à devenir le gestionnaire des décisions prises. La première phase judiciaire des conséquences de la contamination des dérivés du sang a bien mis en évidence ce problème. La direction générale de la santé avait produit une bonne circulaire sur la sélection des donneurs, mais sans se donner les moyens de vérifier sa mise en œuvre. Je pourrais prendre l'exemple de l'amiant ou du plomb, qui imposent une gestion de leur présence dans les immeubles et un réel suivi, notamment sous la forme d'un annuaire informatisé. Les moyens de ces actions sont insuffisants, au niveau central et au niveau des départements.

es civiles et administratives

Mme Guigou : « Ne pas interférer »

LA CHANCELLERIE ne souhaite pas faire engager de poursuites contre les auteurs de trois articles de presse qui critiquaient sévèrement le travail de la commission d'instruction de la Cour de justice de la République (CJR). Le cabinet de la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, a mis en avant, dans un communiqué diffusé lundi 8 février, le souci de « ne pas interférer » dans le procès du sang contaminé pour expliquer son refus de saisir le parquet, ainsi que le lui avaient demandé les trois magistrats de la commission d'instruction.

Dans un courrier daté du 27 janvier, Martine Anzani, Hervé Blondet et Guy Joly avaient réclamé des poursuites contre l'essayiste Alain Minc, le directeur des rédactions du *Figaro*, Franz-Olivier Giesbert, et la journaliste de *Libération* Judith Perrignon (*Le Monde* daté 31 janvier-1^{er} février). Les trois magistrats protestaient contre les accusations de falsification, de mensonge et de vengeance exprimées par les auteurs

Les lenteurs du parquet de Paris

LES AVOCATS de Claude Weisberg, ancien conseiller d'Edmond Hervé au secrétariat d'Etat à la santé, mis en examen dans le volet non ministériel de l'affaire du sang contaminé, ont envoyé dimanche 7 février une lettre ouverte au procureur de la République de Paris, Jean-Pierre Dintilhac pour lui demander « solennellement » de prendre ses réquisitions dans ce dossier. M^{me} Françoise Toubot-Fischer et M^{me} Gérard Bismuth s'étonnent du silence du parquet, qui n'a pas fait connaître ses réquisitions dans l'affaire instruite par la juge parisienne Marie-Odile Bertel-Geffroy.

La magistrature, qui instruit pour « empoisonnement » et « complicité d'empoisonnement », a clos son dossier le 21 octobre 1998 et l'a transmis au parquet de Paris afin qu'il prenne ses réquisitions dans les trois mois. Ce délai étant écoulé, la magistrature peut décider du renvoi devant une juridiction ou des poursuites, sans attendre les réquisitions du parquet. Cette possibilité légale in-

quière les avocats de M. Weisberg, qui redoutent que leur client soit renvoyé aux assises alors que les trois anciens ministres sont jugés, « pour des faits identiques », pour le délit d'homicide involontaire.

« Comment pouvez-vous laisser un juge d'instruction décider du règlement de sa procédure sans que le parquet ait préalablement fait connaître son appréciation ? », demandent M^{me} Toubot-Fischer et Bismuth, qui s'interrogent sur « un tel renoncement du parquet à prendre ses responsabilités institutionnelles ».

« La France entière aurait une opinion sur cette affaire, juristes, médecins, sociologues, journalistes, sauf le parquet de Paris, pourtant partie à la procédure ? »

Plus généralement, les avocats dénoncent « l'absence » du parquet pendant les quatre années d'instruction et estiment que leur client n'a pas bénéficié, autrement que « de manière purement formelle des garanties auxquelles a droit un mis en examen ».

« Pourquoi certaines décisions de santé publique sont-elles aussi peu suivies d'effets ? »

« A cause de leur coût et de la peur d'entrer dans une politique de gestion et d'évaluation des risques sanitaires. Alors que les systèmes vivants fonctionnent avec des logiques « circulaires » sanctionnant les erreurs décisionnelles ou de gestion, l'Etat aime les procédures « linéaires », qui empêchent d'évaluer l'application de ses décisions et ne renvoient jamais l'expérience à la source. Elles garantissent le confort au quotidien du décideur, mais elles peuvent le conduire devant une cour de justice.

« Les médecins ont eu des difficultés à se soumettre à des évaluations, à la fois source de progrès et nécessité éthique. Les politiques et les administratifs doivent entrer dans cette procédure efficace et protectrice. La culpabilité politique commence avec le refus de savoir, permettant de supporter l'absence de décision. Quand le risque est établi, l'absence de rigueur dans la gestion rend le système, efficace en théorie, déficient dans la pratique. »

Propos recueillis par Laurence Folléa
Dessins : Noëlle Herrens-Schmidt

Lionel Jospin veut faire de la France le « ferment » de l'Union européenne

Le premier ministre invite la majorité à affirmer « son pluralisme sans céder à la division »

Devant les militants parisiens du PS, réunis, lundi 8 février, au Cirque d'hiver, Lionel Jospin a souligné que « l'Europe ne se substitue pas aux nations ».

mais qu'elle « leur ouvre un espace supplémentaire de démocratie et de citoyenneté » et que la France doit être le « ferment » de l'Union européenne.

« Nous voulons faire marcher l'Europe plus vite pour plus de prospérité et de solidarité », a affirmé François Hollande, premier secrétaire du PS.

LE TROUBLE n'a duré qu'un bref instant. Au moment même où le premier ministre prenait la parole, dans la soirée du lundi 8 février, au Cirque d'hiver, à Paris, devant mille cinq cents militants prompts à s'enthousiasmer, une poignée d'enseignants anti-Allègre a jeté, des travées du haut, une pluie de petits morceaux de papier : « Jospin trahison ! Tu casses l'école de la nation ! ». Les sauveurs sont à Bruxelles plus qu'à Sarcelles. Soutenu par les participants de ce meeting de la fédération de Paris du Parti socialiste, sur le thème « *Faites l'Europe, fête de l'Europe* », Lionel Jospin ne s'est pas laissé déstabiliser. « Ne vous trompez pas de cible ! », a-t-il lancé, en rappelant que, ministre de l'éducation à partir de 1988, il avait fait passer ce budget devant celui de la défense nationale.

Est-il inquiet, M. Jospin, à l'approche du scrutin européen du 13 juin ? Ou simplement prudent, à la veille d'une échéance qui suscite, comme pour la droite, une certaine division à gauche ? Lundi soir, le premier ministre a souhaité baliser le terrain du futur combat électoral. « Nous aurons, y compris à gauche, un nombre élevé de listes », a-t-il assuré, sous l'œil attentif du premier secrétaire, François Hollande, tête de liste annoncée des socialistes. Un tel éclatement, poursuit M. Jospin, « ne résulte pas du fait européen, mais est lié au mode de scrutin, qui favorise cette dispersion ». Tout en jugeant la démarche « légitime », il prévient : « Le souhait que la gauche plurielle affirme son pluralisme sans céder à la division (...) qu'elle valorise son message et évite de se laisser aller à la polémique ».

Ce thème revient souvent, ces jours-ci, dans la bouche du premier ministre. Il en a entretenu ses ministres le 30 janvier, lors du sémi-



naire gouvernemental de Champs-sur-Marne, puis, de nouveau, le 4 février, lors de leur réunion bi-mensuelle à Matignon. « Chacun d'entre vous soutiendra une liste de son choix lors des élections européennes, a-t-il dit à cette occasion, mais qu'aucun n'oublie son devoir de solidarité vis-à-vis du gouvernement ! » Lundi soir, M. Jospin a livré quelques pistes pour éviter que l'affrontement électoral ne tourne

Un geste de réconciliation avec la Gauche socialiste

Julien Dray, député de l'Essonne, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, a été chargé, au nom du groupe PS de l'Assemblée nationale, de surveiller l'application des décisions prises par le conseil de sécurité intérieure le 27 janvier. Animateur de la Gauche socialiste, courant minoritaire du PS, M. Dray n'exerce aucune responsabilité depuis la victoire de la gauche en juin 1997. De cette mission sur la sécurité, « deuxième priorité du gouvernement » après l'emploi, il dit : « C'est François Hollande qui l'a voulu ainsi. Il veut faire la paix à l'intérieur du PS, pour pouvoir mener sa campagne européenne. »

naires européens. « Nous avons notre modèle, nos projets, nous ne les imposons pas, mais ils inspirent leurs démarches (...). La France, a-t-il ajouté, doit jouer ce rôle de ferment » au sein de l'Union européenne. Au passage, et alors que le PS prépare sa convention des 27 et 28 mars sur le thème « *Nation-Europe* », M. Jospin a redit la nécessité de « trouver une juste articulation entre la nation et l'Europe ». « Nous avons fait le choix de l'Europe profondément mais d'une Europe qui soit respectueuse des nations qui la composent », a-t-il déclaré. Comme s'il déclinait déjà les slogans de la campagne socialiste, M. Jospin a martelé : « Je veux une France forte dans une Europe puissante, une France juste dans une Europe solidaire, une France moderne dans une Europe ouverte sur le monde. »

PIQUES ANTI-AMÉRICAINES

Très applaudi et volontiers lyrique, M. Hollande s'est référé à Léon Blum, mais aussi à François Mitterrand - « En servant l'Europe, nous servons la France », pour expliquer que « faire l'Europe, c'est le prolongement de ce que fait Lionel Jospin pour la France ». Le premier secrétaire du PS s'est appuyé sur le manifeste du Parti des socialistes européens (PSE), présenté comme « un programme commun qui engagera tous les socialistes européens », pour plaider pour une « Europe de la volonté ». Intervenant après Jean-Claude, le maître socialiste de Barcelone, Michel Rocard s'est taillé un beau succès en jugeant que la voie est dégagée pour « un discours vigoureux, clair et socialiste » sur l'Europe. Comme M. Hollande et M. Jospin, il a pris soin d'agrémenter son discours de quelques petites piques contre les États-Unis.

Jean-Michel Aphatie et Michel Noblecourt

Foire aux voix européennes à la fête de SOS-Racisme

À CHACUN sa fête, ses amis, ses socialistes. Lundi 8 février, pendant que le PS parisien et jospinien tient meeting au Cirque d'hiver, SOS-Racisme réunit ses invités pour son traditionnel dîner annuel. Fodé Sylia est un maître de cérémonie un peu ému : après sept ans de bons et loyaux services à la tête de l'association antiraciste, il s'appête à passer la main à Malek Boutih, le président de la Fédération de la maison des potes. A l'Elysée-Biarritz, on se presse pour un baiser, une poignée de main d'amitié. Depuis celle qui avait précédé l'élection présidentielle de 1995, la fête de SOS-Racisme n'avait pas connu une telle affluence.

Famille, amis, toute la « mitterrandie » est là. Mazarine Pinget et Jack Lang sont arrivés parmi les premiers. Pierre Bergé a tenu à être là. Michel Charasse a réussi à se libérer. « On est toujours un peu orphelin des années 80 », résume Fodé Sylia, en hommage au président de la République, vrai parrain de SOS-Racisme. A la table d'honneur, on a rarement vu autant de ministres : Elisabeth Guigou, Jean Clavary, mais aussi quelques pièces rapportées, comme Dominique Voynet et même...

Philippe Douste-Blazy, qui ne rate jamais une fête antiraciste.

Ce soir, d'ailleurs, l'assemblée est plus politique que *show business*. Bernard Bertolucci a accepté de jouer la *quest star*, mais Obélix (Gérard Depardieu) et Carole Bouquet ont déclaré forfait le matin même. A peine si on aperçoit Jean-Pierre Bacri derrière Marc Jolivet, compagnon de campagne de « Dany ». « Ça sent les élections », ose tout bas Jean-Luc Bennaïmas, secrétaire national des Verts. Ce soir, il y a aussi beaucoup, beaucoup de communistes. Marie-George Buffet est à la table d'honneur. La sénatrice Nicole Borvo, responsable de l'immigration place du Colonel-Fabien, en préside une autre. A côté de Didier Daeninckx, Marie-Pierre Vieu, chargée de recruter jeunes, associatifs et personnalités civiles pour la liste d'ouverture du PCF, est en perspective.

Quand Fodé Sylia, à l'heure de l'apéritif, regrette que « 63 000 sans-papiers, qui ont fait la preuve de leur attachement à la France en déposant un dossier dans les préfectures, ne soient toujours pas régularisés », tout le monde ap-

plaudit. Table Toussaint-Louverture, table Nelson Mandela, table Hannah Arendt, table Tienanmen, on sait pourquoi on est venu. Quand il explique qu'il souhaite s'engager pour l'Europe, en « présidant la fédération internationale de SOS-Racisme », l'enthousiasme déborde. On l'entoure, on le félicite. Bravo, Fodé ! L'Europe, vraiment, quel beau challenge !

Au dessert, les langues se délient. « Si Harlem a une place sur la liste PS, si, moi, j'en ai une ailleurs, la Gauche socialiste serait bien représentée », souffle Fodé Sylia. Harlem Désir, qui guigne un strapontin européen, ne trouve pas forcément le calcul très à son goût. « Mais après tout, si les autres lui proposent une place... », lâche-t-il. François Hollande arrive en urgence du Cirque d'hiver : « On m'invite, je viens, je paie. » Les communistes affichent une mine tranquille. Eux seuls, ou presque, savent que Fodé Sylia va accepter la cinquième place que Robert Hue lui a proposée sur sa liste.

Alain Beuve-Méry et Ariane Chemin

Les lobbies se bousculent contre le projet de loi sur la sécurité routière

LA SÉCURITÉ routière, tout le monde est pour, sauf lorsqu'il s'agit de prendre des dispositions contraignantes pour l'assurer. Le projet de loi qui doit traduire en actes les priorités déclinées sur ce sujet par le ministre des transports, Jean-Claude Gaysso, avec l'appui de Lionel Jospin, et qui doit être examiné en deuxième lecture par le Sénat, mercredi 10 février, suscite un intense lobbying. Motards, automobilistes, constructeurs ou élus locaux se sont succédés auprès des rapporteurs, Lucien Lanier (RPR) au Sénat et René Dosières (PS) à l'Assemblée nationale, pour faire valoir leurs points de vue.

Christian Gerondeau, président de la Fédération française des automobiles-clubs, qui représente les usagers de la route, se félicite d'avoir obtenu l'adoption, par l'Assemblée, d'un amendement défendu par M. Dosières, prévoyant que « la sécurité des infrastructures routières » fera désormais « l'objet d'un contrôle ». M. Gerondeau trouve anormal que les carrefours soient

équipés, selon les cas, de sens giratoires, de feux tricolores ou de peintures au sol. « Il devrait y avoir des normes, comme dans tous les domaines où la sécurité est en jeu », proteste-t-il.

Or la commission des lois du Sénat a voté, le 3 février, la suppression de cet article, à la demande de M. Lanier, qui s'est fait l'écho des protestations de l'Association des maires de France et de l'Assemblée des présidents de conseils généraux. Ces élus locaux, représentés en force au Sénat, ne veulent pas que « des techniciens de la route » leur imposent, sans concertation, de nouvelles dépenses pour l'entretien des voies départementales. Ils craignent, en outre, que l'établissement de normes ne mette en cause leur responsabilité pénale en cas de manquement.

Les constructeurs de « voitures » sans permis ont eux aussi réussi à se faire entendre des sénateurs, alors que l'Assemblée avait voté un amendement, d'origine socialiste, prévoyant que la conduite

de ces véhicules serait subordonnée à une formation au code de la route. L'Association des fabricants de quadricycles légers à moteur a expliqué à M. Lanier que ces véhicules sont surtout utilisés par des personnes âgées vivant en milieu rural, qu'ils ne causent pas d'accidents, leur vitesse étant limitée à 45 km/h, et que toute modification de leurs conditions de vente menacerait ce marché. En commission, M. Lanier a déclaré que l'article, de nature réglementaire, n'a rien à faire dans un projet de loi.

Lors de la discussion du texte par l'Assemblée, un lobbyiste de PSA-Peugeot-Citroën avait vivement réagi à un amendement socialiste proposant de brider les moteurs des véhicules neufs pour empêcher les dépassements de vitesse. Cet expert avait aussitôt fait le siège de M. Dosières et de plusieurs députés ayant des usines d'automobiles dans leur circonscription, afin de leur expliquer les « effets pervers » de l'amendement : le bridage des moteurs serait dangereux pour le conducteur,

qui a parfois besoin d'accélérer afin d'éviter un accident ; il interdirait toute exportation dans les pays de l'Union européenne ; il serait inutile, puisque « la vitesse ne constitue pas un argument de vente pour les constructeurs français ». Finalement, l'amendement n'a pas été adopté, car la mesure relève de la législation communautaire. La Fédération française des motards en colère a elle aussi fait une discrète campagne de lobbying, avant de manifester dans Paris le 6 février. Elle proteste contre l'élargissement de la responsabilité pénale du propriétaire du véhicule aux excès de vitesse ou au non-respect des feux rouges. Les motards, coiffés de casques, ne sont pas reconnaissables lorsqu'ils sont « flashés » par un radar et échappent donc aux sanctions. Ils n'ont obtenu d'une disposition qui incitait le propriétaire à dénoncer l'auteur de l'infraction.

Rafaële Rivals

Bercy envisage une diminution de la TVA pour les PME du bâtiment

Bruxelles autoriserait de nouvelles baisses « ciblées »

UNE FOIS n'est pas coutume, Bruxelles devrait rendre service à Bercy : le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie réticent à une diminution ou à une simplification des prélèvements sur les ménages pour l'an 2000 et, plus précisément, à des baisses « ciblées » de TVA. La législation européenne, qui limite fortement les possibilités dans ce domaine, devrait être assouplie dans un futur proche : la Commission européenne doit adopter le 17 février un projet de directive qui permettrait aux pays de l'Union européenne de réduire leurs taux de TVA sur les activités de services qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre. Selon *La Tribune* du 8 février, ce dispositif entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2000, pour trois ans.

Aujourd'hui, la sixième directive européenne prévoit deux taux minimaux de TVA : l'un de 5 % pour les produits qui peuvent être taxés à taux réduit et qui sont énumérés en annexe h de la directive ; l'autre de 15 % pour les autres biens. En France, où le taux normal de TVA est de 20,6 %, le ministère estime qu'on a à peu près épuisé les possibilités de l'annexe h. Ainsi, plusieurs activités bénéficient d'un taux réduit à 5,5 %, comme les travaux de réhabilitation sur les logements locatifs sociaux ou, encore, les appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés. Au total, depuis juin 1997, les baisses ciblées de TVA décidées par le gouvernement ont représenté 8,83 milliards de francs (1,34 milliard d'euros), auxquels il faut ajouter le crédit d'impôt pour dépenses d'entretien de l'habitation principale, baisse de TVA déguisée qui a représenté 3,7 milliards de francs.

A Bercy, on pense sérieusement profiter de la nouvelle autorisation européenne pour abaisser la TVA sur l'artisanat du bâtiment. Les experts du ministère considèrent qu'en matière de TVA, les possibilités sont limitées. Une baisse généralisée de son taux, de 20,6 % à 18,6 % par exemple, coûterait très cher (70 milliards de francs) et aurait des effets limités : il est loin d'être évident qu'elle serait intégra-

lement répercutée au consommateur final. De la même manière, une baisse de 5,5 % à 5 % du taux de TVA réduit coûterait 5 milliards de francs et serait totalement invisible pour les consommateurs. Dans ces conditions, seule une baisse de 20,6 % à 5,5 % paraît aujourd'hui rentable à Bercy : la forte amplitude de la baisse oblige une répercussion dans le prix de vente final et doit donc stimuler la consommation et l'emploi.

Au ministère, on précise que la réflexion sur ce sujet ne pourra être menée sérieusement qu'une fois connue la marge de manœuvre budgétaire pour l'an 2000, c'est-à-dire pas avant le mois d'avril. On s'attend à ce que cette marge soit beaucoup moins importante qu'en 1999, compte tenu de l'effet retard du « trou d'air » que traverse l'industrie.

FAVORISER L'EMPLOI

Bruxelles semble aujourd'hui convaincu par le point de vue français sur la TVA, même si l'allègement des charges lui semble toujours le meilleur moyen de stimuler l'emploi et la consommation. Sa démarche s'inscrit dans la continuité de la réunion du Conseil européen, à Vienne, en décembre 1998, au cours de laquelle la Commission s'était engagée, à la suite d'une demande française, à rechercher des instruments fiscaux favorisant l'emploi. Sa nouvelle directive ne devrait pas éliminer les services susceptibles de bénéficier du taux réduit de TVA, mais édicter des règles générales : forte utilisation de main-d'œuvre et, donc, intérêt pour l'emploi ; fourniture directe aux consommateurs finaux, pour que ceux-ci bénéficient de la baisse de TVA ; absence de distorsion de concurrence entre pays.

Chaque pays devra informer Bruxelles, avant le 1^{er} septembre, de ses intentions, compte tenu de ce cahier des charges. Il reviendra ensuite au conseil des ministres des Quinze de se prononcer, à l'unanimité, sur ces divers programmes nationaux.

Virginie Malingre

DÉPÊCHES

■ **PARITÉ** : Frédéric Bredin, membre du secrétariat national du PS, chargée de la culture et des médias, a déclaré, lundi 8 février, que « la droite a un vrai problème avec la modernisation de la vie politique » et que « les Français commencent à s'interroger sur une forme de double langage ». « Sur la parité, cela a été particulièrement choquant », a ajouté la députée de Seine-Maritime. Les groupes socialiste et communiste du Sénat ont annoncé, dans un communiqué commun, qu'ils voteront cette réforme constitutionnelle, en deuxième lecture, « dans les mêmes termes que le texte qui sera issu de l'Assemblée nationale ».

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : députés et sénateurs, réunis lundi 8 février en commission mixte paritaire, sont parvenus à un accord sur les projets de loi organique et ordinaire définissant le fonctionnement des futures institutions de la Nouvelle-Calédonie. Les deux textes seront soumis à l'Assemblée nationale, jeudi 11 février, puis au Sénat, en vue de leur adoption définitive.

■ **EUROPE** : William Aitbol, président de Demain la France et conseiller de Charles Pasqua, a réagi, lundi 8 février, au discours tenu deux jours auparavant par Philippe Séguin sur « l'euro-allergie » (*Le Monde* du 9 février). « Philippe Séguin est un avocat de talent : il peut plaider une chose et son contraire sans le moindre scrupule », estime M. Aitbol.

■ **IMMIGRATION** : Raymond Barre, député (app. UDF) du Rhône et maire de Lyon, affirme, dans un entretien au mensuel *Lyon Mag* de février, que Charles Pasqua « porte atteinte à l'effort du gouvernement, qui refuse de régulariser massivement les sans-papiers, mais qui veut au contraire tenir compte de critères précis, notamment humanitaires » quand il demande la régularisation de tous les sans-papiers. L'ancien premier ministre estime également que le gouvernement de Lionel Jospin fait « preuve d'un grand bon sens » en matière de sécurité.

■ **FRONT NATIONAL** : la cour d'appel de Paris a décidé de surseoir à statuer sur le litige opposant lepnistes et mégrétistes au sujet de l'usage du nom, du logo et des fichiers du FN, en jugeant, lundi 8 février, qu'« il n'appartient pas à la juridiction des référés » de trancher ce litige (*Le Monde* du 5 février). L'arrêt de la cour confirme le jugement en référé du tribunal de grande instance de Paris du 15 janvier, dont les partisans de M. Le Pen avaient fait appel. Considérant que ce dossier ne peut être jugé en référé, la cour renvoie son examen au juge du fond, qui en est actuellement saisi.

■ **EXCLUSION** : quatre parlementaires communistes ont souligné, lundi 8 février, dans un communiqué, que « des points restent à clarifier » dans le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU) que le gouvernement s'est engagé à faire voter avant la fin du mois de juin. Les députées Muguette Jacquaint (Seine-Saint-Denis) et Jacqueline Fraysse (Hauts-de-Seine), les sénateurs Nicole Borvo (Paris) et Guy Fischer (Rhône) réclament « la simplification des procédures et démarches » et « l'accès réel au dispositif tant de ceux qui sont en situation d'extrême précarité que de ceux qui se privent de soins pour des raisons financières ». Les élus estiment « légitime » de relever jusqu'au seuil de pauvreté (3 800 francs par mois, soit 579,31 euros) le plafond de ressources pour accéder à la CMU.

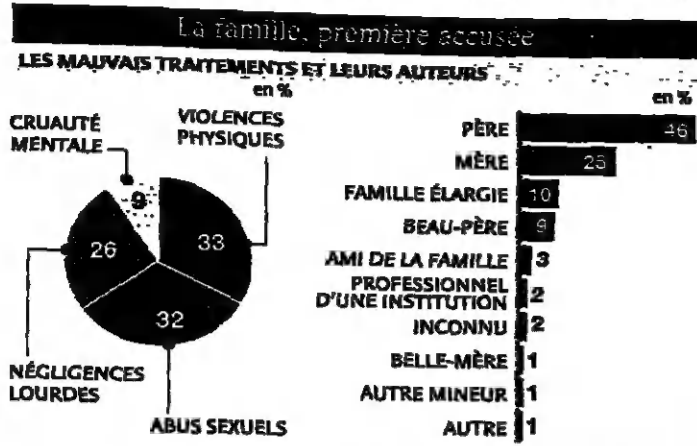
Bercy envisage
diminution de la T...
les PME du bâtiment

Une étude précise le profil des auteurs de mauvais traitements à enfants

De nombreuses victimes cas sont repérées mais laissées sans protection

L'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS) publie, mardi 9 février, une étude sur le profil des auteurs de mauvais traitements sur des en-

fants et leurs victimes. Ces données soulignent la sur-représentation des familles monoparentales et des parents inactifs dans les foyers concernés.



Les violences physiques constituent la première forme de maltraitance. Parents et beaux-parents sont les auteurs de ces mauvais traitements dans 81 % des cas.

QUI MALTRAITE ? Qui est maltraité ? Pour la première fois, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas) publie, mardi 9 février, une étude sur le profil des auteurs et des victimes réalisées à partir d'informations en provenance du Service national d'accueil téléphonique de l'enfance maltraitée (Snaem) et de dix départements (Ariège, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Loire, Maine-et-Loire, Moselle, Somme, Pas-de-Calais et Seine-Saint-Denis).

Première constatation d'importance : « La maltraitance est bel et bien une affaire de famille. » Dans la quasi-totalité des cas, les auteurs de maltraitances sont des parents : père (46 %), mère (25 %), beau-père (9 %), belle-mère (1 %), famille élargie (10 %). Ces parents maltraitants agissent même lorsqu'ils n'ont pas la garde de l'enfant. Seules exceptions à cette maltraitance familiale sur la maltraitance, les abus sexuels provoqués dans 20 % des cas par des personnes totalement extérieures à la famille. « Malgré cela, souligne l'étude, rien ne justifie l'idée trop souvent répandue, en raison de l'attention portée par l'opinion aux abus sexuels, que les enfants seraient principalement menacés par des inconnus. »

Dans 30 % des cas, les enfants maltraités ont moins de 5 ans. 36 % ont entre 6 et 11 ans, 34 % de 12 à 17 ans. Ce sont pour 42 % des garçons, pour 58 % des filles. « Le nombre d'abus sexuels, qui dès quatre ans deviennent le principal type de maltraitance chez les filles, expliquant à lui seul la part plus importante des filles parmi les enfants maltraités. » Même si toutes les populations d'enfants sont touchées, l'étude note « une différence très marquée entre la structure des familles d'enfants en danger et le profil des familles françaises en général. »

Les familles monoparentales et recomposées sont surreprésentées parmi les familles maltraitantes. 43 % des enfants « en danger » (qui sont effectivement maltraités

ou connaissent des conditions d'existence pouvant mettre en danger leur santé ou leur éducation) vivent avec leurs deux parents. Dans la population globale des moins de 18 ans, ils sont 81 % à vivre avec leurs deux parents. En revanche, alors que 11 % des moins de 18 ans ne vivent qu'avec un seul parent, ces enfants de familles monoparentales représentent 36 % des enfants en danger. Enfin, les enfants et adolescents vivant avec leur père seul ou leur mère seule, et un beau-parent, comptent pour 6 % dans la population totale des

Les familles monoparentales et recomposées sont surreprésentées parmi les familles maltraitantes. Seuls 43 % des enfants « en danger » vivent avec leurs deux parents

moins de 18 ans mais pour 15 % dans le contingent d'enfants en danger.

Aux « difficultés matérielles qui sont très souvent associées à la monoparentalité s'ajoutent l'isolement, le désarroi, l'absence de contre-poids, qui rendent la fonction parentale plus complexe », soulignent les auteurs de l'étude. Outre la structure familiale, l'insécurité du ou des parents semble peser lourdement. Huit mères maltraitantes sur dix sont inoccupées. « Une des représentations classiques de la monoparentalité repose sur l'idée que, lorsqu'une mère travaille, elle a du mal à assumer tout à la fois ses activités professionnelles et sa fonction parentale. Mais on voit bien ici que le fait d'être au foyer, qui s'accompagne souvent d'un isolement social - immaturité, absence de repères -, induit un risque plus grand. »

Le repérage de ces enfants maltraités est, indique l'enquête, effectué pour moitié grâce à des informations provenant directement de la population (la famille et l'enfant lui-même dans 19 % des cas, l'entourage extra-familial dans

15 % des cas, des personnes anonymes dans 17 % des cas), pour moitié grâce à des informations provenant des professionnels (pour 20 % les services sociaux départementaux, pour 6 % les autres services sociaux, pour 11 % l'éducation nationale, pour 12 % les autres professionnels). La moitié de ces informations qui parviennent à l'Aide sociale à l'enfance donnent lieu à un signalement ou à une transmission judiciaire d'urgence. Un tiers aboutit principalement à un accompagnement social. Et quelque 9 % des informations sont classées sans suite.

Les auteurs de l'étude jugent le repérage de l'enfance en danger globalement bien fait, mais relèvent deux phénomènes « inquiétants » : le nombre important d'enfants pour lesquels un signalement est réalisé dans l'année, alors qu'une première information avait conduit à y renoncer. Et celui, non moins important, des enfants signalés qui l'avaient déjà été l'année précédente. Un dossier classé sans suite est réouvert dans l'année une fois sur cinq, et conduit alors à près d'un tiers de signalements judiciaires. Quatre enfants sur dix signalés en 1997 l'avaient déjà été auparavant : 25 % avaient fait l'objet d'un signalement administratif, 30 % d'un signalement judiciaire.

Le danger, semble-t-il, est donc

fréquemment sous-estimé, ou son évolution mal anticipée. On peut, relève l'ODAS, « s'inquiéter du nombre élevé d'enfants qui, après avoir été repérés, n'ont pas fait l'objet de mesures de protection alors que, quelques mois plus tard, on découvre leur détresse. »

Pour « inquiétants » qu'ils soient jugés, ces deux phénomènes ne donnent lieu à aucune analyse dans le rapport. Une étude spécifique vient tout juste d'être lancée par l'ODAS, où, pour l'instant, on ne peut qu'esquisser quelques explications : craignant de stigmatiser les familles, et requérant de plus en plus souvent l'intervention d'un juge, les travailleurs sociaux ne signalent un enfant que lorsqu'ils sont pleinement convaincus des dangers encourus ; comme la justice est débordée, le traitement des dossiers est lent ; les familles acceptent de moins en moins l'intervention de professionnels en leur sein ; et la logique de l'action sociale reste au maintien, le plus longtemps possible, du lien avec la famille.

Pascale Krémer

De nouvelles expertises génétiques accusent Pierre Chanal

LE FAISCEAU de présomptions pesant sur l'ex-adjutant-chef Pierre Chanal, mis en examen en 1993 pour les disparitions, de 1980 à 1987, de sept jeunes gens près du camp militaire de Mourmelon (Marne) et pour le meurtre, en 1994, d'un jeune Irlandais, s'est alourdi lundi 8 février, après le versement au dossier d'analyses d'échantillons prélevés dans son véhicule.

Selon Pascal Chauv, procureur de la République à Châlons-en-Champagne, les résultats des expertises génétiques effectuées par le Centre hospitalier universitaire de Nantes sur des « éléments pilés » trouvés dans le camping-car de l'ancien militaire indiquent, avec « de très fortes probabilités », la présence de Patrice Denis et de Patrick Gache, deux jeunes gens dont la trace fut perdue à Mourmelon le 23 août 1985 et le 30 avril 1987. D'autre part, l'analyse du laboratoire de police scientifique de Toulouse effectuée sur de la terre

prélevée sur une pelle appartenant à Pierre Chanal indique que le prélèvement est « voisin » de la terre trouvée sur le cadavre de Trevor O'Keefe, un jeune auto-stoppeur irlandais dont le cadavre fut découvert dans l'Aisne en août 1997.

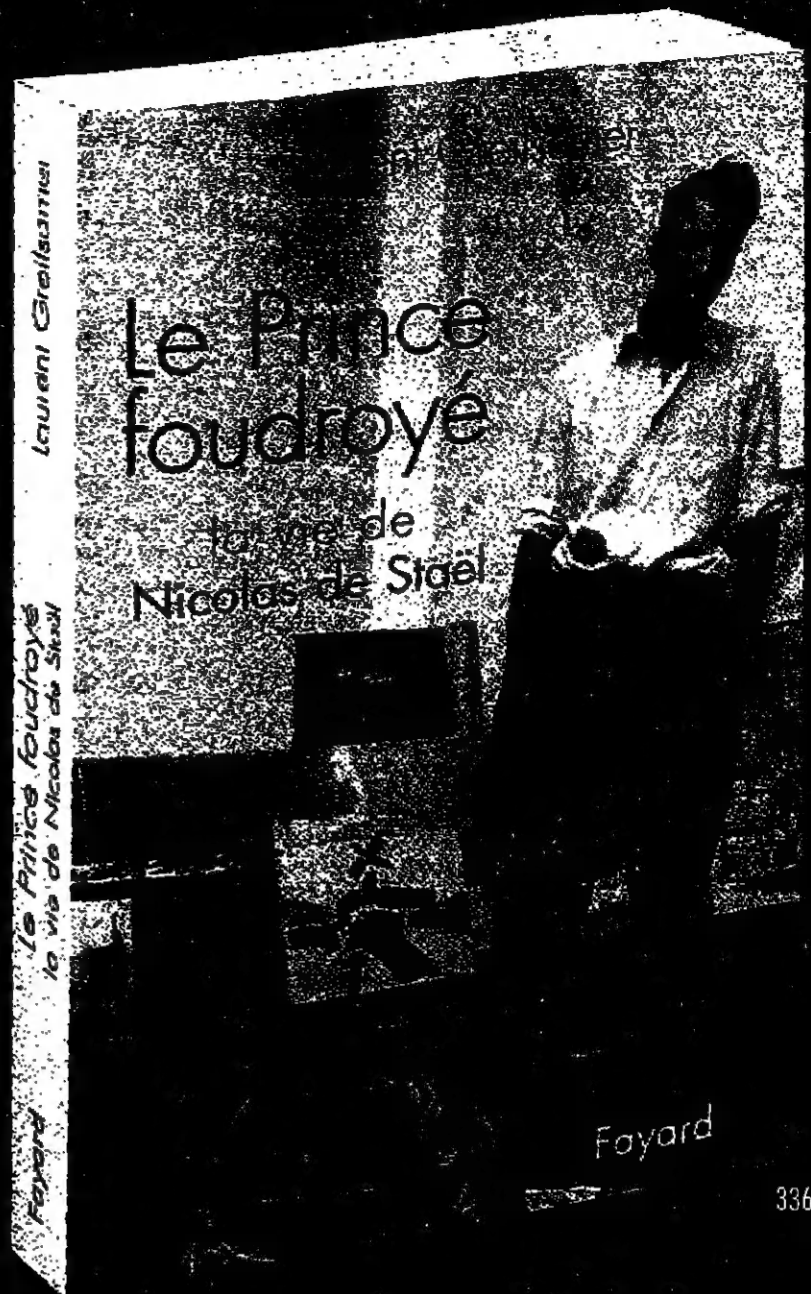
« RENFORCEMENT DU CONTRÔLE »

Pour Vincent Duret, l'avocat des familles des disparus, ces analyses « renforcent » un faisceau déjà très lourd de présomptions. M. Duret a déposé lundi 8 février « une demande de renforcement du contrôle judiciaire » imposé à Pierre Chanal depuis sa mise en liberté en juin 1995 « pour éviter un risque de fuite ». Après une probable audition de Pierre Chanal par le juge d'instruction Pascal Chaperd, dans les prochaines semaines, les avocats des parties civiles s'apprêtent à demander la clôture de l'instruction et le renvoi « rapide » de l'affaire devant la cour d'assises. André Buffard, dé-

fenseur de Pierre Chanal, estime en revanche « très vraisemblable » qu'il fera des demandes de contre-expertises sur les analyses d'ADN « qui ne sont pas sûres à 100 %, d'autant qu'aucun prélèvement direct de comparaison n'a pu être fait sur les disparus », les échantillons de comparaison venant des familles.

Le procureur a également demandé lundi 8 février au juge Chaperd un renforcement du contrôle judiciaire de Pierre Chanal afin de limiter les déplacements de l'ex-adjutant-chef, âgé de cinquante-deux ans. Résidant chez sa sœur, dans la région lyonnaise, il doit actuellement se présenter à la gendarmerie une fois par mois. Pierre Chanal avait été condamné, en octobre 1990, à dix ans de réclusion criminelle - une peine qu'il a purgée - pour l'enlèvement et le viol d'un jeune Hongrois retrouvé ligoté dans son camping-car en août 1988, lors d'un contrôle de gendarmerie près de Mâcon.

Nicolas de Staël



Un grand peintre, de quoi est-ce fait ? ... On a envie de dire "D'où ça vient ?" Laurent Greilsamer a entrepris de répondre à cette question à propos de Nicolas de Staël dans un livre où il mêle avec bonheur l'histoire et l'anecdote, l'information et l'analyse, l'analyse d'un milieu - celui des peintres et des marchands à Paris dans les années 40-50.

Françoise Giroud, Le Monde

Biographie pionnière, Le Prince foudroyé n'est pas seulement riche de ses révélations et de ses intuitions. Elle manifeste une qualité des plus rares dans ce genre d'exercice : le tact.

Pierre Assouline, Lire

La biographie documentée et flamboyante d'un peintre hors normes...

Annie Coppermann, Les Echos

Le travail biographique de Laurent Greilsamer réussit à mettre en relief, à camper de façon intelligente et sensible le personnage hors mesures, fabuleux, séduisant et ténébreux, fraternel et à jamais lointain qu'aura été Nicolas de Staël, l'un des plus grands et graves peintres de ce siècle.

Jorge Semprun, Le Journal du Dimanche

Une vie foudroyée et une œuvre foudroyante... Laurent Greilsamer retrace l'une et l'autre avec une passion contagieuse.

Stéphane Hoffmann, Le Figaro magazine

FAYARD

صوتنا من الداخل

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

Dix ans pour régénérer le réseau ferroviaire français

En investissant 120 milliards de francs (18,3 milliards d'euros) d'ici à 2010, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, entend remédier à la saturation de certaines lignes. Si l'option « tout-TGV » est abandonnée, la grande vitesse pourrait se déployer sur de nouveaux tronçons

UN CHIFFRE à faire rêver : 120 milliards de francs (18,3 milliards d'euros). Dans l'absolu, pourtant, le volume des investissements ferroviaires projetés d'ici à 2010 n'excède pas celui de la décennie passée. C'est dans le mode de financement et dans le choix des investissements que les perspectives présentées, lundi 8 février, par Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, devraient marquer un tournant. Et consacrer le retour en grâce d'un mode de transport « économe en énergie, respectueux de l'environnement et d'une grande sécurité ».

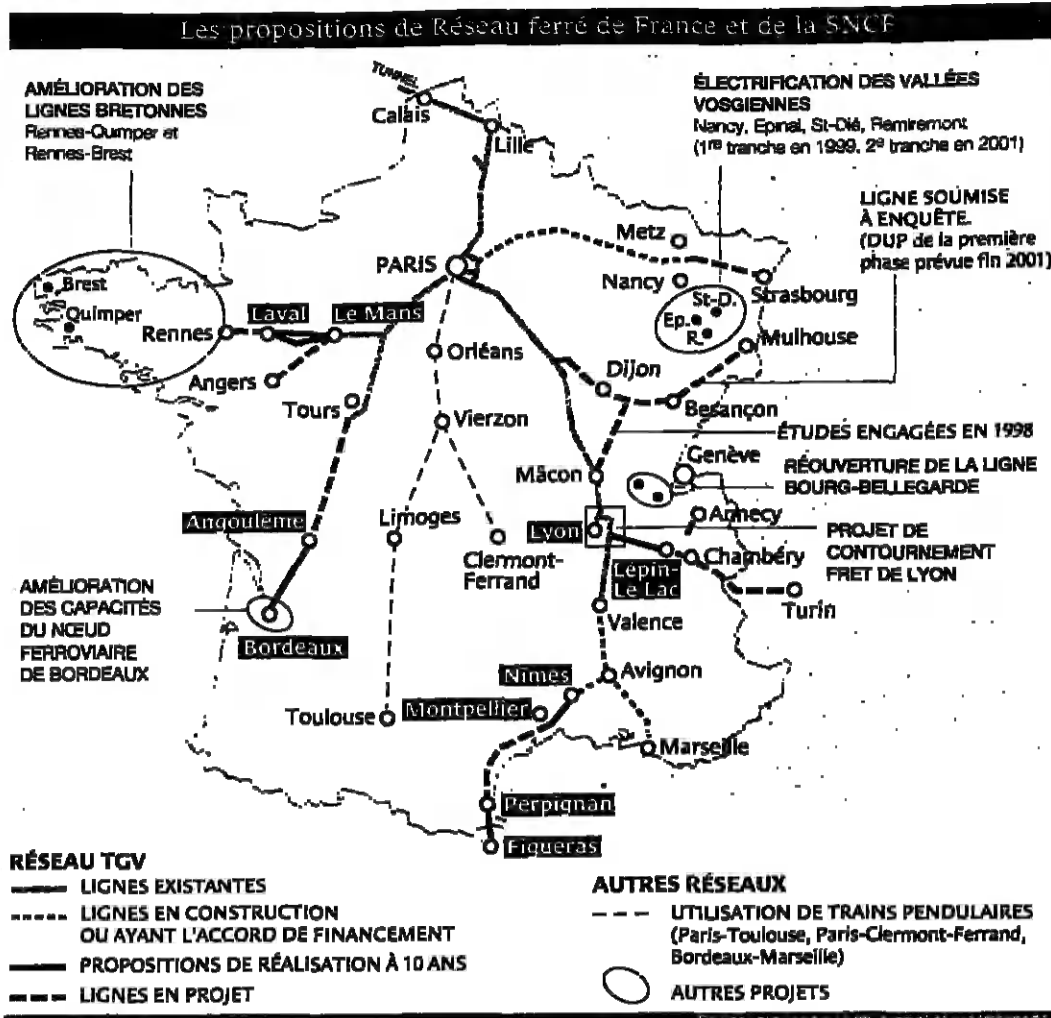
Observant que « les évolutions de ces dix dernières années se sont faites, d'une part, par l'accroissement massif de l'endettement et, d'autre part, en mobilisant l'essentiel des moyens pour le développement en négligeant l'entretien et la bonne conservation du réseau existant », M. Gayssot entend changer de cap. Et, d'abord, répartir sur des « bases financières plus saines » pour mettre en œuvre un mode de financement durable.

Le Conseil supérieur du service ferroviaire, dont le décret de création est « en cours de parution », devrait garantir l'unicité du système ferroviaire - après la réforme de 1997, amendée par M. Gayssot en juin 1998, qui a abouti à la création de Réseau ferré de France (RFF). Pour stabiliser la dette de RFF, sa dotation en capital par le gouvernement a été portée à 10 milliards de francs (1,53 mil-

liards d'euros) en 1998 et atteindra 37 milliards de francs (5,65 milliards d'euros) pour la période 1999-2001. Parallèlement, une nouvelle grille de péage pour l'usage des infrastructures a été présentée aux conseils d'administration de la SNCF et de RFF : celle-ci prévoit un effort supplémentaire de la SNCF de 400 millions de francs (60,98 millions d'euros) par an sur trois ans.

MONTAGES EN PARTENARIAT C'est ainsi que la capacité à investir pourrait atteindre 12 milliards de francs (1,83 milliard d'euros) en moyenne annuelle pour la période 2000-2010 : 7 milliards de francs (1,07 milliard d'euros) provenant d'un autofinancement de RFF et 5 milliards de francs (0,76 milliard d'euros) de contributions de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Union européenne et de certains pays limitrophes. Le gouvernement portera son effort en faveur du fonds d'investissements des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) à 2,3 milliards de francs (350,6 millions d'euros) d'ici à 2006.

Le récent bouclage du plan de financement du TGV Est-européen, qui fait largement appel aux contributions des collectivités territoriales (lire ci-dessous), préfigure les montages en partenariat à venir sur certains grands projets et, singulièrement, dans les futurs contrats de plan Etat-régions. Sur les grandes masses de ces 12 milliards de francs, M. Gayssot a déjà



tranché : 4 à 4,5 milliards de francs (609,75 à 685,97 millions d'euros) seront consacrés à assurer la pérennité et la « régénération » du réseau existant ; un deuxième poste - dont l'enveloppe, de l'ordre de 3 à 3,5 milliards de francs (457,32 à 533,53 millions d'euros), sera en partie déterminée par la négociation qui s'engage autour des contrats de plan - concernera les investissements de modernisation sur des lignes classiques ; enfin, 45 à 55 milliards de francs (6,86 à 8,38 milliards d'euros), sur dix ans, seront absorbés par la création de lignes à grande vitesse - y compris les 20,5 milliards de francs (3,12 milliards d'euros) de la première phase du TGV Est-européen.

M. Gayssot entend privilégier les projets qui « contribuent à la désaturation du réseau [en libérant des sillons pour le fret et les trains express régionaux] et qui sont susceptibles de phaser les projets en cours », autrement dit de réaliser des tronçons sur les lignes TGV figurant au schéma directeur de 1992. Mais les critères de rentabilité socio-économique, de rentabilité globale pour les entreprises ferroviaires - mis en lumière par le rapport de M. Rouvillois, inspecteur général des finances, à l'automne 1996 -, de cohérence et de synergie avec le réseau existant et de respect des engagements internationaux doivent également être pris en compte.

Robert Belleret

Les grands chantiers estimés prioritaires

OUTRE le TGV est-européen, dont le financement est bouclé, les propositions de mises en œuvre avancées par la SNCF et Réseau ferré de France (RFF) à la demande du ministre - qui ne valent évidemment pas décisions gouvernementales, mais doivent « alimenter le débat en termes de planification (schémas de service) et de programmation (contrats de plan) » - donnent une idée assez précise des grands chantiers qui pourraient être lancés d'ici à 2010.

● **TGV sud-européen (première phase).** Réalisation du tronçon français Perpignan-Le Perthus (25 kilomètres) de la section internationale Perpignan-Figueras. Coût : 3,3 milliards de francs (503,05 millions d'euros). Contournement de Nîmes et de Montpellier, en prolongement du TGV Méditerranée, en construction, qui approchera Nîmes en 2001. Coût : 4 milliards de francs (609,75 millions d'euros).

● **TGV Lyon-Turin.** Réalisation de la première phase de la partie française (Lyon-Montméliant) entre Satolas, à l'est de Lyon, et Lépin-le-Lac, à l'ouest de Chambéry. Coût : 7 à 9 milliards de francs (1,06 à 1,37 milliard d'euros).

● **TGV Rhin-Rhône.** Réalisation d'une première tranche de la première phase Mulhouse-Dijon. Coût : 9 à 11 milliards de francs (1,37 à 1,67 milliard d'euros).

● **TGV Aquitaine.** Première phase entre Angoulême et Bordeaux, avec modernisation de la gare Saint-Jean. Cette ligne est aujourd'hui à grande vitesse entre Paris et Tours. Coût : 6 à 8 milliards de francs (914,6 millions à 1,22 milliard d'euros).

● **TGV Bretagne et Pays de la Loire.** Première phase depuis le contournement du Mans jusqu'à Laval. Actuellement, la ligne à grande vitesse du TGV Atlantique s'arrête au Mans. Coût : 3 à 5 milliards de francs (457,5 à 762,2 millions d'euros).

● **Train pendulaire.** Cette technologie, qui permet de gagner de la vitesse sur des voies ordinaires, est envisagée sur les lignes Paris-Orléans-Limoges-Toulouse ; Paris-Clermont-Ferrand ; Bordeaux-Marseille ; Lyon-Clermont-Ferrand. Un prolongement pendulaire du TGV Atlantique est envisagé vers la Bretagne.

● **Modernisation et adaptation des lignes classiques.** Les projets considérés comme prioritaires sont le contournement fret de Lyon, avec la création d'un axe à l'est de l'agglomération afin de fluidifier un trafic Nord-Sud, en voie de saturation ; l'électrification des vallées vosgiennes pour desservir par le futur TGV les villes d'Epinal, Saint-Dié et Remiremont ; l'amélioration des lignes Rennes-Quimper et Rennes-Brest ; la réouverture de la ligne Bourg-en-Bresse-Bellegarde, dite « ligne des Carpathes », qui mettrait Paris à trois heures de Genève.

Par-delà ces prévisions hexagonales, le ministre, qui constate une « belle unanimité des quinze Etats de l'Union européenne pour afficher leur volonté de développement ferroviaire », appelle de ses vœux un grand emprunt européen destiné à aider au développement des réseaux européens de transport, notamment en matière de fret et de transports combinés.

R. B.

Paris-Strasbourg : comment un ministre communiste réussit à vaincre les réticences alsaciennes

LA MISE sur les rails du TGV Est-européen - dont l'intérêt stratégique ne justifie guère de longues démonstrations, même si sa rentabilité socio-économique

RÉCIT

Pour rétablir un climat de confiance, le ministre devait lâcher du lest

reste discutable -, relève d'une subtilité tactique politico-financière (Le Monde du 28 janvier). Malgré l'effort consenti par le gouvernement, qui avait décidé de porter sa contribution de 3,5 à 8 milliards de francs (533,53 millions à 1,22 milliard d'euros), le financement de ce projet restait problématique.

Aussi, lorsque Jean-Claude Gayssot décida de convoquer, vendredi 29 janvier, une table ronde décisive réunissant toutes les parties intéressées et potentiellement

contributrices, rien n'était tout à fait joué. Pour boucler un budget de quelque 20,8 milliards de francs (3,17 milliards d'euros), une partie non négligeable des fonds nécessaires faisait défaut : environ 2 milliards de francs (304,88 millions d'euros). Même en prenant pour argent comptant les promesses d'engagement de certains partenaires (Réseau ferré de France, SNCF, Union européenne, Grand Duché de Luxembourg), et la bonne volonté manifestée par d'autres, le compte n'y était pas.

La Champagne-Ardenne s'était fait tirer l'oreille pour accepter une rallonge et l'intransigeante frilosité de l'île-de-France paraissait inflexible. Dès lors, à côté de la Lorraine, dont le président (DL) de région, Gérard Longuet, promettait de tirer, tel une locomotive, le train nommé désenclavement, il fallait impérativement avoir l'Alsace, où les réticences et les crispations s'exprimaient avec un bel unanimisme : les élus alsaciens avaient promis de mettre au pot 1,5 milliard de francs (228,65 millions d'euros) sur la base d'un TGV-Paris-Strasbourg cent pour cent grande vitesse, et voilà qu'on leur « suggérait » une rallonge de plus de 500 millions de francs (76,22 millions d'euros)...

« DERNIÈRE CHANCE »

Adrien Zeller, président (UDF) du conseil régional, stigmatisait le « chantage indécent » et envoyait au ministre un memorandum comportant pas moins de quinze conditions. Roland Ries, maire (PS) de Strasbourg, n'était guère en retrait. « 2 milliards, jamais ! » était devenu un cri de ralliement dans la plaine d'Alsace. La « réunion de la dernière chance » pour sortir de tant d'années d'atermoiements, de déclarations fracassantes et de promesses lénifiantes s'annonçait délicate.

Le vendredi dit, dès 8 h 30, M. Gayssot, recevant M. Zeller pour un petit déjeuner de travail en son ministère du boulevard Saint-Germain, l'accueillit par un jovial « bonjour Adrien ! », bientôt suivi d'un tutoiement de bon aloi, dont le vénérable président mit quelques minutes à se remettre, mais qui décripa l'atmosphère. La bonhomie matutinale du ministre n'était que la cerise sur les viennoiseries. Pour rétablir un « climat de confiance », M. Gayssot avait

un peu de lest à lâcher : une économie de 300 millions de francs. En serrant mieux les boulons sur les traverses, on avait pu miraculeusement ramener la note de 20,8 à 20,5 milliards de francs, et l'Alsace pouvait « bénéficier » d'un rabais de 200 millions de francs sur la hausse. Quant à la clause d'intéressement, réclamée par certaines collectivités, dont l'Alsace, elle était considérée comme « légitime ». Dès le milieu de la matinée, les jeux paraissent faits. A midi, dans un pluralisme savoureusement convivial et à un train de sénateur, la « délégation » alsacienne, rassérénée, pouvait aller dîner au restaurant de l'Assemblée nationale.

A l'ouverture de la table ronde, on ne recensait que des « numéros un ». Comme s'il se fut agi de signer un traité capital, c'est en présence d'un rare aréopage - un président du Sénat, quatre ministres en exercice, sans compter plusieurs anciens, trois présidents de conseils régionaux (d'opposition), une copieuse brochette de présidents de conseils généraux et de maires de grandes villes - que s'ouvrit la séance.

Mais, prenant tout le monde à contre-pied, la Champagne-Ardenne manifestait d'ultimes réserves. Pour faire bonne mesure, le président (UDF) du conseil général de la Marne, Albert Vecten, se déclarait trop mal informé pour s'engager. Tout était bloqué. On suspendit la séance. Christian Poncelet, président (RPR) du Sénat, tenta de désamorcer la petite crise en s'entretenant. En vain. Un nouveau tête-à-tête entre le ministre et le rétif président marais se révéla décisif. Dix minutes suffirent. En se déclarant prêt à signer le « relevé de décisions », qui vaut protocole d'accord, M. Vecten précisa qu'il agissait « par solidarité », ajoutant, d'un air impénétrable : « C'est la première fois que je me laisse convaincre par un communiste ».

Puis on s'abîma le champagne pour célébrer ce bon compromis. Dans l'entourage du ministre, on se félicite aujourd'hui des mérites conjugués de la transparence et de la franche explication « entre quatre yeux ». En Alsace, on ne rit pas encore du bon tour de table qu'on s'est offert en haussant le ton.

R. B.

LE MONDE diplomatique

FÉVRIER 1999

EUROPE

Enjeux et risques d'une Union européenne élargie
par Jean-Yves Potel
L'opinion polonaise hésite
par Robert Sołtyk
Trafic de femmes en provenance de l'Est
par Yves Gery
L'amère victoire des mineurs roumains
par Damien Roaust

■ **FONDS DE PENSION** : Jouer sa retraite en bourse ? par Michel Husson - Un triple échec aux Etats-Unis, par Jacques Niko-noff. - Au nom des entreprises ? par Dominique Pithon.

■ **MÉDIAS** : Journalistes à tout faire de la presse américaine, par Eric Klineberg. - Il y a quinze ans : « Vive la crise ! », par Pierre Rimbert.

■ **MALAISIE** : Un nationalisme perverti, par David Camroux.

■ **AFGHANISTAN** : Un double piège, par Chantal Aubry.

■ **TECHNOLOGIES** : Une station spatiale ruineuse et inutile, par Robert Bell. - Les termes inégaux des échanges électroniques, par Philippe Quéau.

■ **PROCHE-ORIENT** : En Irak, des sanctions qui tuent, par Denis Halliday. - Israël assume « sa » bombe, par Amnon Kapelouk.

■ **CULTURE** : La musique techno a dix ans, par Sylvain Des-mille. - Le cabinet des illusions photographiques, par Edgar Roskis.

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

صكرا من الاموال

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999 / 11

e français

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Jour après jour, dans le secret de sa consultation, le médecin est garant de *la santé de chacun.*



Le projet
de SmithKline Beecham:
rendre au médecin
la place qui est la sienne.

En avons-nous suffisamment conscience ?

Chaque acte du médecin, accompli dans le secret de sa consultation, est le meilleur garant de la santé de chacun d'entre nous. C'est bien le médecin qui en conscience, fort de son savoir et de son expérience, dispense diagnostics et prescriptions avec le talent et l'indépendance que nous attendons de lui et qui justifient notre confiance en lui.

Aussi mérite-t-il une place centrale au sein du système de santé. Voilà pourquoi SB a pris le parti de contribuer à rendre au médecin le rôle qui est le sien.

SB

SmithKline Beecham

Laboratoires Pharmaceutiques

SB 109 - 14/1/99 - Image 113

صوتنا من الداخل

INITIATIVE LOCALES

HORIZONS

TÉMOIGNAGE

Un aller simple pour Alger

BANDEROLES pliées, tracts, maïs, une petite centaine de manifestants patientent sur le quai de Roissy II, la gare ferroviaire qui dessert l'aéroport parisien. Non loin d'eux, quatre gendarmes escortent un jeune homme appuyé sur un béquille. C'est sans-papiers, Frédéric Michel, militant de SUD-Rail, un syndicat de la SNCF. Il veut prendre le train des expulsés. Il veut parler du TGV de 10 h 04, qui assure une liaison quotidienne entre Lille et Marseille. Ce jour-là, l'association Droits devant!, qui milite contre les sans-papiers, tous les syndicats (SUD-Rail, Aérien, PTT, magistrats) engagés dans la lutte contre les renvois en Algérie, sont mobilisés. Ils sont venus pour empêcher le transfert du sans-papiers vers le centre de rétention administrative d'Arenc, sur le port de Marseille. Le lendemain, il sera embarqué de force sur le Tareq-Ziyad, un bateau qui effectue la navette entre Marseille et Alger.

A 10 heures pile, le nez à la locomotive pointée dans l'obscurité du tunnel, Soudan, un militant se détache du groupe, décapule un long bâton fumigène et saute sur la voie. La cohue est immédiate. Certains tentent de monter dans les wagons pour distribuer des tracts, d'autres s'assoient sur les rails en scandant : « Non aux expulsions ! ». En quelques minutes, la gare se remplit de CRS, de policiers civils, de gendarmes mobiles, leur casque de moto vissé sur la tête. Des courses poursuites, des altercations vigoureuses ont lieu pendant presque une heure. Les regards étonnés des passagers. Des renforts arrivent continuellement, les forces de l'ordre finissent par être plus nombreuses que les manifestants. A 11 heures, le train est prêt à partir. « Ce genre d'action a peu d'impact sur le public », plaint Pierre Contesenne, de SUD-Aérien. Regardez, il n'y a jamais personne dans cette gare ! Le ministère de l'Intérieur le sait bien. Jusqu'au printemps dernier, la plupart des transferts s'effectuaient le soir au départ de la gare de Lyon. Evidemment, à Roissy, la discrétion est assurée !

Dans le train, seuls deux gendarmes restent pour encadrer le jeune Algérien. Ils traversent le wagon pour gagner leurs places, toujours à l'avant, un carré près de la porte automatique. L'un des passagers se penche pour leur parler. « Ce monsieur est expulsé ? » La réponse est immédiate : « C'est juste un transfert de prisonnier. Pourquoi, ça vous intéresse ? »

Petit à petit, le calme revient. Parfois, quelques regards furtifs trahissent la curiosité des voyageurs. Certains habitués de la ligne Lille-Marseille semblent trouver la scène complètement banale. « C'est ça plusieurs fois par semaine, confirme un contrôleur. Pour nous, ce sont des clients comme les autres. » A l'heure du déjeuner, l'ambiance se détend. Les deux gendarmes sortent leurs sandwiches et les partagent avec l'Algérien. « Il n'a pas d'argent pour payer sa nourriture. Il faut quand même dire humain... » La discussion s'engage autour du café. Un blouson en toile, un jean délavé, une basket et un bandage de fortune au pied gauche, Hassan a vingt-huit ans. Arrivé clandestinement en France à l'âge de dix ans, il a vécu de petits boulots en petits boulots dans le quartier Barbès, à Paris. Dans son bled, il n'y avait pas de travail. Pour nous, la France, c'est un peu un éldorado... Il se fait arrêter une première fois lors d'un contrôle de routine, la sortie



Deux journalistes ont suivi pour « Le Monde » le parcours d'un de ces sans-papiers expulsés qui sont souvent embarqués de force vers l'Algérie. De la gare ferroviaire de Roissy II au centre de rétention d'Arenc, sur le port de commerce de Marseille, témoignages et photos volées...

gines ? Trois mois de prison alors que j'ai jamais rien fait de mal. » Deux phrases, Hassan tire quelques tracts sur sa cigarette et replonge bien vite ses mains sous la table. « Pas facile de fumer ça, hein ? » Visiblement, il tente de dissimuler les tracts qui lui sont si précieux. En plus, ils veulent m'envoyer en Algérie, mais moi, je suis marocain ! Surpris, les gendarmes tournent la tête vers lui. « Tout à l'heure, je dois voir le consul d'Algérie. Il reconnaîtra mon accent... » que je suis marocain. » Arrivé à la gare Saint-Charles, en plein centre de Marseille, Hassan est emmené dans un fourgonnette qui doit le conduire au centre de rétention administrative. Quelques heures plus tard, au téléphone, il nous apprend que le consul d'Algérie lui a délivré un laissez-passer. En clair, il sera expulsé le lendemain vers Alger. Sa seule chance reste de rencontrer un représentant marocain. Pour le moment, il voudrait faire connaître un certain Akim, un Algérien retenu depuis cinq jours. Il nous fera passer pour membres de sa famille afin que nous puissions entrer.

Il prétend pouvoir photographier la vie à l'intérieur du centre, pour que les gens voient Arenc. Isolé au fond du port de commerce, le môle d'Arenc n'a rien de spectaculaire. Le centre de rétention flamboyant neufs, comme il en existe au Mesnil-Amelot, près de Roissy. Il accueille chaque année près de deux mille sans-papiers, dont la moitié sont algériens. Les Marseillais appellent la prison pour étrangers. A partir des années 70, le gouvernement l'a utilisé pour retenir, en l'attente de leur expulsion, les étrangers. En 1983, le centre de rétention administrative ont été légalisés, mais aucun ne prévoit les conditions de séjour. D'ailleurs, Arenc ressemble plus à un entrepôt désaffecté qu'à un bâtiment administratif. Les fenêtres défoncées laissent apparaître de grandes pièces en ruines, encombrées de gravats et de poutres en bois qui dégringolent du plafond. En fait, seul le toit du bâtiment est occupé. En bas, aux pieds des escaliers qui mènent à l'entrée du centre, des panneaux rouillés avertissent les visiteurs : « Attention corniches. Chute de béton. » Après avoir décliné son identité dans un interphone, les

celentures... En face de l'entrée, s'ouvre une grande pièce carrelée, avec au plafond un puits de lumière qui permet de voir un peu la couleur du jour. D'habitude, les familles s'entassent ici, temps d'embrasser un mari, un père ou un fils, parfois une femme. Aujourd'hui, le parloir est presque vide. Seule une Tunisienne, accompagnée de ses deux enfants, est venue visiter un parent.

« Quelques chaises, une table, c'est tout. On n'a même pas la lumière du jour. Alors on s'ennuie et on pense. Et quand on pense, on a peur »

Akim nous rejoint par le long couloir qui mène aux chambres. Il a trente-neuf ans et vit en France avec sa femme depuis vingt ans. La suite d'une condamnation pour un larcin, il s'est vu frappé d'une deuxième peine, l'interdiction de séjour. De l'Algérie, où il connaît personne, il n'a plus qu'un souvenir vague : « Je ne parle même pas arabe ! » Son dossier est dans les mains de Clémence (Comité Intermouvement auprès des évacués), l'unique association humanitaire habilitée à tenir des permanences dans le centre de rétention.

Pour l'heure, toutes ses journées se passent comme ça. Comme les autres détenus, souvent originaires de différents pays du Maghreb, il se lève à 8 heures, nettoie les chambres communes et va prendre son petit déjeuner. A midi, déjeuner froid, les couverts en plastique ; le soir, extinction des feux à 22 h 30. Entre-temps, il fume des cigarettes dans les toilettes communes à peine chauffées ou regarde l'unique télévision. Pendant la journée, l'accès aux chambres est interdit pour des raisons de sécurité. Ce sont les seules pièces avec des fenêtres. Les policiers craignent les évasions. Toutes les portes sont verrouillées. N'ont pourtant pas échappé, cette année, cinq détenus de s'échapper. Selon la Clémence, Arenc peut officiellement recevoir soixante-quatorze personnes, mais l'état avancé de vétusté de certaines chambres oblige les gardiens à réduire le nombre de personnes par chambre. Aujourd'hui, le centre pourrait difficilement recevoir plus d'une vingtaine d'expulsés. « Il n'y a rien à faire, rien à voir. Quelques chaises, une table, c'est tout... On n'a même pas la lumière du jour. Alors on s'ennuie et on pense. Et quand on pense, on a peur. »

Akim prend ses appareils photo que nous lui tendons. « Au moins, ça nous occupera, affirme-t-il en souriant. Et puis, il faut montrer comment ça se passe pour ces deux appareils jetables, l'un partira en Algérie avec Akim. Il ne prévoyait pas d'être expulsé aussi vite. »

Le lendemain matin, nous téléphonons de bonne heure à Hassan. Son bateau part dans quel-

ques heures. Il crie, paniqué, bord des larmes : « Je n'ai pas vu le consul de mon pays ! Je vais être expulsé ! L'Algérie ! C'est pas possible, je suis marocain ! M'a dit que, là-bas, allait faire des misères ! Ça veut dire quoi ? Venez vite, je vais faire une lettre ! »

Le centre d'Arenc est en pleine effervescence. Des fourgons, des voitures banalisées attendent au pied du bâtiment. Les premiers expulsés, menottés, escortés, descendent les marches pour rendre les bateaux qui partent aujourd'hui à destination de Tunis ou d'Alger. Les gardiens prennent pour des policiers. Ils nous saluent, nous laissent entrer dans le bâtiment. Trop tard. Les pompiers sont déjà là. Hassan a avalé une petite cuillère de lame de rasoir. Il est évacué d'urgence vers l'hôpital Nord de Marseille. En passant sur sa civière, il sourit douloureusement. Il sait qu'il ne partira pas aujourd'hui pour l'Algérie.

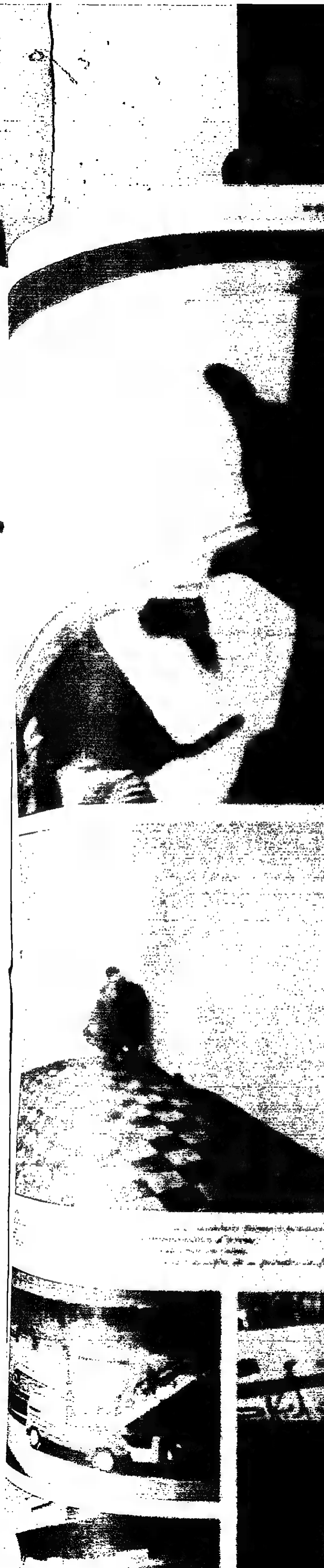
Malheureusement, ces cas sont très fréquents, souligne Lionel Raymond, de la Clémence. Certains Marocains vivent dans des bleds, il n'y a pas de recensement, donc l'administration ne leur délivre jamais de pièce d'identité. L'association, près du port, expulse chaque semaine vers Alger, où ils plaquent leur garde à vue sous le commissariat central.

D'après les détenus revenus en France, les conditions de détention seraient particulièrement pénibles, peuvent se prolonger pendant plusieurs mois. Les autorités algériennes justifient cette garde par la nécessité de vérifier les identités sur place », raconte Hervé Benoit Gouyer, un membre de l'association qui travaille au centre d'Arenc.

Le cas de Karim Bourmali, dit « Karim », expulsé trois fois en Algérie, renvoyé à chaque fois par les autorités locales après un séjour au commissariat, ce jeune qui dit marocain, purge, en France, une peine de dix-huit mois de prison pour « détournement d'identité ». A sa sortie, il est nouveau expulsé. « Quand la Clémence demande la vérification de nationalité, conclut Hervé Benoit Gouyer, il arrive que les préfectures séjournent de moins en moins longtemps à Arenc. Cela rend difficile notre travail de défense des droits des étrangers. Ainsi, l'administration n'a pas voulu reporter le départ d'Hassan, qui aurait permis de vérifier sa nationalité. »

Aujourd'hui, Hassan purge une peine de six mois à la prison Bauguettes pour avoir refusé d'embarquer. La dernière fois que nous l'avons contacté au téléphone, il semblait toujours inquiet sur son sort : « J'en ai marre d'avoir peur. J'ai envie d'être dans le désert, tout seul. Et pouvoir respirer en me disant que je suis un homme libre. »

Bertrand Houard



Alger



Page de gauche et ci-contre : un vendredi 11 novembre, sur le quai de la gare ferroviaire de Roissy II, près de l'aéroport parisien, deux gendarmes escortent un sans-papiers qui est expulsé vers Alger dès le surlendemain.

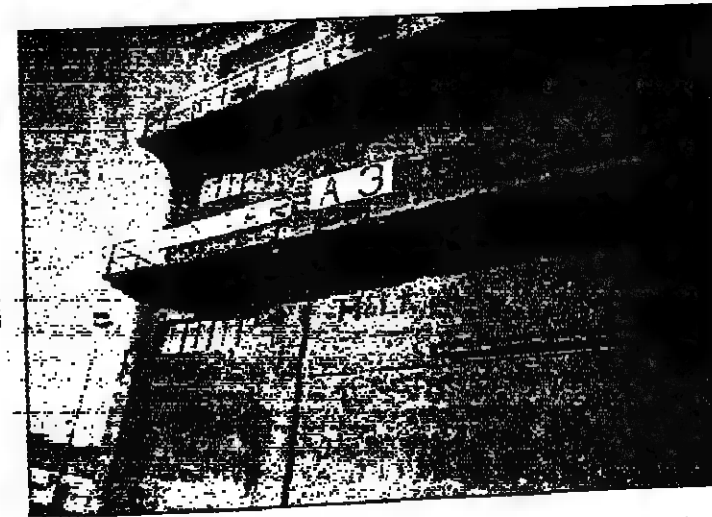
Lorsque la TGV de 10 h en direction de Marseille entre en gare, une centaine de manifestants appartenant aux syndicats SUD (Sud-Rail, Aérien, PTT) et Magistrats sautent sur les voies pour bloquer le train. Après une heure d'intervention musclée, les forces de l'ordre maîtrisent les militants et embarquent l'expulsé de force.

Dans le train, les gendarmes tentent de saisir l'appareil photo.



Ci-dessus : trois salles communes à pierre chauffées, des chambres fermées pendant la journée et une salle de douche ; le centre de rétention administrative d'Arenc, dans les Bouches-du-Rhône, ressemble à un vaste entrepôt en ruine. Pour dénoncer leurs conditions de séjour, ces migrants ont accepté de prendre une photo.

Ci-dessous : dimanche matin, 11 heures. Le « Tareq-Ziyad », un bateau algérien qui effectue la navette entre Marseille et Alger, s'apprête à quitter le port. Hassan, un jeune sans-papiers, vient de se suicider. Il est évacué d'urgence vers l'hôpital nord de Marseille. Cette fois, il n'embarquera pas pour l'Algérie.



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 01-42-17-22-90
Tél. relations : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Allemagne : première épreuve

CENT JOURS après avoir conduit la victoire sa coalition SPD-Verts, le chancelier Gerhard Schröder vient d'essuyer une humiliante défaite. La presse allemande a rivalisé de critiques, plus méchantes les unes que les autres, pour célébrer les premiers cent jours d'une coalition qui, le 27 septembre dernier, avait mis fin à seize ans de gouvernement chrétien-démocrate. Les chefs d'accusation ne bousculaient pas à l'ambiguïté au sommet sur la politique économique à suivre, et notamment sur les projets de réforme fiscale ; confusion sur l'avenir de l'énergie nucléaire ; présentation hâtive du projet de réforme du code de la nationalité. Ce à quoi le chancelier, homme de grand pragmatisme, pouvait rétorquer que les sondages le créditaient toujours d'une solide popularité.

Las, cette fois, l'opposition qui vient de sanctionner durement la coalition SPD-Verts. Dans le Land de Hesse, elle a perdu, dimanche 7 février, la majorité qu'elle détenait depuis 1991. Elle est battue par la CDU et les libéraux, qui somme la majorité sortante à chancelier Helmut Schmidt. Ce n'est pas les sociaux-démocrates qui perdent du terrain, mais les Verts locaux, notamment à Francfort - la ville de Joschka Fischer, ministre de l'Intérieur - et à Wiesbaden, où Daniel Cohn-Bendit a été l'un des candidats. M. Schröder perd la majorité à la Chambre haute du Parlement. Le coup est dur.

Les pessimistes - les réalistes, l'un selon - en tirent des conclusions définitives sur la vraie nature de l'électorat allemand : profondément conservateur. En remerciement M. Schröder, ledit électorat n'aurait aspiré qu'à un changement de direction.

La vieille dialectique du programme et du bulletin de vote, celle de la plate-forme qui engage et des intentions électorales des électeurs. La gauche, un peu partout en Europe, et notamment en France, connaît cela.

A vrai dire, la campagne de l'élection a été, à l'instigation de la CDU locale, transformée en référendum sur un sujet : le projet de réforme de la nationalité. M. Schröder a proposé que les étrangers vivant en Allemagne depuis huit ans puissent en acquérir la nationalité, tout en gardant la leur. Pourrait ainsi bénéficier d'un double passeport quelque 4 millions de personnes, pour beaucoup des Turcs, sur les plus de 7 millions de résidents étrangers que compte le pays.

La réforme est un bon bouleversement. Mais elle ne conforme pas un pays qui abrite une société largement multiculturelle. Elle devrait atténuer les drames qui, ici ou là, ont surgi à propos de l'immigration. L'Allemagne, en la matière, a montré qu'elle était une terre généreuse : quel pays d'Europe d'offrir à autant qu'elle ouvre ses portes aux rescapés des camps de l'ex-Yougoslavie ?

Le chancelier doit assurer une direction plus ferme de la coalition. Il ne peut pas renoncer à la réforme de la nationalité. Il n'y a pas de fatalité dans cette grande et forte démocratie qui, à maintes reprises, a montré son aptitude au changement.

L'écart

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LES FRANÇAIS n'ont jamais été aussi confiants. Ils ne se sont jamais autant suicidés. La révélation, fin janvier, de ces sondages contraires n'a étonné personne. Il est vrai que la contradiction n'est qu'apparente, et nullement nouvelle : « Ça va mieux pour ceux qui allaient bien, et plus mal pour les autres. Comme l'argent et le droit à la parole, le moral est à ceux qui l'ont déjà ».

Les observateurs de la vie sociale n'ont jamais su - ou voulu - mesurer cet effet humain recouvert par l'accumulation capitaliste, baptisée « fracture ». Les temps les plus généralement et qu'on pourrait nommer plus généralement « l'écart », entre la Banque de France, l'ANPE, les cabinets de consulting et les RMistes, entre la compétence technocratique et le quotidien, ce fameux « terrain », d'autant plus invoqué par les experts qu'ils s'en éloignent résolument.

Les écartent, pour le populisme, les émis sur leur aptitude à résoudre les problèmes. Les débats du chômage programmé et la flexibilité, chez nous comme dans le tiers-monde, n'ébranlent rien leurs certitudes - j'en ai l'expérience d'un séminaire récent sur les chances d'une « coopération compétitive » (sic). Concurrence et rivalité d'abord ; la main tendue aux écopés, laissons cela à l'abbé

Pierre ou Geneviève de Gaulle ! La sainteté du profit : ainsi toujours fonctionné la bonne « entrepreneuriale ». Elle voudrait désormais faire adopter l'alibi de l'échelle de la planète : on a entendu un conseiller de la Banque de France haïr l'extension de la « mondialisation » à « la pensée de l'homme sur elle-même ».

banlieues, Calcutta, Bogota et le Sahel jurant plus que par l'esprit de l'homme : ver- ra-t-on un miracle au « troisième millénaire », comme disent les banquiers, pour la vision- naire ?

Parmi les endroits d'où dévoile le mieux l'écart, et que devraient fréquenter davantage nos décideurs, il y a les divers organismes voués à orienter les appels au secours médical, lesquels perçoivent la réalité économique, culturelle. Il faut avoir vu les médecins de garde du SAMU parisien répondre patiemment, dans la pénombre des écrans et des écrans informatiques, les terreurs nocturnes des citadins plongés dans la solitude de la gêne, pour se rendre compte de la réalité vécue, tenue sur les plateaux de télévision, en blouse blanche non.

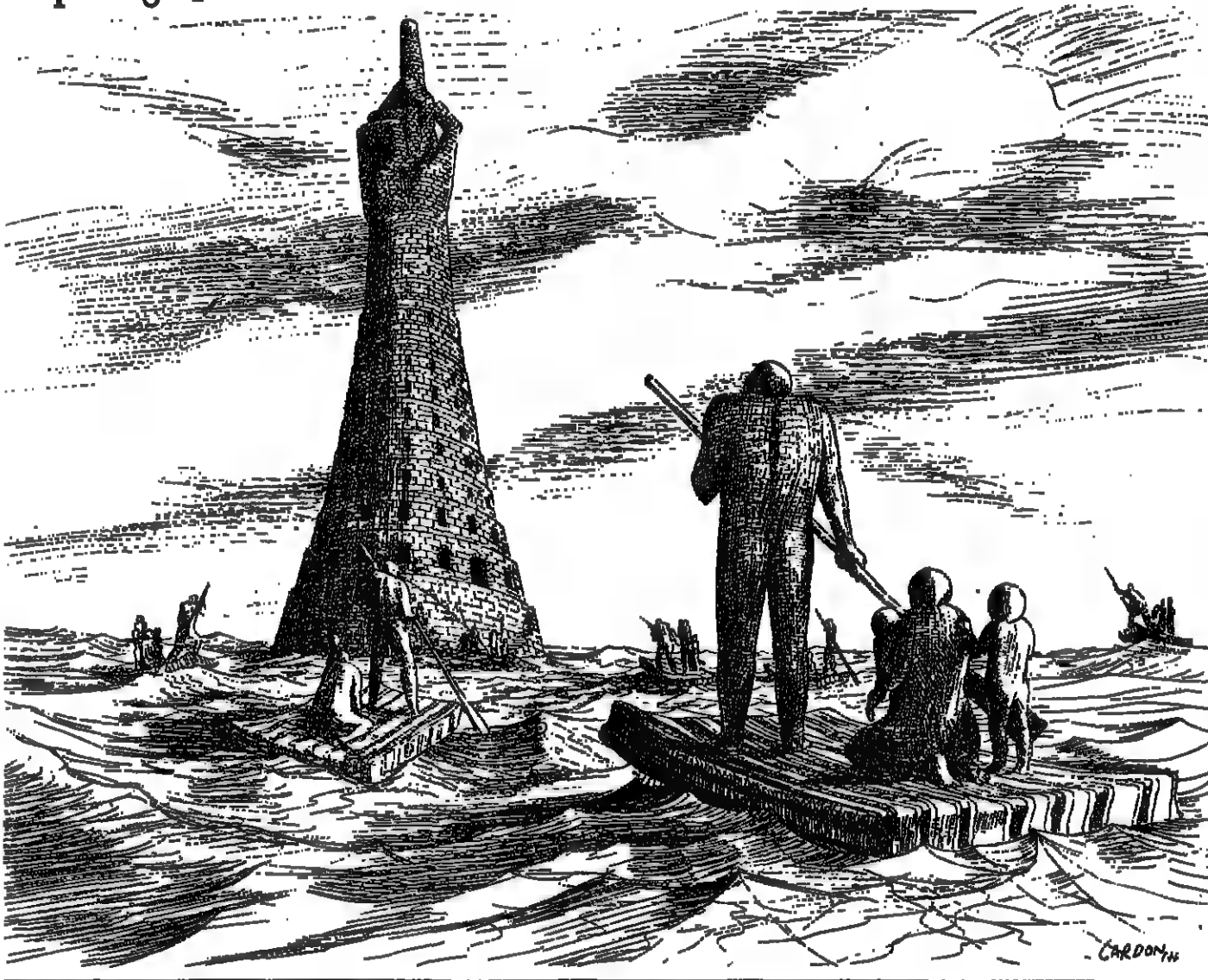
Où trouver la « petite place » dans les hôpitaux surchargés pour la vieille asthmatique que le voisin comment soulager ? « A quelle hauteur, monsieur, votre douleur

thoracique ? » Combien Lexomil avalés contre la déprime du dimanche soir ? Un appel sur quatre relève de la prépsychiatrie. Quand les diffusions matches ou de feuilletons s'achèvent, le standard clignote. Le droit théorique aux soins et la médiatisation de l'information médicale ont éveillé des vocations : l'automédication, tandis que la dislocation des liens familiaux et de voisinage créait un besoin de confession qui rassure et rassure.

A raison de quatre cents consultations téléphoniques par jour pour millions de demi-habitants intra muros, neurologues, anesthésistes, cardiologues, souvent changés en « bobologues », dispensent diagnostics, morales et appels bon sens, tout en veillant à ne pas laisser passer la « vraie » urgence et en gérant à distance leurs confrères ambulances envoyées sur place. « Alors, grand-père, que se passe-t-il ? » ; « Pas de quoi payer le médecin ? » arrive !

Suprême « écart » pendant que, sous le feu des projecteurs, le gratin des colloques se fait avaler l'idéal du gestionnaire-tuteur un peuple bêtement retardé par ses scrupules chrétiens d'un autre âge, poignée de spécialistes payés au SMIC presque ramassés les blessés du champ de bataille libéral ; discrètement, la nuit tombée.

Le passage par Cardon



Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani, Dominique Allou, directeur général ;
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perceval, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnemann
Directeur artistique : Dominique Imbert
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Fassin, Eric Izard (éditorial et analyses) ;
Laurance Gaudinier (suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kahn (Débat) ;
Eric Le Breton (International) ; Patrick Lemaire (France) ; Franck Nouel (Sport) ; Claire Mouton (Entreprises) ;
Jacques Bouché (Spectacles) ; Joëlle Savignac (Culture) ; Christian Maudou (Directeur de la rédaction) ;
Rédacteur en chef technique : Eric Alam
Directeur adjoint : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chausson
Conseillers de la rédaction : Alain Rottier ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet ;
parvenir à nos lecteurs : Bernard Le Gendre
Comité de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Mollat, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) ; Jacques Bouché (1969-1983) ;
Laurent (1983-1985) ; Pontalier (1985-1991) ; Jacques Bouché (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dirige de la société : chaque année à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 940 000 F. Actionnaires : Société civile des titulaires du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Pierres errantes

nos villes dévastées, les urbanistes se heurtant au même problème : comment, à une topographie nouvelle, utiliser des monuments dignes de survivre, ou ce qui est le même ? Paris leur a plusieurs solutions. La pratique la plus simple est celle de la translation. Plus astucieuse est le « remploi », qui greffe sur le corps d'un monument le visage d'un autre.

Le cas le plus typique est « vagabondage » : celui que l'on voit le sort des ruines des Tuileries, incendiées par la Commune le 24 mai 1871. Le culte du souvenir et le prestige de leur valeur artistique leur ont assuré une dispersion comparable à celle qui concurren- tait les vestiges de l'Antiquité. Le couturier Worth, qui devait se fortifier à l'Empire, a fait transporter les colonnes dans son parc de Suresnes ; elles ont été classées à l'inventaire supplémentaire des mo- numents historiques. Le comte de Borge a construit les pierres des Tuileries à l'extrémité de la Punta, qui domine le golfe d'Alajaco. D'autres fragments sont visibles à l'école des beaux-arts, rue Raynouard, rue Lacépède, mais aussi en province. Et un balcon entier a été remonté sur une avenue de Boston.

Mais l'art d'accommoder les pierres aboutit, dans l'esthétique urbaine, à d'étranges juxtapositions. On voit-on pas au parc des Tuileries, autour d'un plan d'eau, le décor de la Folie de Chartres et la colonnade de Notre-Dame-de-la-Rotonde, que Catherine de Médicis destinait à la sépulture de Val- de Saint-Denis ? Etrange confusion des dynasties et des genres, de la galanterie et de l'art funéraire.

Alfred Manigault
(10 février 1949.)

Fonctionnaires : Lionel Jospin sur un terrain miné

Suite de la première page

Revenue au pouvoir, la gauche s'est employée à déminer le terrain, sans toutefois perdre de vue les grands équilibres. Lionel Jospin a renoncé à la réduction des effectifs, et le ministre chargé du dossier de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a signé un accord salarial pour deux ans (1998-1999) avec cinq fédérations syndicales, notamment FO, renouant ainsi avec une politique contractuelle oubliée par son prédécesseur. De son côté, le ministre de l'emploi et de la solidarité, Dominique Aubry, a des- tiné le carcan budgétaire des hôpitaux, soumis en 1997 à une rigueur sans précédent. Enfin, le premier ministre a nommé le nouveau directeur général de l'administration et de la fonction publique, un temps militant à la CGT, comme un geste d'apaisement et de volonté de dialogue.

Mais, à l'inverse, les premiers trilemmes dans ces secteurs sont l'éducation nationale, où se concentrent près de la moitié des 2,5 millions de

fonctionnaires de l'Etat. La volonté de Claude Allègre, le ministre de l'éducation nationale, est de « dégraisser le mammoth », autrement dit de réduire les effectifs de son administration centrale, à l'interpréter comme un signe de dé- fiance par ce secteur, amplifié par le projet de réforme du système de mutation des enseignants. Au- jourd'hui, ce sont les agents de l'administration qui menacent leur ministre, Dominique Strauss-Kahn, d'un conflit majeur, notamment aux impôts et au trésor public. Ces luttes plus ou moins larvées entretiennent un climat tendu, qui compromet la réussite de négociations plus larges.

Lionel Jospin, qui avait su calmer les enseignants en 1997 en revalorisant leurs carrières au prix d'un effort budgétaire considérable, est aujourd'hui confronté à un problème d'une tout autre ampleur. Il va devoir ouvrir à moins deux chantiers qui, à eux seuls, peuvent mettre le feu à l'adminis- tration : la baisse du temps de travail et les retraites. Instruit par l'échec de la méthode « à la hussarde » d'Alain Juppé, qui avait débouché sur le mouvement social de novembre-décembre 1995, il s'est montré d'une grande prudence. Le premier ministre a affiché son souci de la concertation et, sur les retraites, il a prévenu qu'il « faudra tenir compte des spécificités liées à la fonction pu- blique ».

La partie n'est pas perdue, mais

fonctionnaires ont au changement. Certains du débat le peinent mis à la place publique, ils ont contestés la CGT, la FSU (éducation), qui ont vu dans leur publication le signe avant-coureur d'une remise en cause du statut des fonction- naires. Ainsi, les premières conclusions du Commissariat au plan, chargé par M. Jospin d'une concertation avec les partenaires sociaux sur l'avenir des retraites, ont-elles été jugées « catastrophiques », et interprétées comme un moyen à la fois de rassurer le public contre ceux du privé et de préparer l'opinion aux réformes. La réplique : « ces trois syndicats ne sont pas prêts à accepter de Juppé en 1995. »

ÉQUILIBRISME

La réplique à la fois virulente sur la question du temps de travail. La « fuite », la presse, l'ITP note de l'inspection générale des finances dénonçant l'absence de certaines adminis- trations prendraient avec les ho- raires légaux (Le Monde du 25- vrier), à la encore, certains fonctionnaires de la gauche souhaitent, comme la droite, revenir sur certains acquis. Si le gouvernement a l'intention d'accorder une baisse de la durée du travail en contrepartie d'une amélioration des services rendus aux citoyens (horaires d'ouverture plus étendus, etc.), il faut que les fonctionnaires ac-

ceptent plus de flexibilité dans leurs horaires.

Ce discours peut-être entendu par des fonctionnaires qui restent l'ensemble plus critiques vis-à-vis des gouvernements et plus prompts à se mobiliser. Depuis le début des années 90, la CGT, la FSU (éducation) ont été à l'avant- garde sur leur gauche par SUD (La Poste, France Télécom) et la FSU (éducation, recherche). C'est le mouvement dit « protégé » qui était aux avant- postes du mouvement social en 1995. Comme d'autres dos- siers, le premier ministre est obligé de jouer les équilibristes. Il rappelle volontiers que si un Etat est nécessaire pour réguler l'économie de marché, il doit aussi se moderniser pour être plus proche des citoyens.

Il affirme également vouloir « faire l'Europe sans défaire la France », mais il sait que la construction européenne l'oblige à ouvrir à la concurrence des services jusqu'à présent de la compétence de l'Etat. Enfin, il ne peut ignorer que dans un pays où 15 millions de personnes sont expo- sées aux risques du chômage, les fonctionnaires doivent accepter certains changements en échange d'un statut protecteur. Les messages et les réformes que Jospin doit faire passer, ne désespèrent les fonctionnaires, cœur battant du « peuple de gauche ».

Jean-Michel Bezat

L'irrésistible cycle de la famine en Somalie

par Jean-Jacques Graisse et Ken Menkhaus

Dans les régions du sud de la Somalie, la famine a réapparu, menaçant plus d'un million de personnes. Les causes de cette famine, pour familières qu'elles soient, sont alarmantes : mauvaises récoltes successives, conflits armés incessants, au banditisme, à l'effondrement du pouvoir. Tous symptômes de ce que l'on désigne désormais sous l'appellation d'« urgences complexes ».

Les crises humanitaires dans la Corne de l'Afrique et les autres régions arides qu'elles engendrent presque tous les ans depuis les années 70 ont montré les limites de l'aide humanitaire dans ces situations de ce type. Au moment où les organisations des Nations unies et les organismes de secours non gouvernementaux mobilisent les ressources et préparent les stratégies d'urgence à l'échelle régionale, la situation en Somalie, une discussion franche s'impose sur ce qu'il est possible de faire et ce qu'il est impossible de faire dans les régions touchées.

Ce qui rend la complexité de ces situations d'urgence, c'est qu'elles sont liées à des crises politiques, non à des catastrophes naturelles. En Somalie, les conflits armés et les invasions ont aggravé l'insécurité alimentaire. La transformation de la famine en famine est, elle, une affaire qui pille les réserves familiales, brûlent les villages, contraignent les populations à se déplacer, perturbent les mécanismes traditionnels de survie et bloquent les ports. Les milices et les bandes ne sont en aucun cas des acteurs de ces crises, même si elles prétendent

s'inquiéter de leur sort auprès des médias.

Pis encore : le sud de la Somalie, pour l'essentiel, dans un délabrement politique tangible. Les progrès réalisés ces dernières années par les coalitions de chefs de communauté, d'hommes d'affaires et de notables pour mettre en place une administration locale ont récemment subi un coup d'arrêt dans tout le sud du pays, en général, et des miliciens, peu désireux de s'engager dans un régime de droit.

A mesure que la guerre s'intensifie, les communautés sont de plus en plus contraintes à discipliner les bandes armées dont elles risquent d'avoir besoin pour se défendre contre d'autres clans. Au sein des milices mêmes, les disputes entre les miliciens non payés et leurs chefs sont courantes. Au fur et à mesure que la région se trouve prise dans un processus de destruction qui la ramène à la situation d'anarchie qu'elle a connue en 1992 et qui crée pour les organismes de secours un environnement où ils éprouvent les plus grandes difficultés à opérer.

Bien que la communauté internationale reconnaisse la nature politique de ces crises, celle-ci n'est pas la seule. Les solutions humanitaires à ces problèmes politiques. Lorsqu'une intervention humanitaire devient un substitut à une stratégie politique, il en résulte une série de dilemmes et de choix pénibles pour les organismes de secours et pour le monde entier.

Ce problème se pose en ces termes : l'aide alimentaire et les autres formes de secours fournies

dans le cadre d'opérations d'urgence complexes sont considérées par les acteurs locaux comme un bien crucial pour lequel il faut se battre et une ressource dont il faut priver l'ennemi. Le plus souvent, une petite partie des secours est tournée par les milices (la presse exagère parfois l'ampleur de ces détournements). Dans le pire des cas, les critiques prétendent que l'aide alimentaire tend même à exacerber les combats et à prolonger les guerres.

Les vingt dernières années, les Nations unies, le Comité international de la Croix-Rouge et les organismes privés de secours ont eu recours à diverses techniques pour remédier partiellement à ce problème. Le Programme alimentaire mondial, par exemple, sous-traite la responsabilité des livraisons d'aide alimentaire aux hommes d'affaires locaux en échange d'une « caution

mentaire suffisamment à l'avance : cela donne aux organismes d'aide davantage de pouvoir pour mobiliser l'appui local et préparer les interventions d'aide. La distribution de l'aide alimentaire a été décentralisée afin de prévenir ou de minimiser les mouvements de population. On préfère les produits de moindre valeur, comme le sorgho, qui présentent moins d'intérêt pour les pilliers. La responsabilité de la distribution des vivres est de plus en plus souvent confiée aux « anciens », aux chefs de village et aux groupements féminins, qui sont parfois en mesure de mobiliser la communauté pour tenir les milices à distance. Enfin, les opérations de secours sont désormais plus efficacement associées à des activités d'aide au relèvement pour permettre aux communautés de reprendre rapidement, une fois l'urgence passée.

Ces mesures – et d'autres encore – ont fait diminuer les détournements d'aide du fait des milices, mais un rôle accru des acteurs locaux dans les interventions d'urgence.

Il ne faut pourtant pas perdre de vue que ces mesures sont capables de compenser qu'en partie les dilemmes des opérations de secours mises en œuvre dans le cadre de crises d'urgence complexes. Les organismes d'aide – locaux ou in-

ternationales – qui prétendent être à l'abri des problèmes de livraison d'aide dans des crises de ce type trompent le public. Les stratégies en chambre qui pensent que la solution aux livraisons d'aide humanitaire dans des crises d'urgence complexes est une simple question de technique se fourvoient. Il n'y a pas de solution miracle.

Dans les régions comme le sud de la Somalie, les organismes de secours n'ont d'autre choix que de faire preuve de créativité dans un environnement d'anarchie et de pillages. De même que l'on ne saurait s'attendre à avoir pour mission de faire trop d'illusions sur les opérations de secours : pour créatives qu'elles soient, elles ne pourront jamais remplacer une action diplomatique sérieuse visant à traiter les causes politiques de ces crises.

Jean-Jacques Graisse est sous-directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, l'organisme des Nations unies chargé de l'aide alimentaire.

Ken Menkhaus est professeur adjoint de science politique au Davidson College (Caroline du Nord), actuellement consultant au Bureau des Nations unies pour le développement de la Somalie.

L'exciseuse est-elle une criminelle ?

par Geneviève Calame-Griaule

Le procès de l'exciseuse Hawa Gréou (le 4 février) pose – une fois de plus – le problème de l'attitude de la justice française devant cette coutume considérée comme une mutilation sexuelle barbare, dont le but serait, selon certains, d'empêcher le plaisir sexuel chez la femme, qui est traitée comme un crime de droit commun passible de longues années de prison.

Il ne s'agit pas de se poser en ethnologue passiste défenseur à tout prix du maintien des coutumes ancestrales ni d'alerter sur les conséquences graves que peut avoir l'opération, d'autant plus qu'elle est pratiquée dans des conditions souvent dangereuses. Qu'il soit bien clair que, pour ma part, je souhaite la voir disparaître et remplacée, par exemple, par une marque corporelle qui aurait une valeur symbolique, qui est parfaitement concevable dans le système de pensée africain.

Je voudrais simplement suggérer qu'avant de condamner il faut essayer de comprendre les raisons des comportements traditionnels, même si ces raisons ne sont pas toujours senties ni expliquées clairement par les femmes elles-mêmes, surtout lorsqu'elles sont musulmanes, donc souvent coupées de la tradition animiste.

Il faut en effet se reporter à des croyances anciennes, mais toujours vivantes dans la grande partie de la population, et qui, de toute façon, continuent d'influencer les comportements et la psychologie populaires.

Les institutions de la circoncision et de l'excision sont en rapport avec la notion de personne, souvent d'une grande complexité dans les cultures africaines. Selon les mythes d'origine, la règle des naissances par le dieu créateur pour les êtres humains était la gemellité, c'est-à-dire qu'il ne devait naître que des jumeaux, opposés. Cette règle ayant été perturbée par des désordres, les naissances uniques sont devenues les plus fréquentes, et il est demeuré une sorte d'ambivalence à l'égard du humain, ambivalence que la nouvelle règle des naissances uniques aurait dû éliminer complètement. Mais comme il est difficile, même

pour Dieu, d'annuler le désordre une fois qu'il a été créé, une trace s'est réfugiée dans les pratiques sexuelles des humains. Le principe de sens opposé à pour support le prépuce de l'homme et le clitoris de la femme (notions qui ne sont pas sans rapport pour la psychanalyse). Débarrasser l'individu de ces organes, donc du principe gênant, conçu comme une opération indispensable pour qu'il puisse sa pleine sexualité masculine ou féminine (selon le sexe dominant) et donc sa fécondité adulte, essentielle pour la survie du groupe dans la pensée traditionnelle.

Les institutions de la circoncision et de l'excision sont en rapport avec la notion de personne, souvent d'une grande complexité dans les cultures africaines

L'excision est censée être la condition qui permet à la femme de concevoir des enfants, d'où la remarque de M^{me} Gréou que, dans son pays, « si la fille n'est pas excisée, elle ne peut pas se marier ». Quant au droit au plaisir sexuel pour la femme, de nombreux témoignages d'ethnologues prouvent qu'il est parfaitement reconnu, y compris dans les ethnies où l'excision est pratiquée.

Cette « forgeronne » soninké, qui, selon le témoignage du Monde, s'est expliquée par une grande dignité, doit-elle vraiment être considérée comme une criminelle ? Doit-elle être mise sur le même plan que les « droits communs » ou même les pervers sexuels ?

Geneviève Calame-Griaule est ethnologue, directrice de recherche honoraire au CNRS.

Actualité, économie, loisirs,
sport, tout ce que vous
aimez dans ce journal est dans
la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine.
Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F*.

* maximum conseillé au 4/01/99, hors taxes, déduction d'impôt.



ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 11 FÉVRIER 2000

ÉNERGIE Le projet de gouvernement allemand d'abandonner le nucléaire ne devrait pas avoir d'incidence immédiate sur la Cogema, estime dans un entretien au Monde son PDG, Jean Syrota. ■ LES CONTRATS signés en 1990 avec les électriciens allemands devraient être exécutés. Pour la dizaine d'années à venir, le chiffre d'affaires attendu est

de l'ordre de 30 milliards de francs. ■ L'AVENIR du nucléaire est assuré à moyen ou long terme, estime M. Syrota. Il se défend des accusations de manque de transparence qui lui sont

souvent faites. ■ UNE RECOMPOSITION de l'industrie nucléaire mondiale est en cours, après le rachat du fabricant américain de réacteurs nucléaires Westinghouse par ■ britan-

nique BNFL. ■ L'ENTREPRISE publique pourrait jouer un rôle moteur dans la réorganisation des participations minières de l'Etat que le gouvernement souhaite engager.

L'Allemagne ne peut remettre en cause les contrats avec la Cogema

Le PDG de la société publique de retraitement, Jean Syrota, estime, dans un entretien au « Monde », que les engagements internationaux seront tenus, même si le nucléaire est abandonné outre-Rhin. Il se défend du manque de transparence dont l'entreprise est souvent accusée

« L'Allemagne envisage toujours d'abandonner le nucléaire, mais sans fixer de date butoir. Quelles sont les répercussions pour la Cogema ? »
« Si je me réfère aux récentes déclarations du chancelier Schröder, la situation a évolué par rapport à l'engagement électoral SPD-Verts. Le gouvernement a écarté la perspective d'un retraitement du nucléaire en 2010. Mais les négociations avec les électriciens allemands, entre les contrats signés en 1990, entre les électriciens allemands et la Cogema, sont concurrentes à la Cogema. Elles pourraient être exécutées. Les électriciens allemands ont pour leurs clients une importance. Pour la dizaine d'années à venir, le chiffre d'affaires attendu est de l'ordre de 30 milliards de francs. »
« Quels sont les accords avec les électriciens et les gouvernements ? »
« Deux types de contrats ont été signés en 1990 : d'une part, des contrats commerciaux entre les électriciens allemands et la Cogema pour des opérations de retraitement entre 2000 et 2010 et, d'autre part, un accord entre les gouvernements français et allemand. Ce texte stipule que les gouvernements

ne mettront pas d'obstacle à l'activité des producteurs d'électricité vers la Hague et n'empêcheront pas le retour des déchets vers leur pays d'origine. Ce texte a une signification juridique très forte. Dans la hiérarchie des actes, un traité international est au-dessus des lois et ne peut donc être dénoncé par une loi. Si d'aventure, l'Allemagne violait ce traité, elle se pourrait être invoquée comme un cas de force majeure en ce qui concerne les contrats commerciaux. »
« Comment réagissez-vous aux accusations d'absence de transparence ? »
« Il est de bon ton dans un certain nombre de milieux de dire que la Cogema pêche par un manque de transparence. Il s'agit d'une culture de l'opacité. Les origines militaires du nucléaire. C'est une situation qui ne nous empêche absolument pas et nous faisons le maximum pour un pays méritant cette critique. Nous organisons des visites de sites, expliquons dans le menu des impacts sur l'environnement, des impacts de l'information sur les milieux dysfonctionnement, des impacts des déchets économiques. Nous en faisons beaucoup, nous sommes prêts à

en faire encore davantage. Nos installations sont contrôlées de manière infiniment plus fréquente et plus approfondie que bien d'autres secteurs d'activités. »
« Vous donnez peu d'informations concernant les prix. »
« Il y a une limite à respecter, car si je ne fais pas respecter l'entreprise qui affronte une concurrence très rude sur son marché mondial. Donner de façon détaillée sur la place publique les coûts commerciaux, les coûts et les services technologiques est impossible. Il en est ainsi pour n'importe quel industriel. »
« Vous ne savez pas gérer les situations de crise. Pourquoi ? »
« Cette impression vient de ce que, jusqu'à présent, nous n'avons eu à gérer que des crises sans fondement réel. Des informations erronées nous ont conduits régulièrement sur certaines organisations, dont la plus célèbre est d'obtenir l'arrêt des activités à La Hague. Prenons un exemple récent remontant à novembre 1998. Depuis longtemps, nous pressentions que nous serions critiqués un jour pour nos déchets de krypton 85, un gaz rare qui ne se fixe pas et constitue donc un élément sans danger pour la santé. Nous avons informé les populations locales et diffusé, dans

différentes brochures, de nombreuses informations sur ce sujet. Cela n'a pas suffi. Le jour où une de ces organisations a fait de découvrir ce gaz, et a cherché à faire croire qu'il était très dangereux, nous nous sommes trouvés dans une situation où nous n'avions rien fait. Les agences de presse, puis les médias ont repris cette « révélation » avant de chercher à la vérifier. Ils lui ont donné un grand écho, avant de reprendre, en trois lignes, deux jours plus tard, les démentis de différentes sources autorisées et compétentes. »
« A La Hague, le 19 janvier, la direction a-t-elle incité les salariés à manifester leur hostilité à la venue de Daniel Cohn-Bendit ? »
« Nous ne vivons pas dans un régime stalinien à La Hague. Nous

avons naturellement payé nos salariés à manifester une quelconque hostilité. M. Cohn-Bendit nous a souhaité venir visiter nos installations. Nous avons fait le maximum pour que cette visite soit dans des conditions convenables, même si c'est le cas chaque année pour plus de 10 000 personnes. C'est vrai que la visite d'une personnalité politique antinucléaire est une exception à un caractère exceptionnel. M. Cohn-Bendit était aussi, semble-t-il, attendu par d'autres que nos salariés. Que je sache, cela ne nous a pas mieux passé pour lui quelques jours plus tard dans le Nord. »
« Comment voyez-vous l'évolution du nucléaire, qui s'apprête à vivre une période de moindre croissance ? »
« Nous assistons à une recomposition dans l'industrie mondiale. Je ne vois pas pourquoi ce qui est valable pour d'autres secteurs ne le serait pas pour le nucléaire. Notre concurrent BNFL a acheté le fabricant américain de réacteurs nucléaires Westinghouse et cherche à se rapprocher de l'allemand Siemens. Son objectif est d'avoir une base industrielle et de services plus large et une présence plus développée dans le monde. L'équivalent en France correspondrait à un rappro-



JEAN SYROTA

Le gouvernement souhaite réorganiser ses participations minières

DEPUIS plusieurs semaines, le gouvernement a engagé des négociations avec les différents partis néo-calédoniens, la Cogema, Eramet et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) pour réorganiser ses participations minières (Le Monde du 30 janvier). Tous avancent avec la plus extrême prudence. « On peut prendre un jour, des semaines ou même ne jamais aboutir », commente un porte-parole. Au ministère des finances, les rumeurs circulent : « Beaucoup de rumeurs circulent. Mais risquer de vous en faire le démentir le plus formel », dit-il à un porte-parole. Il ne s'agit pas de créer un vaste groupe minier mêlant tous les intérêts de l'Etat, comme le BRGM depuis longtemps certains membres du corps des Mines. Dans l'esprit du gouvernement, la volonté est de trouver des solutions à des problèmes que Matignon ne peut plus résoudre : le premier lieu, concilier les intérêts néo-calédoniens et ceux d'Eramet, afin d'éviter le débâclement de passions comme en 1997, lors des négociations de l'indépendance d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ; en second lieu, en finir avec la ges-

tion erratique des actifs miniers du BRGM et sauver ce qui peut l'être encore. Pour réaliser ce projet, le gouvernement s'appuie sur la Cogema, la seule disposant d'une importante infrastructure et expertise, en matière de nucléaire, des mines (exploitation de mines d'uranium et d'or) proches de ceux du BRGM et d'Eramet. Les négociations les plus intenses tournent autour d'Eramet. Le gouvernement cherche les moyens pour sauvegarder les territoires de l'Etat et le développement du nickel. Cette mesure de justice permettrait aussi de pérenniser l'activité de la SLN, filiale d'Eramet dans le nickel, présente en Nouvelle-Calédonie. Selon le schéma imaginé, l'Eramet, la holding publique qui détient 54,5 % du capital d'Eramet, transférerait une partie de ses actions contre des titres de la SLN. Ces actions seraient apportées à un fonds d'investissement néo-calédonien, créé à cette occasion et détenu à parité par les provinces Nord et Sud de l'île. L'Etat serait prêt à leur céder 20 % à 30 % du capital de la SLN. Les titres seraient portés sur le valorisation de la SLN et, surtout, sur le niveau de la participation des provinces de Nouvelle-Calédonie.

Dans la foulée, le restant des titres détenus par l'Eramet pourrait être racheté par la Cogema. Le groupe nucléaire entretient des relations proches avec Eramet : il est associé au développement de la branche manganes, autre métier d'Eramet. Si ce schéma est retenu, la Cogema deviendrait le premier public dans Eramet. Le dernier tiers, de fait, privé. »
MÊTRE FIN À UNE GESTION DÉSTABILISÉE En parallèle, les négociations sont engagées sur l'avenir des actifs miniers du BRGM. Le gouvernement veut mettre un terme à la gestion opaque et désastreuse de ces biens, qui s'est traduite par la perte des mines d'or de Yanacocha, au Pérou, l'un des gisements les plus rentables du monde. Fin décembre 1998, le BRGM a divorcé, dans une totale discrétion, son partenaire australien Normandy Seldoon : leurs relations avaient tourné à l'aigreur depuis la perte de l'or au Pérou, seul actif qui intéressait l'australien. Leur société commune, dans laquelle le BRGM avait apporté tous ses titres miniers contre une participation de 35 %, est

en voie de dissolution. Le BRGM devrait récupérer une partie de ses actifs, dont des mines d'or au Soudan, un gisement en Côte d'Ivoire, des permis d'exploration en Afrique du Sud, ainsi qu'une mine de 142 millions de tonnes (21,6 millions d'euros). L'australien reprendrait des mines d'or en Chine, au Ghana, et au Pérou, propriétés du BRGM. Les actifs miniers récupérés par le BRGM devraient être transférés à une société qui pourrait prendre le nom de Cominor. Le BRGM a besoin d'un partenaire sûr pour l'aider à valoriser ses actifs miniers : le gouvernement a demandé avec insistance à la Cogema de prendre les choses en main. Celle-ci deviendrait l'unique majorité de la nouvelle société des actifs miniers. Le BRGM et la Cogema négocient pour définir le périmètre de la société, arrêter le prix à payer par la Cogema pour entrer dans le capital et déterminer le fonctionnement de la société commune. Les discussions pourraient aboutir d'ici à la fin du premier

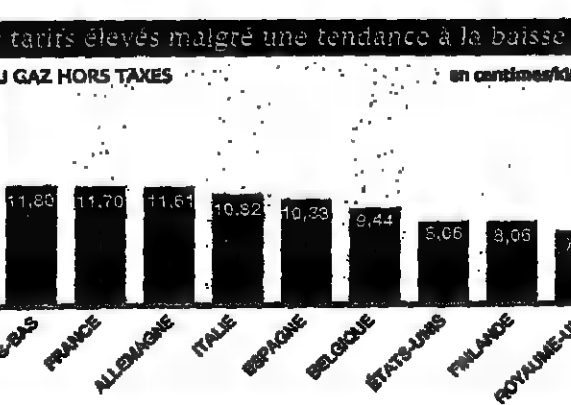
trimestre. « J'ai vu ce sondage, je ne sais pas comment la question a été posée. Nous sommes régulièrement consultés d'opinion, si elles ne nous pas en ce sens. Il y a d'ailleurs un large consensus exprimé en faveur du BRGM au niveau politique en France. Quand vous parlez de « lobby », je pense plutôt à un lobby antinucléaire, dont la présence est constante dans les médias, mais en soulignant qu'il n'a pas réussi à dégrader le sentiment positif de l'opinion à l'égard de notre industrie. »

Martine Orange

Propos recueillis par Dominique Gallot

Gaz de France a connu en 1998 une année record

■ MIEUX RÉSULTATS ■ particulièrement grâce à une forte progression de nos performances commerciales, 3 à 4 % de croissance moyenne sur le marché de l'énergie qui a progressé d'un peu plus de 1 %. Pierre Gadonneix, président du Gaz de France (GDF), affichait sa satisfaction en dressant, mardi 9 février, le bilan de l'année 1998. Celle-ci a vu les ventes directes de gaz augmenter de 7,5 % en volume, l'arrivée de 160 000 clients supplémentaires - qui en font un record historique -, le rattachement de 280 nouvelles communes au réseau, en hausse de 30 %, sans oublier le décollage des commandes de centrales de cogénération, produisant l'électricité et de la chaleur à partir du gaz, et le démarrage du gaz naturel de ville plus d'un million de nouveaux utilisateurs de carburant propre, contre sept en 1997. Le chiffre d'affaires a progressé de 6,3 % par rapport à 1997 pour atteindre 58,7 milliards de francs (8,95 milliards d'euros). Le bénéfice, après rémunération de l'Etat, progresse de 67 %, à 2,5 milliards de francs. « La rentabilité d'exploitation a été de 11 à 12 %, soit l'équivalent de firmes concurrentes dans notre secteur, note le président du GDF. L'année 1998 reste une étape importante dans la stratégie du Gaz de France pour



En 1998, le marché du gaz s'ouvrait à la concurrence européenne. Cette ouverture intervient alors que le gaz est en hausse en Europe. Présenté comme l'une des énergies les moins chères, les tarifs ont régulièrement baissé. Pour les clients industriels, dont la consommation est supérieure à 100 gigawattheure par an, la France, en proposant un prix hors taxes inférieur à 7 centimes par kilowattheure (kWh), se classe per-

mais 20 % de la croissance, estime le patron du GDF. En France, où plus de 80 % de l'électricité est produite par les centrales nucléaires d'EDF, la cogénération « viendra en complément d'une utilisation optimale de ce parc ». GDF s'est fixé trois axes de développement : « S'appuyer sur ses points forts en France comme la distribution et le génie climatique pour continuer à développer à l'étranger, qui représente 10 % du chiffre d'affaires et devrait passer à 20 % ; renforcer le rôle de la France comme plaque tournante de l'Europe ; et assurer une production en propre ». L'entreprise publique a acquis en mer du Nord britannique des participations dans des champs conformément aux accords signés avec Elf et Total. « Nous avons accru significativement notre rôle de producteur. En 2001, nous représenterons 3 % de nos approvisionnements, pour monter à 15 % en 2005. » Une autre tâche est d'adapter les contrats à la concurrence. « Nous cherchons avec nos fournisseurs les moyens d'introduire plus de souplesse dans nos contrats d'approvisionnement à long terme : ceux-ci représenteront encore, dans le futur, l'essentiel, même si nous envisageons aussi de traiter à court terme. »

D. G.

France Télécom augmente le prix de l'abonnement de 10 francs par mois

FRANCE TÉLÉCOM a annoncé, mardi 9 février, ses nouveaux tarifs, caractérisés par une hausse de l'abonnement et une baisse de nombreux tarifs de communication. Au 1er mars, le prix de son abonnement téléphonique sera de 12 %, passant de 1,14 franc la minute à 1 franc TTC, en plein tarif. Parallèlement, le prix des communications internationales enregistrées sera baissé de 10 % en moyenne sur le prix à la minute. La plage horaire à demi-tarif (valable en semaine de 19 heures à 8 heures) sera étendue à la fin du samedi, et commencera le vendredi à 19 heures pour s'achever le lundi à 8 heures. Autre innovation, la mise en place prochaine d'un abonnement « social », à la demande expresse du gouvernement. Ce dispositif aura pour objectif de proposer une réduction sur le prix de l'abonnement principal aux personnes handicapées à des tarifs économiques ou à certains handicaps. Les modalités seront fixées par décret. Une majorité des abonnés verra leurs factures augmenter. France Télécom s'apprête en effet à appliquer une hausse du prix de l'abonnement de 14,7 %, qui passe-

ra de 12 francs à 13,84 francs TTC par mois, tandis que le prix des communications locales sera inchangé. Le tarif des renseignements téléphoniques augmentera, lui, de 21 % à 4,50 francs (au lieu de 3,71 francs). Ces diverses mesures ont fait réagir la Fédération syndicale SUD, qui regrette que les principaux bénéficiaires de cette réforme tarifaire soient les entreprises, grosses consommatrices de communications longues distances, et non la majorité des utilisateurs. Les communications locales, rappelle le communiqué, représentent 60 % de la dépense moyenne des particuliers. « Avec ce réaménagement, nous terminons le processus de rééquilibrage entamé il y a quatre ans », explique Carole Fouchet, directrice de la relation marketing grand public de France Télécom. « L'abonnement est en dessous du coût qu'il représenterait », précise-t-elle. En cinq ans, le prix de l'abonnement a augmenté de 70 %. Dans le même temps, celui des communications nationales est passé de 2,30 francs à 1 franc la minute en tarif normal, soit une baisse de plus de 50 %.

Emmanuel Paquette

Le débat entre la Deutsche Bank et les organisations juives est sur la bonne voie

Négociations sur l'indemnisation du travail forcé

LE SECRÉTAIRE général du Congrès juif mondial (CJM), Israel Singer, s'est montré plutôt satisfait à l'issue de sa rencontre, lundi 8 février, à Washington avec Bodo Hombach, ministre de la chancellerie allemande, bras droit de Gerhard Schröder, et Rolf Breuer, président du directoire de la Deutsche Bank.

Cette réunion portait notamment sur l'opposition du CJM au rachat de la banque américaine Bankers Trust par la Deutsche Bank - si cette dernière ne reconnaissait pas la responsabilité financière des survivants de l'Holocauste -, plus largement sur la constitution d'un fonds d'indemnisation des victimes du travail forcé dans les camps nazis, fonds qui sera financé par les entreprises allemandes qui en ont profité.

Nous sommes sur la bonne voie (...) pour trouver une réponse morale, matérielle et historique aux demandes des victimes de l'Holocauste, a commenté M. Singer à l'issue de la réunion, précisant : « Nous parcourons un long, long chemin aujourd'hui. Nous nous orientons dans la bonne direction. Si nous continuons de cette façon, il n'y a pas de raison de parler de boycottage de la fusion bancaire ». M. Breuer a déclaré qu'il s'attendait que la fusion respecte le calendrier prévu et se fasse d'ici la fin du deuxième trimestre. Il a rappelé, dans un entretien diffusé mardi 9 février, que l'acquisition de Bankers Trust n'aurait plus de logique économique si elle tardait trop.

Elan Steinberg, porte-parole du CJM, a confirmé qu'il espérait « pouvoir rendre compte aujourd'hui ou demain à Alan Hevesi [le contrôleur des finances de la ville de New York], de nos discussions constructives et encourageantes ». Il a indiqué que les différentes parties étaient d'accord pour « travailler en coopération plus qu'en affrontement ».

Les groupes de travail auxquels participent les grandes entreprises allemandes créés et commenceraient à se réunir en

PARTIE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG

La Deutsche Bank a reconnu jeudi 4 février qu'elle avait participé au financement de la construction du camp d'extermination d'Auschwitz. Dans un entretien au quotidien allemand du 9 février, M. Breuer a indiqué qu'après la réunification allemande, des archives inaccessibles avaient été ouvertes et que l'information récemment découverte sur le financement d'Auschwitz n'était peut-être que la partie émergée de l'iceberg. « Il y a encore des archives dans les pays d'Europe centrale qui n'ont pas été étudiées, et aucun pronostic sur ce qu'elles contiennent n'est possible ».

M. Hombach, chargé de mener les négociations de « réconciliation » entre les organisations juives et les grandes entreprises allemandes, a souligné que les discussions sur la question du dédommagement des victimes n'ont pas la « protection légale des entreprises allemandes contre de futures plaintes » étaient « très, très début ».

Sophie Fay

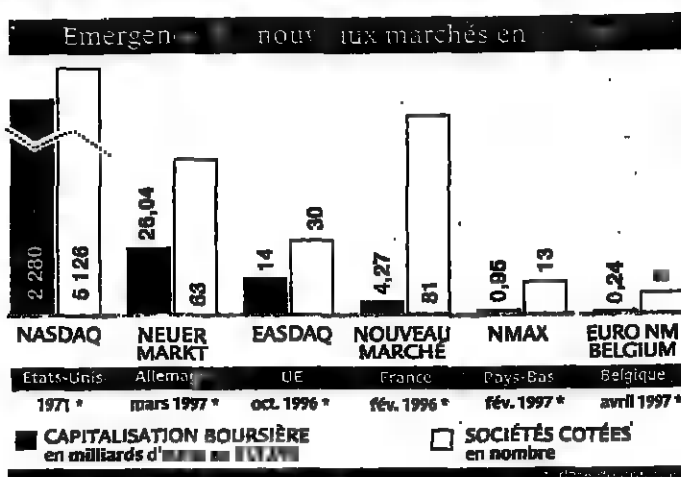
La guerre des nouveaux marchés d'actions fait rage en Europe

Le Neuer Markt allemand est en position de force

Depuis trois ans, les marchés consacrés aux valeurs de croissance sont multipliés en Europe. Malgré un succès de notoriété, le Nouveau Mar-

ché parisien, qui soufflera sa troisième bougie le 14 février, n'a pas acquis une dimension européenne et cherche à attirer des sociétés

de plus grande taille. Les tentatives d'harmonisation au sein du réseau EuroNM ne vont pas assez vite au goût des investisseurs institutionnels.



valeurs de croissance du RM et du Nouveau Marché.

Les responsables du marché français, qui le Neuer Markt préfère un jour s'aligner avec l'Easdaq, à Bruxelles, la (14 milliards d'euros) d'avantage comparable. Le concept n'est pas dénué de fondements, si l'on écoute Erik Hallmann, le vice-président de l'Easdaq en charge du développement, qui affirme que le Neuer Markt allemand a proposé, l'été 1998, de racheter 51 % du capital du marché bruxellois. Ce que Jan Altmann, porte-parole de la Deutsche Börse (maison mère du Neuer Markt), qui affirme que « la dernière fois que nous avons eu des discussions », selon le porte-parole, « le réseau EuroNM a lancé, le Neuer Markt fera tout pour le développer ».

STRATÉGIE DIFFÉRENTE L'Easdaq est un marché privé, créé en 1996 pour les institutions financières. Ce marché électronique, dès le départ, adopté une stratégie résolument différente de celle du Neuer Markt. Ce dernier cherche à attirer des sociétés de plus grande taille, ce que le Neuer Markt ne fait pas. En revanche, l'Easdaq a voulu jouer la carte européenne, estimant que les sociétés européennes devraient être transférées certaines

saluée comme un événement majeur de la finance européenne. Ces marchés s'insèrent dans le cercle vertueux qui met en place en Europe sur le modèle des Unis : le capital-risque finance les jeunes sociétés de croissance qui viennent ensuite pour une nouvelle catégorie d'investisseurs. Cela permet de renouveler et dynamiser l'industriel en Europe.

LE RISQUE LA MULTIPLICATION

Mais aujourd'hui, les investisseurs plaignent la multiplication des marchés : celle-ci par autant la liquidité déjà peu élevée que les places, les opérateurs qui gèrent les portefeuilles sectoriels de valeurs technologiques et la biotechnologie veulent pouvoir arbitrer les valeurs entre eux et ne veulent être obligés de disperser leurs forces (être membres des différents marchés à passer par différents systèmes de négociation de règlement génère des coûts).

Or la tendance actuelle serait plutôt à l'accroissement du nombre de marchés. Ainsi, le Nuovo Mercato italien a officiellement admis au sein du réseau EuroNM le 29 janvier. Selon Clampetto Ferrari, directeur du marketing de la Borsa Italiana, « ce marché ouvrira ses portes en avril ». M. Ferrari, reconnaît M. Ferrari, « le tissu industriel italien ne dispose pas de beaucoup de valeurs de technologie ». Ce lancement devrait être suivi par ceux des nouveaux marchés suédois et néerlandais.

Inévitablement, le temps viendra où il faudra réconcilier les intérêts des investisseurs internationaux et des banques nationales. Si les grandes banques internationales décident qu'il faut un marché unique de valeurs de croissance en Europe, les responsables de ces marchés devront se mettre autour d'une table, comme cela a déjà été fait pour la plate-forme paneuropéenne des grandes valeurs.

Enguérand Renault

Le franco-russe Starsem lance quatre satellites américains

BAÏKONOUR

de l'envoyé spécial de la constellation de téléphones Globalstar ont été lancés, mardi 9 février à 04 h 54 (heure française), par un lanceur de type Soyouz, en œuvre par la société Starsem. Ce lancement est important pour les raisons.

La première fois que Globalstar n'a pas fait lancer de satellites depuis septembre 1998. A cette époque, la filiale de Loral Space and Communications, et l'Alcatel, a perdu douze millions d'un coup, l'explosion de la fusée ukrainienne Zenit-2. Coûtée à 240 millions, la chute de la Globalstar. Cet échec a contraint la société à différer plusieurs fois le lancement de sa constellation, qui devait compter, lorsqu'elle sera opérationnelle, quarante-huit satellites en service plus quatre en réserve. A ce jour, les satellites ont été mis sur orbite par des fusées américaines. Le succès d'aujourd'hui est donc « une victoire commerciale dès le mois de septembre ».

La société franco-russe Starsem, la créant en 1996, Aerospace (35 % des parts), ArianeSpace (15 %), l'Agence spatiale européenne (25 %) et la société Samara, constructeur des Soyouz (25 %), ont joué un bon coup. Starsem a pu offrir les services de la fusée russe Soyouz, convoitée par des investisseurs étrangers soucieux d'ajouter à leur gamme un lanceur de grande puissance. Parallèlement, Boeing s'est offert les services de la Zenit et Lockheed-Martin ceux de la puissante Pégasée russe.

A quelque 35-40 millions de dol-

lars le tir, contre 100 millions pour Ariane-5, la fusée Soyouz, déclinée en deux versions (Ikar et Fregat), a été tirée à plus de 1 650 exemplaires. Malgré les références, la société franco-russe n'avait pas droit, mardi 9 février, à la moindre erreur pour son entrée dans le petit monde concurrentiel des lanceurs de satellites. Selon Jean-Yves Le Gall, PDG de Starsem, ce sont quelque 700 satellites de classe moyenne qui devraient être lancés sur la période 1997-2005, sur des orbites basses et moyennes. Starsem qui a déjà investi 35 millions de dollars à Baïkonour pour offrir aux opérateurs de satellites des conditions « équivalentes à celles qu'ils ont à Kourou (Guyane) » a effectué « quatre à cinq lancements par an pour vivre ». Depuis 1996, pas un tir n'a été effectué. Celui qui vient d'avoir lieu est donc une aubaine et un sésame pour qu'entrent en jeu les commerciaux.

CALENDRIER AMENDÉ

Les lanceurs sont déjà prêts à l'usine Samara qui, à terme, pourrait produire la moitié de sa capacité de production aux États-Unis. Pour l'instant, la firme franco-russe a vendu deux Soyouz à l'Agence spatiale européenne pour le lancement de 24 satellites, avec option pour six autres (le 7 octobre 1998). Le lancement de la constellation Globalstar est confié à la fusée Delta américaine et à la fusée européenne Ariane. Si va bien, la filiale Loral devrait disposer d'un lanceur en bonne fin mai.

Ce calendrier a été maintes fois remis en cause. D'abord par l'échec de la Zenit, mais aussi, et c'est le

troisième élément qui redoutait l'embargo du gouvernement Clinton sur le lancement de satellites de technologie américaine par des lanceurs russes ou chinois. L'affaire a traîné, jusqu'à ce qu'il soit tranché en novembre 1998, à du patenter. Le temps que s'aplanissent les tensions entre l'administration américaine et le constructeur de satellites Hughes, en cause par le Pentagone dans une affaire de transfert de technologie vers la Chine.

Derrière l'embargo existait aussi la question de Washington peser sur la Russie, à laquelle les États-Unis reprochent d'avoir l'iran dans l'élaboration de son programme balistique. Inquiets, les industriels américains ont plaidé leur innocence. Lockheed-Martin a son inquiétude à devoir annuler une année le tir de quelques-uns des Proton qu'il avait prévus. Son vice-président, H. Trice, a fortement souligné « que les relations déjà nouées produisaient de la richesse qui permettaient de maintenir les ingénieurs en place ». En particulier ceux que Pratt & Whitney emploie pour la mise au point du moteur russe RD 180, qui équipera la prochaine famille de lanceurs américains EELV (Evolved Expandable Launch Vehicle).

Fort heureusement, le secrétaire d'État américain Madeleine Albright et son homologue Igor Ivanov ont signé, le 26 janvier, à Moscou, un « Satellite Technology Safety Guards », qui, « s'il n'y a pas de problème des quotas », dissipe une partie des nuages et offre à Starsem l'occasion de se battre enfin sur un terrain où il se batte en mieux que treize Soyouz qu'elle a commandés.

Jean-François Augereau

REPRODUCTION INTERDITE

AGENCE DE PRESSE MEDICALE (REUTERS COMPANY) RECRUTE

REDACTEUR EN CHEF

- Basé à Paris
- Solide expérience journalistique exigée
- Anglais courant

Merci envoyer candidature à

APM INTERNATIONAL
Service des Ressources Humaines
91, rue de la République
75551 PARIS Cedex 11.

Société Allemande recrute en CDD pour le marché (Turquie, Suède, Arabie saoudite, etc.) SUPERVISEURS

- pharmaceutique, ...
- Bilingue anglais indispensable. Envoyer CV avec photo à WLS GmbH, 10000 Berlin, D - 66142

Groupe scolaire privé, 11 rue Le Calva, recrute pour son primaire :

- Des instituteurs ou professeurs des écoles : - expérience 5 ans minimum.
- Salaire français.

Envoyer candidatures (CV, lettre de motivation) à M. LAMÉ, par email au 02022 par email au 01 516 26 08.

Envoyez vos lettres de curriculum vitae à :

- Loder Drew & Associates, 40, rue du Stand
- Attn : M.B. Fontanaz
- Lyons France Nîmes (Nîmes)
- rech. résidents
- hist-géo, angl., EPS, SES.

RECHERCHES

Recherche de comptes fournisseurs

Société de services internationale à forte croissance recherche un professionnel pour ses activités en France.

Importance en Amérique du Nord et avons une opportunité pour un individu à un niveau d'expertise, universitaires, avec à un niveau d'anglais en français. Les personnes peu d'importance mais portera sur une personne qui a une mentalité d'entrepreneur, est à l'aise en informatique courante et est un bon communicateur. Nous offrons une rémunération en rapport avec le poste et deviendra vite au-dessus de la moyenne.

DEMANDES

J.F. sérieux, motivé, 19 ans, parlant néerlandais, base touristique (étude à Bruxelles), ch. emploi réceptionniste, hôtesse d'accueil, employée de bureau.

Tél : 06-82-33-32-42

rech. entreprise pour de qualif. en alternance (GPH) par la CCI de Paris, durée : 1 an.

Tél : 01-42-06-38-20

JURISTE D'AFFAIRES J.F. 45 ans, DESS au 1er échelon, ch. emploi du magistrat d'Asses, stages en droit des sociétés, sûreté et fiscalité. Angl. courant. Rigoureuse et motivée.

Tél : 01-42-06-38-20

EX-POMPIER DE PARIS

15 ans de service et 18 mois d'intendance en chef d'ingénieurs.

Ch. d'équipe d'interventions, gestion des matériels spécialisés : initiation aux risques radiologiques et chimiques, spécialiste secours routiers, chef d'équipes CTE-CME, ch. emploi (ouvert à toutes propositions).

Tél : 01-42-43-83-15

Comment Internet a transformé « Business Week »

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire économique américain évoque l'influence des médias électroniques sur son titre, dont il souhaite développer l'internationalisation – notamment en Europe –, et défend la presse pour son traitement du « Monicagate ».

STEPHEN SHEPARD vit dans un monde global. Il rentre ■ Davos - ses ■ ennemis, ■ Forum économique, tous les grands ■ ce monde ■ s'arrête quelques jours à Paris, ■ l'ambiance feutrée ■ l'hôtel Raphaël, ■ lance à tête d'un hebdomadaire qui diffuse à plus d'un million d'exemplaires, qui ■ référence dans les milieux économiques : Business Week. Rédacteur en chef du magazine depuis 1984, il ■ développer l'internationalisation du titre « pour refléter la globalisation du monde ■ affaires ». « Ce ■ signifie qu'aux Etats-Unis, ■ plus ■ place ■ événements internationaux ■ que ■ proposons trois éditions du magazine ■ Etats-Unis, ■ Asie et ■ Europe, qui ont le plus ■ des couvertures différentes, une moitié ■ magazines ■ commune, l'autre ■ est spécifique ■ la région. ■ Aux Etats-Unis, la ■ région ■ Business Week ne progresse plus. Le magazine compte développer son implantation en ■ terres. L'hebdomadaire diffuse ■ 000 exemplaires ■ Europe ■ 70 000 ■ Asie. ■

« Aujourd'hui ■ intentions nos efforts en Europe. ■ visions ■ diffusion de ■ 000 ■ plaires ■ l'an ■ les principaux marchés de Business Week ■ « là où l'économie ■ plus forte » : l'Allemagne, ■ France et ■ Royaume-Uni. Stephen Shepard s'arrête ■ lance en souriant : « Il y a un problème ■ langage avec la Royaume-Uni ! ■

Le problème ■ langage s'appelle principalement The Economist qui règne en ■ sur son île. L'avantage ■ Angleterre, c'est qu'on y parle anglais, l'inconvénient c'est qu'il y a une forte

concurrence. The Economist et Financial Times. Notre but n'est pas de [] les journaux locaux, mais [] adresser [] responsables ouverts [] l'international, qui peuvent lire l'anglais. Nous [] chance sur le continent. C'est []

■ C'est presque
une extension
naturelle
pour nous de couvrir
la révolution
qu'est Internet ■

Business Week a également des partenariats avec plusieurs éditeurs dans le monde, dont **Le Point** en France, qui traduit plusieurs de ses articles dans une édition spéciale destinée auprès des hommes d'affaires.

Le changement majeur du magazine vient d'Internet. **Business Week** est en ligne. Avant de se lancer dans la course, l'hebdomadaire a été d'accord sur l'importance de la révolution technologique. En 1979, nous étions le premier magazine à avoir une rubrique consacrée aux technologies de l'information, explique le rédacteur en chef, c'est presque une extension naturelle pour couvrir la révolution qu'est Internet. C'est une histoire américaine qui s'étend partout dans le monde. Dans certains domaines, les États-Unis ne sont pas leaders, comme dans la téléphonie mobile par exemple où les Euro-

peuvent son en tête. ■ La vingtaine de journalistes s'occupe du service électronique. « Le défi, c'est comment transformer un hebdomadaire vers la culture et les loisirs, explique Stéphane Sheppard, en forme de Business Week quotidien. ■ nous ne cherchons pas à concurrencer les agences. » L'apparition de ■ exerce une influence ■ le contenu même des journaux. « Le Wall Street Journal, par exemple, s'oriente davantage ■ d'une ■ de presse économique. En même temps, l'accent est mis davantage ■ d'intérêt davantage les événements. ■ nous allons aussi dans ces ■ directions. Sur papier, nous devenons un magazine de points ■ vue. ■

pas idéologiques, mais chaque article a un point de vue, pas seulement une analyse. En même temps, on essaie de faire des liens entre les différents textes. »

« Contrairement à une agence, nous ne voulons pas être nécessairement les premiers à donner les informations sur Internet, pourait-il, mais veut être plus analytiques, plus complets. Nous voulons des articles nouveaux et originaux » les deux supports.

Seulement « tiers » magazine consacré à ce qui s'est passé dans le monde. Nous voulons trouver de bons articles les diffuser, attendre qu'apparait dans l'hebdomadaire, mais nécessairement des nouvelles du jour au de l'heure. »

Le magazine ■■■ réputé pour la qualité de ■■■ reportages, plutôt ■■■■ pour les événements qui le ■■■■ vèle. C'est n'est pas une fonction ■■■■ semblerait être celle des ■■■■ publiés dans des ■■■■ coups, même si ■■■■ n'est pas ■■■■ les semaines ■■■■, résume Stephen Shephard. Il enregistre, Internet ■■■■ influence : ■■■■ Quand ■■■■ information dont on sait qu'elle peut sortir ailleurs avant la publication du magazine, ■■■■ sur Internet. Les ■■■■ informations vieillissent vite. Aujourd'hui ■■■■ un bonjour ■■■■ Crise au web, ■■■■ un mécanisme pour donner ■■■■ informations instantanément. ■■■■ Business Week on line a ■■■■ entrées. L'accès au magazine est payant. Afin de préserver le

■ notre activité », tandis que le journal offre plusieurs services gratuits. Selon ■ Shephard, ■ compte 85 000 abonnés ■ 125 ■ personnes consultent ■ partie gratuite. ■ Nous développons ■ nouvelle audience de gens qui ■ sont pas abonnés ■ magazine ■, se réjouit-il. Selon lui, il n'y aura pas d'opposition entre des services totalement payants ■ d'autres entièrement gratuits. Il y ■ diffi- ■ contenus éditoriaux. Certains seront gratuits d'autres payants, au sein d'un même site ».

« Nous développons une nouvelle audience de gens qui ne sont pas abonnés au magazine »

■ Nous espérons bien sur tirer **un million** de la publicité, qui représente aujourd'hui plus de 1 million de dollars. La publicité change **avec Internet**, elle **est** **de plus en plus liée** **à l'électronique**. ■ **1998**, **Business Week** **l'appelle** **« une année record »**, selon le président de **la maison mère**, McGraw Hill, Harold McGraw III.

Le journal réalise un chiffre d'affaires d'environ 350 millions de dollars (312 millions d'e) et représente un peu moins de 10 % des activités de McGraw Hill, présent dans l'information professionnelle et les services financiers (Standard and Poor).

A.S.

Alain Selles

« C'est très à la mode de critiquer les médias »

SPECIALISTE des affaires économiques, **Blair** peut remettre en question le « Monica » et **Blair** a consacré deux editoriaux à l'affaire et **Blair** avons considéré **Blair** Clinton ne devait pas être démis de ses fonctions, mais qu'il devait être blâmé », explique son rédacteur en chef, Stephen Shepard.

Il est tout autant concerné par le débat sur le rôle des médias dans l'affaire et prend vigoureusement leur défense. La publication du rapport Starr est pour lui de soi : « C'est le réquisitoire contre le président des Etats-Unis. Comment ne peut-il pas paraître ? »

L'OBLIGATION D'EXPLIQUER
De ~~sondages~~ critiques ~~ont~~ accueilli cette publication, faite ~~notamment~~ par Le Monde. Un sondage de la Sofres, ~~réalisé~~ pour Télérama et La Croix, montrait récemment que 88 % des Français condamnaient cette ~~décision~~.

■ **Que doivent faire les médias quand le président a une liaison sexuelle à la Maison-Blanche ? Ne pas couvrir ? Et quand le procureur Starr poursuit le pré-**

sident jusqu'à ... procédure d'« empaechment », «
sexualité sexuelle » presse doit-elle fléchir ? »

Tout en dans le rapport Starr, ... sexualité. La presse avait une obligation d'expliquer
qui passait il y a quelques années, mais le plu-
part des informations ... presse était vraie, y
compris la rabe bleue de Monica. Le président
était de nombreuses fautes, le procureur Kenneth
Starr, dans un mode d'enquête, aussi qui doivent
blâmer ? Les médias ? C'est très à mode ... criti-
quer les médias pour ... qui ... rond
dans la société, c'est une illustration flagrante
d'adoles selon lequel le mieux punir le messager.

Stephen Shepard m'a donné des généralisations :
... monde dans le méd ...
parle-t-on : du New York Times, d'un petit quotidien
local, d'une télévision locale, d'une chaîne nationale,
de ... Drudge ... Internet ? Aux Etats-Unis, il y
a 1 700 journaux, des centaines de radios et de chaînes
de télévision, et maintenant internet ... de qui l'on
parle ? ... médias.

A. S.

Le pacte, conclu pour une durée de cinq ans, entre Vivendi, Canal Plus et Pathé écarte TF 1

LE CONSEIL DES MARCHÉS FINANCIERS (CMF), validé, lundi 11 février, l'accord de préemption réciproque conclu le 12 février entre Canal Plus, Vivendi et Jérôme Seydoux. Selon le CMF, une action d'adhésion de 100 actions d'adhésionnaires ne constitue pas « une action de concert ». Il n'obligera donc pas les trois partenaires à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur le reste du capital de Pathé.

L'avail du TF1 met un terme, au moins provisoire, à la bataille boursière autour du groupe dirigé par Jérôme Seydoux. Pour le moment, l'entrée surprise de TF1 dans le capital de Pathé, Vivendi, le capitaine de Canal Plus, a répliqué et déployé un cordon sanitaire autour

■ ■ ■ de Jérôme Seydoux. Pathé d'ici a été le plus gros proiteur d'un rakter. Son PDG précise qu'il n'a « nullement dans » intentions d'organiser « fusion, qui » soit le sens, entre Pathé et TF1 ou même société » à TF1 ■ ■ ■ actionnaires de référence actuels ».

FIN AU-DELÀ DU TIERS

■ ■ ■ de Jérôme Seydoux, premier actionnaire avec 30,88 % des parts et 46,39 % des droits de vote, Vivendi et Canal Plus contrôlent 28,55 % du capital et 24,26 % des droits de vote. La chaîne cryptée et le groupe de Jean-Marie Messier ont assuré ne pas vouloir aller au-delà du tiers du capital de Pathé.

Selon le pacte d'actionnaires, conclu pour une durée de cinq ans renouvelable, Canal Plus et Vivendi disposeront de quatre sièges au conseil d'administration. Le CMF a précisé les conditions d'application du droit de préemption. ■■■■ la mutation, la transmission ou la cession de titres Pathe, les accords prévoient aussi la perte par M. Seydoux ■■■■ la majorité ■■■■ les holdings de tête du groupe et la signature, sans l'aval de Vivendi et Canal Plus, d'un traité de fusion où Pathe serait absorbé. Avec 8,98 % des parts, TF1 est totalement marginalisée dans le tour de table du groupe de M. Seydoux.

Guy Ethell

France 3 a diffusé un reportage tourné par des CRS de montagne

FRANCE 3 s'est f... piéger par
des CRS de montage. Une partie
des images sur le sauvetage
montagne, diffusées dans le ma-
gazine « Des racines et des
ailes », mercredi 7 février, n'ont
pas été réalisées par les correspon-
dants de reportage. Ce n'était pas
précisé dans l'émission. Les plus
qu'il s'agissait d'images d'embarque-
ment et non de situations
réelles. Cette anomalie a été
révélée par l'émission « Arrêt sur
images » du Cinquième, diman-
che 7 février.

La séquence « l'émission de
Patrick de Carolis décrit la jour-
née d'une équipe de CRS de Gre-
noble, intervenant à l'Alpe-
d'Huez (Isère). Le reportage
montre plusieurs de leurs inter-
ventions pour dégager des vacan-
ciers en difficulté. On voit
diriger le skieur qui s'est
fracturé les deux jambes
sur un rocher, puis soigner un en-
fant qui s'est blessé en sautant
de la tuge et enfin héliporter un
alpiniste coincé sur une paroi
de glace depuis deux heures.

fournies par un CRS **man-**
man, qui a prétendu les avoir
tournées lors d'opérations de
sauvetage.

Il s'agit de **films** réalisés lors
de séances d'entraînement au
cours desquelles les **hommes** jouent
la la **part** le rôle des **criminels** et
des blessés. Ces **exercices** sont
normalement **réalisés** à l'usage
interne des **unités** de **la** **police** péda-
gogiques.

SUPERCHERIE

Ce reportage a **été** fourni à
France 3 par la société de pro-
duction **Tony Comiti**. Lors
du montage **des** visionnages qui
ont précédé l'émission, per-
sonne n'a déploré la supercherie.
Furieux à cette bêtise, qui in-
tervient après les **films** **dealers**
TF1 joués par les gendarmes (**Le**
sergent du **14** janvier), Patrick de
Carolis devrait s'en expliquer
devant les spectateurs lors
de l'émission **«** **Le** **14** **juillet** **»**,
dimanche 14 février, **et** surtout
à la prochaine édition **«** **Des**
hommes **des** **allées** **»**, mercredi

Françoise Chirot

d' h m m e

AVENTURE MODE SAVEURS HIGHTECH

VOYAGES MODE FORME ARTS BEAUTE

SPORT HIGHTECH BEAUTE ARTS SAVEURS

SANTE VOYAGES AVENTURE BEAUTE

LE PREMIER SALON DES AU MASCULIN

**DU 22 AU 28 MARS 1999 ESPACE EIFFEL-BRANLY
PARIS**
ENSEIGNEMENTS TÉL : 01 40 55 53 55 - FAX : 01 40 55 53 59

Cuisine MONSIEUR Archi-Design FEMME

TABEAU DE BORD

AFFAIRES

MICROSOFT : l'éditeur de logiciels américain Microsoft a annoncé lundi une alliance avec l'opérateur britannique BT (ex-British Telecom) pour développer des services d'accès à Internet à partir d'un téléphone mobile. Microsoft évalue les investissements à 1 milliard de dollars (millions d'euros) sur cinq ans.

NETSCAPE : Netscape et Nextel, un spécialiste de télécommunications portables, sont alliés pour développer un outil d'accès et de navigation sans fil (portable) Internet, selon un communiqué commun lundi. Motorola, qui fabrique des téléphones, et Unwired Planet, un fabricant de logiciels de navigation pour cellulaires, sont également associés à cette alliance.

METALLGESELLSCHAFT : le conglomérat allemand a fait part, lundi, d'un volontairement reculer sur ses activités chimiques et dans l'ingénierie. Il a annoncé l'acquisition de 74,83 % de GEA, un groupe d'ingénierie appartenant à une banque suisse, Guyerzeller.

PERNOD RICARD : le groupe de spiritueux a confié à la banque d'affaires JP Morgan une mission portant sur le devenir de la marque américaine Voo-Hoo (boissons chocolatées) après l'éventuelle cession d'Orangina, selon un communiqué publié lundi 9 février.

PSA : la CGT a appelé à reprendre les débrayages mercredi 10 février sur le site Peugeot-Sociaux pour protester contre le nouvel accord sur les heures proposé par la direction vendredi 9 février.

UCANSS : évoquant une « pseudo-négociation », les fédérations CGT et CFTD de la protection sociale s'inquiètent d'un accord possible FO et l'Union des classes nationales de sécurité sociale (UCANSS) concernant l'application des 35 h pour les quelque 180 agents de la Sécurité sociale.

SCETA : filiale de la SNCF a été rachetée par la SNCF. L'opération, qui regroupait des participations filiales pour

permettre un « mode de fonctionnement plus simple et efficace ».

COMMERCE ELECTRONIQUE : le groupe américain USA Networks va annoncer mardi la fusion de sa filiale télévision câblée Home Shopping Network avec Lycos, moteur de recherche sur Internet spécialisé dans le commerce électronique, affirme mardi le Wall Street Journal dans son édition interactive.

AMERICAN AIRLINES : PDG de la compagnie a lancé un appel aux pilotes ayant décidé de ne pas présenter leur travail lundi, causant l'annulation de quelque 300 vols intérieurs, de reprendre leur poste plus vite. Ils protestent contre les conditions d'intégration dans la compagnie des 300 pilotes. La compagnie Reno Air, récemment acquise par American, qu'ils jugent contraires au contrat collectif signé avec les pilotes.

CRÉDIT LYONNAIS : les organisations syndicales de la banque ont demandé à l'Etat de « gérer le processus de privatisation » pour réfléchir à la protection des intérêts des salariés menacés depuis la fusion Société générale - Paribas.

FUSION D'ÉPARGNE : l'intersyndicale CFTD-CGT-Syndicat unifié a lancé une pétition nationale contre le projet de loi de réforme du statut des Caisses d'épargne, afin d'obtenir son retrait, faute de quoi elle appellera à un mouvement de grève reconductible à des la fin février.

BRITISH AIRWAYS : le transporteur britannique a enregistré pour la première fois depuis près de quatre ans une perte avant impôts au troisième trimestre. Son exercice achevé le 31 décembre 1998, à 75 millions de livres (108 millions d'euros), contre un bénéfice de 115,2 millions d'euros pour la même période de 1997. Sur les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat avant impôts a chuté de 39,2 %, à 310 millions de livres (446,4 millions d'euros).

COMMERZBANK : la quatrième banque privée allemande a annoncé, lundi 9 février, un bénéfice net de 1,87 milliard de marks (958 millions d'euros) en 1998, en hausse à 47,4 %, selon des chiffres provisoires.

VALEUR DU JOUR

Ladbroke s'offre Stakis

PRENANT jusqu'à présent dans la croissance externe, le groupe hôtelier britannique Ladbroke devrait mettre la main sur une cible de choix. Lundi 9 février, l'opérateur de la marque Hilton en dehors des Etats-Unis a annoncé qu'il avait déposé une offre amicale d'achat sur le groupe britannique d'hôtels de casinos Stakis. Ladbroke a offert 144,25 pences par action Stakis (146 pences en incluant le dividende final pour l'année achevée en septembre) et chaque actionnaire, ce qui valorise Stakis à quelque 1,6 milliard de livres (1,7 milliard d'euros). Cette opération, payée à hauteur de 57,7 % en cash, était échangée contre des titres Ladbroke, devrait être bien accueillie par les actionnaires : l'offre représente une prime de 32 % sur le cours du 3 février, dernier jour de cotation de l'action avant l'annonce officielle de l'opération. Peu convaincu par la stratégie de Ladbroke après l'échec du rachat de la chaîne de jeux de paris Coral l'an dernier, la communauté boursière a salué l'acquisition. Lundi, l'action Stakis a grimpé de 11,35 % à 157 pences, tandis que l'action Ladbroke bondissait de 16,45 % à 269 pences. Même si les analystes s'attendaient plutôt à une opération aux Etats-Unis, qui aurait renforcé la dimension internationale du groupe, cette acquisition devrait permettre à Ladbroke de mieux résister au ralentissement économique et à l'érosion des prix réalisant des

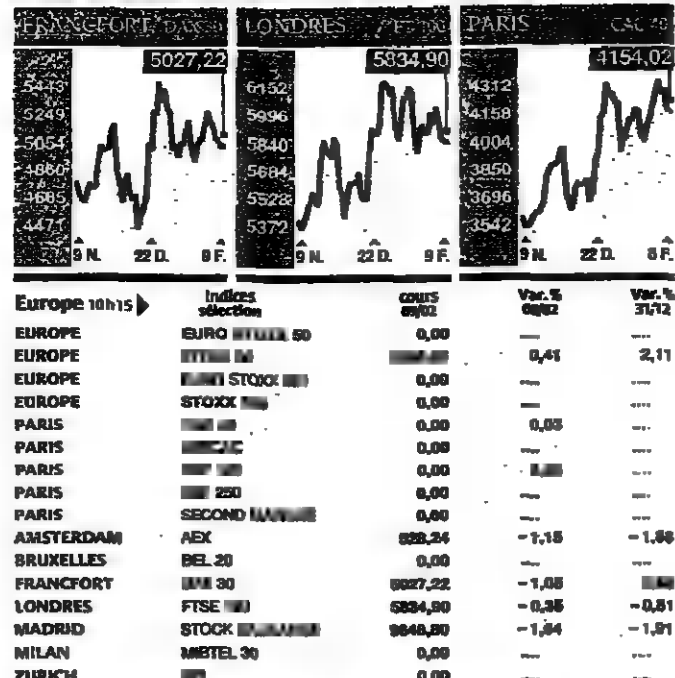
Action Ladbroke



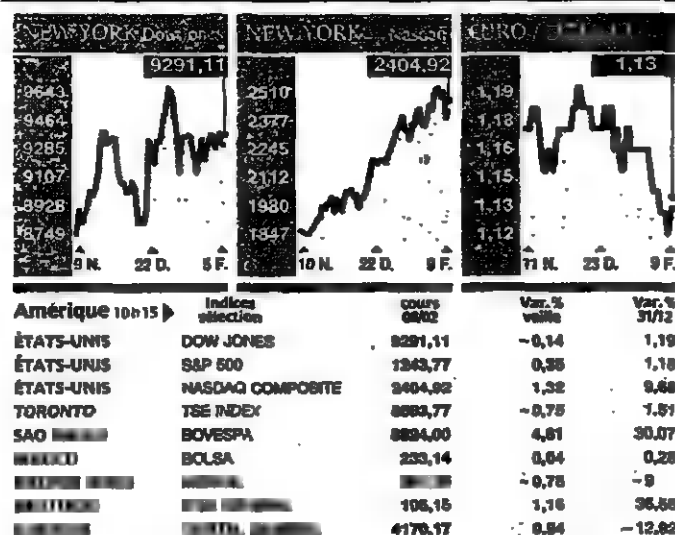
économies d'échelle estimées à millions de livres (23 millions d'euros) en l'an. Stakis gère 54 hôtels, 22 casinos et 70 clubs de remise en forme Royaume-Uni. Les hôtels Stakis prendront la marque Hilton, qui doublera le nombre de chambres de l'enseigne outre-Manche à 16 147, Ladbroke devenant le troisième groupe hôtelier au Royaume-Uni, le premier groupe de clubs de sport et le deuxième opérateur de casinos. Autre bonne nouvelle, Ladbroke a également indiqué qu'il s'attend à un résultat avant impôts et éléments exceptionnels de 276,9 millions de livres (398 millions d'euros) pour 1998, une hausse de 22,3 % et légèrement supérieure aux prévisions des analystes.

Joël Morio

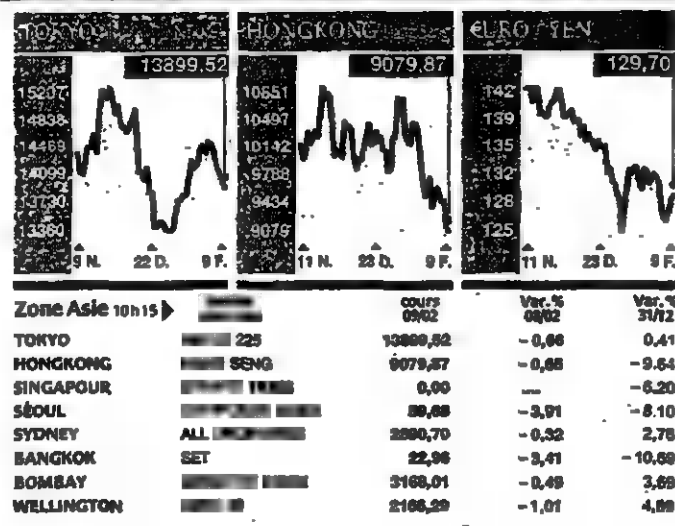
EUROPE



AMÉRIQUES



ASIE-PACIFIQUE



ÉCONOMIE

Les banques américaines moins sévères dans l'octroi de crédits aux entreprises

LES BANQUES américaines ont récemment moins sévères les conditions de prêts aux entreprises, alors qu'elles avaient notablement resserré les conditions de crédit au septembre. À novembre, dans le sillage des turbulences financières, selon une enquête de la NBER (National Bureau of Economic Research) publiée lundi 9 février, d'après une enquête auprès de 55 banques américaines, seulement 7 % de ces institutions ont indiqué avoir durci leurs critères pour les prêts aux entreprises commerciales, moyennes et grandes entreprises. De septembre à novembre, 37 % des banques interrogées avaient rendu leurs conditions de prêts plus sévères.

ÉTATS-UNIS : l'écart entre riches et pauvres ne cesse de s'accroître en Californie, en dépit de l'expansion économique que connaît le plus riche et le plus peuplé des Etats américains, selon une étude rendue publique par le Public Policy Institute of California.

JAPON : le chômage est retombé en décembre, à 5,6 %, sur son niveau le plus bas depuis 1997, après sa poussée inattendue à novembre (+1,3 %). Sur l'ensemble de l'année écoulée, la consommation des ménages japonais a reculé de 2,2 %.

Le Japon : des services économiques du gouvernement japonais Taichi Sakaiya a concédé, mardi 9 février, ne pouvoir exclure la possibilité d'une contraction du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, mais a peu probable une chute de l'économie japonaise depuis quelques semaines. L'économie continuera d'évoluer de manière incertaine, selon lui.

BRÉSIL : des entreprises américaines prévoient d'injecter moins de 16 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros) en investissements au Brésil en 1999, un recul de 22 % par rapport à 1998, selon la Chambre de commerce américaine à Rio de Janeiro, d'après Branco.

UNION EUROPÉENNE : les ministres européens des finances ont invité, lundi, à Bruxelles, l'Italie à

envisager des mesures correctives pour son plan de stabilité budgétaire du fait de prévisions de croissance trop optimistes. Outre l'objectif de réduction du déficit public à 1 % du produit intérieur brut, le plan de Rome prévoit de réduire la dette publique à 107 % en 2001 en se fixant le cible des 100 % pour 2000 (lire page 5).

Le ministre italien du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi, a exclu, lundi, l'éventualité d'un collectif budgétaire pour contenir le déficit public. « Il n'y a pas de collectif budgétaire en vue », a affirmé M. Ciampi.

Les ministres européens des finances n'ont pas fait, lundi, de progrès notables sur la réforme du financement de l'Union européenne. Ils n'ont en particulier pas obtenu d'accord sur le plafonnement des dépenses agricoles, contrairement aux objectifs fixés par la présidence allemande.

Le gouvernement britannique va présenter « dans quelques jours » son plan national de transition à l'euro, a indiqué lundi à Bruxelles, Gordon Brown, le chancelier de l'Echiquier.

CROISSANCE MONDIALE : le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a estimé lundi à Bâle que l'économie mondiale avait une « bonne chance » d'être une année de croissance. « Il y a bien sûr un certain ralentissement par rapport à l'année dernière, mais voyons qu'il y a une bonne chance de voir une forte croissance de l'année », a-t-il commenté à l'issue d'une réunion des gouverneurs des banques centrales du G-7.

ROYAUME-UNI : la production industrielle du Royaume-Uni a nouveau reculé en décembre, s'ajoutant à la baisse de 0,8 % par rapport à novembre. Cette baisse dépasse de beaucoup les pronostics des marchés, qui s'attendaient dans l'ensemble à un recul de 0,3 %.

ALLEMAGNE : la production industrielle allemande a stagné en décembre comparé à novembre.

OCDE : l'Union publique et les pays membres de l'OCDE aux pays en développement ont flechi en 1998 pour la première fois depuis le début de la décennie, un rapport du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. L'aide publique au développement est tombée en 1997 à son niveau le plus faible depuis le début de la décennie, à 49,8 milliards de dollars (44 milliards d'euros), contre 57,9 milliards (51,2 milliards d'euros) en 1996. Les prévisions du CAD, ce recul a poursuivi l'accentué en 1998.

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 a gagné 0,85 %, à 4 189,19 points, l'ouverture des transactions, mardi 9 février. Après avoir hésité entre les propos pessimistes de Ralph Acampora, l'un des gourous de Wall Street, et la progression de la Bourse de Francfort, les investisseurs semblaient finalement opter pour l'optimisme. La veille, l'indice avait progressé de 0,16 %, à 4 154,02 points, soutenu par les valeurs pétrolières qui ont gagné du terrain sur des rumeurs de fusion.

FRANCFORT

L'INDICE DAX a débuté la séance du lundi 9 février sur un gain de 0,18 %, à 3 061,29 points. Les bons chiffres du chômage en Allemagne (réduction du nombre de chômeurs de 59 000 personnes au mois de janvier) et par la spéculation entourant les valeurs automobiles ont permis au marché de redresser la tête après une baisse de 0,88 %, à 3 052,44 points, enregistrée lundi 8 février.

LONDRES

L'INDICE FT 100 a terminé la séance du lundi 9 février sur une baisse de 0,35 %, à 5 834,90 points. Le marché a été pénalisé par la hausse des taux des emprunts d'Etat à long terme par le recul des valeurs bancaires. Les analystes s'attendent à une nette dégradation des résultats 1999 dans ce secteur.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES a terminé la séance du lundi 9 février par un recul de 0,14 %, à 9 291,11 points. Les investisseurs ont fait preuve de prudence à la suite des propos alarmistes tenus par l'un des analystes les plus écoutés de Wall Street, Ralph Acampora. « Nous inquiétons des perspectives à court terme du marché », écrit le gourou de la firme Prudential Securities dans un commentaire hebdomadaire. Les indicateurs suggèrent qu'une correction est en préparation. « Il pronostique une baisse du marché des actions de 5 % à 10 % par rapport aux niveaux actuels ».

TAUX

À L'OUVERTURE des cotations, mardi 9 février, le rendement des emprunts d'Etat français à 10 ans est resté stable, à 3,93 %, contre 3,87 % vendredi 5 février. Le contrat Notional négocié sur le Matif était pour sa part inchangé, à 111,45 points. A Francfort, le taux du Bund (emprunt d'Etat allemand) s'est légèrement détendu à 3,837 %, entraînant une hausse du contrat à 111,45 le Bund.

MONNAIES

MARDI 9 février dans la matinée, l'euro a gagné du terrain face au dollar. Il s'est négocié à 1,1351 dollar contre 1,1220 dollar au plus bas des cotations, la veille. La passagère du dollar ne se passe pas au yen. La japonaise s'est négociée sur la base de 113,69 yens pour 1 dollar.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	contre franc	Euro contre
FRANC... 6,55967	EURO... 0,15626	COURONNE DANOISE... 6,46
DEUTSCHMARK... 1,93628	DEUTSCHMARK... 3,35888	COUR. NÉO-ZÉLANDE... 1,35
LIRE ITALIENNE (1000)... 1,93628	LIRE ITAL. (1000)... 3,35888	SCHEDELO... 1,35
PESETA ESPAG. (1000)... 1,93628	PESETA ESPAG. (1000)... 3,35888	DOLLAR HONGKONG... 7,75
SCUDO PORT. (1000)... 1,93628	SCUDO PORT. (1000)... 3,35888	DOLLAR LAOS... 1,35
SCHILLING AUTR. (100)... 1,93628	SCHILLING AUTR. (100)... 3,35888	DOLLAR NEO-ZÉLANDE... 1,35
PUNT IRLANDAISE... 0,78738	PUNT IRLANDAISE... 0,78738	FRANQUE SUISSE... 2,20
FLORIN NÉERLANDAIS... 2,20	FLORIN NÉERLANDAIS... 2,20	FRANQUE SUISSE... 2,20
FRANC BELGE (100)... 4,03399	FRANC BELGE (100)... 4,03399	FRANQUE SUISSE... 2,20
MARKKA FINLAND... 6,46375	MARKKA FINLAND... 6,46375	FRANQUE SUISSE... 2,20

Cours de change croisés

Monnaie	Cours	Monnaie	Cours
DOLLAR	0,87146	FRANC	1,32926
YEN	116,849	EURO	1,12200
EURO	0,84222	FRANC	1,12200
FRANC	0,87146	EURO	1,12200
LIRE	0,15626	EURO	1,12200
FRANC SUISSE	1,22475	EURO	1,12200

Taux d'intérêt (%)

Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE 3 MOIS	4,11	FRANCE 3 MOIS	4,11
FRANCE 6 MOIS	4,11	FRANCE 6 MOIS	4,11
FRANCE 12 MOIS	4,11	FRANCE 12 MOIS	4,11
FRANCE 3 MOIS	4,11	FRANCE 3 MOIS	4,11
FRANCE 6 MOIS	4,11	FRANCE 6 MOIS	4,11
FRANCE 12 MOIS	4,11	FRANCE 12 MOIS	4,11

Matif

Cours	Cours	Cours	Cours
NOTIONNEL 5	1,12200	NOTIONNEL 5	1,12200
NOTIONNEL 5	1,12200	NOTIONNEL 5	1,12200
NOTIONNEL 5	1,12200	NOTIONNEL 5	1,12200
NOTIONNEL 5	1,12200	NOTIONNEL 5	1,12200
NOTIONNEL 5	1,12200	NOTIONNEL 5	1,12200

Pétrole

En dollars	En dollars	En dollars	En dollars
BRENT (LONDRES)	19,17	BRENT (LONDRES)	19,17
WTI (NEW YORK)	18,12	WTI (NEW YORK)	18,12
LIGHT SWEET CRUDE	18,12	LIGHT SWEET CRUDE	18,12
LIGHT SWEET CRUDE	18,12	LIGHT SWEET CRUDE	18,12
LIGHT SWEET CRUDE	18,12	LIGHT SWEET CRUDE	18,12

Matières premières

En dollars	En dollars	En dollars	En dollars
MÉTALUX (LONDRES)	19,17	MÉTALUX (LONDRES)	19,17
CUIVRE 3 MOIS	1,12200	CUIVRE 3 MOIS	1,12200
ALUMINUM 3 MOIS	1,12200	ALUMINUM 3 MOIS	1,12200
PLOMB 3 MOIS	1,12200	PLOMB 3 MOIS	1,12200
ETAIN 3 MOIS	1,12200	ETAIN 3 MOIS	1,12200

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le Site Web du Monde : www.lemonde.fr/bourse

VALEURS FRANÇAISES

Accor poursuivait sa hausse entamée lundi et gagnait 1,85 % à 208,8 euros mardi 9 février en début de séance. Le groupe hôtelier a pris lundi 65 % dans le capital de Frantour, ce qui renforce ses parts de marché en France et élargit son réseau de distribution. Alstom a débuté la séance à la hausse de 1,63 % à 22,4 euros mardi 9 février. La filiale GEC Alstom a remporté un contrat pour la construction d'une centrale électrique à Singapour. Altran progressait de 1,1 % à 260,5 euros mardi matin. Le groupe d'ingénierie a vu sa cote d'affaires augmenter de 35 % à périmètre comparable en 1998. L'action du Crédit commercial de France progressait à 1,67 % à 92,35 euros en début de séance mardi. La banque serait en mesure de céder la conservation de titres aux Banques populaires. De nouveaux candidats se seraient en outre manifestés pour reprendre la participation des Mutuelles du dans la banque. Infogrames bondissait à 7,87 % à 62 euros mardi l'ouverture de la séance. L'éditeur de logiciels de jeu vu son chiffre d'affaires augmenter de 36 % au premier trimestre de l'exercice 1998-1999. Il s'attend à une progression du même ordre des pour l'exercice en cours. ailleurs, Infogrames a pris une participation de 50 % dans le capital de Canal + Multimédia, jusqu'à présent filiale à 100 % de la chaîne câblée.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 11 FÉVRIER
Liquidation : 10h15

France	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
B.N.P. (P.)	147	147,80	970,18	+0,51
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	92	92,35	574,10	+0,38
SAINT-GOBAIN	441	442	2899,20	+0,23
THOMSON SA (P.)	146	146,10	924,90	+0,69
ACCOR	208	208,80	1381,48	+1,85
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALCANTARA	90	90,50	585,90	+0,56
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALTRAN	260	260,50	1683,25	+0,19
ATOS	250	250,10	1625,65	+0,04
AAA	120	120,20	781,30	+0,17
BAIL INVESTIT	118,50	118,60	770,74	+0,08
BANQUE PARISIENNE	104,80	104,90	691,94	+0,10
BERNARDINI	58	58,40	385,90	+0,69

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 10 FÉVRIER
Cours : 17h35

France	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
AD PARTNER	22,80	1492,00	+5,77
AD PARTNER	18,20	1193,20	+0,55
ALPHA MOIS	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36
ALPHAMED	2,80	182,00	+0,36

SICAV FCP

Émetteurs

Émetteurs	Valeur unitaire en euros	Valeur unitaire en francs	Date
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02
AGIPI	141,75	917,25	09/02

France	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
B.N.P. (P.)	147	147,80	970,18	+0,51
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	92	92,35	574,10	+0,38
SAINT-GOBAIN	441	442	2899,20	+0,23
THOMSON SA (P.)	146	146,10	924,90	+0,69
ACCOR	208	208,80	1381,48	+1,85
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALCANTARA	90	90,50	585,90	+0,56
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALTRAN	260	260,50	1683,25	+0,19
ATOS	250	250,10	1625,65	+0,04
AAA	120	120,20	781,30	+0,17
BAIL INVESTIT	118,50	118,60	770,74	+0,08
BANQUE PARISIENNE	104,80	104,90	691,94	+0,10
BERNARDINI	58	58,40	385,90	+0,69

France	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
B.N.P. (P.)	147	147,80	970,18	+0,51
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	92	92,35	574,10	+0,38
SAINT-GOBAIN	441	442	2899,20	+0,23
THOMSON SA (P.)	146	146,10	924,90	+0,69
ACCOR	208	208,80	1381,48	+1,85
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALCANTARA	90	90,50	585,90	+0,56
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALTRAN	260	260,50	1683,25	+0,19
ATOS	250	250,10	1625,65	+0,04
AAA	120	120,20	781,30	+0,17
BAIL INVESTIT	118,50	118,60	770,74	+0,08
BANQUE PARISIENNE	104,80	104,90	691,94	+0,10
BERNARDINI	58	58,40	385,90	+0,69

LA GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE TAILLE

Lupo

SECOND MARCHÉ

MARDI 9 FÉVRIER

Une sélection. Cours relevés à 10h15

France	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
B.N.P. (P.)	147	147,80	970,18	+0,51
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	92	92,35	574,10	+0,38
SAINT-GOBAIN	441	442	2899,20	+0,23
THOMSON SA (P.)	146	146,10	924,90	+0,69
ACCOR	208	208,80	1381,48	+1,85
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALCANTARA	90	90,50	585,90	+0,56
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALTRAN	260	260,50	1683,25	+0,19
ATOS	250	250,10	1625,65	+0,04
AAA	120	120,20	781,30	+0,17
BAIL INVESTIT	118,50	118,60	770,74	+0,08
BANQUE PARISIENNE	104,80	104,90	691,94	+0,10
BERNARDINI	58	58,40	385,90	+0,69

France	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
B.N.P. (P.)	147	147,80	970,18	+0,51
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	92	92,35	574,10	+0,38
SAINT-GOBAIN	441	442	2899,20	+0,23
THOMSON SA (P.)	146	146,10	924,90	+0,69
ACCOR	208	208,80	1381,48	+1,85
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALCANTARA	90	90,50	585,90	+0,56
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALTRAN	260	260,50	1683,25	+0,19
ATOS	250	250,10	1625,65	+0,04
AAA	120	120,20	781,30	+0,17
BAIL INVESTIT	118,50	118,60	770,74	+0,08
BANQUE PARISIENNE	104,80	104,90	691,94	+0,10
BERNARDINI	58	58,40	385,90	+0,69

France	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
B.N.P. (P.)	147	147,80	970,18	+0,51
CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	92	92,35	574,10	+0,38
SAINT-GOBAIN	441	442	2899,20	+0,23
THOMSON SA (P.)	146	146,10	924,90	+0,69
ACCOR	208	208,80	1381,48	+1,85
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALCANTARA	90	90,50	585,90	+0,56
ALSTOM	22	22,40	1456,00	+1,63
ALTRAN	260	260,50	1683,25	+0,19
ATOS	250	250,10	1625,65	+0,04
AAA	120	120,20	781,30	+0,17
BAIL INVESTIT	118,50	118,60	770,74	+0,08
BANQUE PARISIENNE	104,80	104,90	691,94	+0,10
BERNARDINI	58	58,40	385,90	+0,69

Le Monde interactif

Evolution du football

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 11 FÉVRIER 1999

SPORTS L'équipe de football d'Angleterre joue, mercredi 10 février, à Wembley, un match amical face aux champions du monde français, au moment où un rapport, commandé par le

gouvernement travailliste, dénonce les effets pervers du développement économique des clubs. **LE RAPPORT** de la Football Task Force, voulue par Tony Blair, démontre que « le travail,

auprès des communautés, a été marginalisé à mesure que les considérations commerciales devenaient prioritaires ». **CES REPROCHES** concernent les grands clubs du championnat an-

glais et certains de leurs joueurs, accusés de ne pas se consacrer aux activités sociales prévues par contrat. **LES SUPPORTEURS** s'élèvent avec de plus en plus de vigueur contre les dérives

du système. **DES PETITS CLUBS** ont cédé à la tentation du « tout profit » et se trouvent en difficulté ; d'autres ont, au contraire, choisi de ne pas se couper de leurs racines populaires.

L'évolution du football est au cœur d'un débat de société en Angleterre

Alors que l'équipe nationale affronte les champions du monde français, mercredi 10 février, à Wembley, un rapport, établi à la demande du gouvernement travailliste, provoque une polémique sur le rôle social des joueurs et l'avenir des clubs professionnels du pays

LONDRES de notre envoyé spécial « Le football n'est pas une question de vie ou de mort, c'est bien plus important que cela », cette mémorable formule du manager de Liverpool, Bill Shankly, a longtemps servi de précepte à l'Angleterre du football : elle est la philosophie de référence. Or, la voilà aujourd'hui saisie d'un doute. Non, il ne s'agit pas de jeu en lui-même, plus apprécié qu'il n'a jamais été, mais de son évolution. A l'heure où les grands clubs suscitent la convoitise des puissances financières, le football anglais (la « Premier League ») affiche un complet succès d'interrogation : le football n'est-il pas en train de se couper de ses racines ? L'Angleterre a-t-elle sacrifié ses clubs de football à la recherche du profit ?

Le football ne se limite pas à un quinquennat nostalgique. Dans un pays où ce sport est ancré dans la culture populaire, l'affaire du football est une affaire de société. Les quatre-vingt-douze clubs des quatre divisions professionnelles. Tout se passe comme si le football anglais, par son succès commercial, avait pris de vitesse ses valeurs.

Peu après son arrivée au pouvoir, en 1997, le premier ministre, Tony Blair, avait chargé une nouvelle structure, la Football Task Force, de mener une série d'enquêtes sur l'évolution de ce sport. Après s'être penché sur la question récurrente du racisme (Le Monde du 30 juin 1998), le rapport d'étude rendu, le 11 janvier, un autre rapport consacré, cette fois, au rôle social des clubs et des joueurs. Mais s'il est une critique que celui sur le racisme, ce document cinquantenaire pointe une évidence : « Le développement commercial du football a apporté des bénéfices, mais il a aussi créé

malaise, dans certains quartiers, quant à la direction prise. Certains clubs ont vu le travail social marginalisé à mesure que les considérations commerciales devenaient prioritaires ».

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE

En Angleterre, ce travail social n'est pas une vaine promesse. Il est prévu noir sur blanc dans les statuts des joueurs. Qu'il évolue en Premier League ou en troisième division (quatrième et dernier échelon professionnel), tout « pro » doit consacrer trois heures de son temps hebdomadaire à des activités extérieures : visites d'écoles ou d'hôpitaux, parrainage d'équipes de jeunes... Le but recherché est simple : la fois maintenir le lien avec la population et lutter contre la violence.

Les seules statistiques disponibles sur ces activités remontent à 1996. Cette année-là, les joueurs des divisions confondues ont consacré 4 000 heures à des « prestations » sociales. Les plus célèbres n'ont pas été nécessaires : les plus généreux, « l'action des joueurs de l'élite auprès des communautés », en déclin », regrette la Task Force. Bien des joueurs se comportent en effet comme des vedettes du show-business, inaccessibles et hautaines. Le public peut en moins en moins s'identifier à des héros populaires, d'un milieu social modeste, comme c'était le cas autrefois.

Ces reproches visent principalement les clubs en vue et certains de leurs joueurs, au comportement de mercenaires. En 1994 et 1996, les joueurs de Chelsea ont effectué en tout et pour tout trois visites dans le cadre d'un programme intitulé « le football dans la communauté ». D'autres, en revanche, se sont distingués de ma-



David Beckham, joueur de terrain de Manchester United, dans le maillot de l'équipe d'Angleterre.

nière plutôt positive : Leeds (65 visites), Liverpool (127) ou Wimbledon (178).

STRATÉGIE DIFFÉRENTE

Au-delà des joueurs, l'avenir du football anglais est en jeu. La Task Force rappelle que les clubs ont largement bénéficié des aides publiques à la suite du drame de Sheffield (96 morts, en avril 1989). A cette époque, les finances étaient au plus mal, et la construction de stades, à hauteur de 750 millions de livres (quelque 114 millions d'euros).

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Grâce à la télévision, l'argent afflue, et la Premier League place trois de ses représentants dans les dix clubs les plus riches du monde : Manchester United (n°1), Newcastle (n°8) et Liverpool (n°9). Forte de ce constat, la Task Force rappelle ces nouveaux riches à leurs obligations d'égard à la population : « En investissant en dehors du secteur professionnel, le football montrerait que les activités commerciales sont compatibles avec des intérêts au bénéfice de la communauté, dans l'intérêt d'un public

plus large. » Ces recommandations seront-elles suivies d'effets ? Bien des observateurs en doutent. L'enjeu est pourtant majeur : l'avenir du football et sa place dans la société sont en jeu. Si la situation actuelle se confirme, le football sépare les nantis et les « moins grade » continuera à effet d'éclat, et les plus faibles disparaîtront. Or, ce sont les métropoles du pays, les clubs professionnels – même « pauvres » – qui au cœur de la vie sociale, et toute disparition leur enlèverait un élément local. Dans le centre de l'Angleterre,

région sinistrée où des dizaines de formations professionnelles cohabitent tant bien que mal depuis plus d'un siècle, les symptômes d'une crise sont déjà perceptibles. En troisième division, la moyenne des spectateurs dépasse rarement 10 000 personnes, qui sont insuffisantes pour entretenir des effectifs de vingt à trente professionnels. Ça va à l'extrême, les fusions envisagées, hypothèses inimaginables il y a encore cinq ans. Lassées de vivre à l'ombre de Manchester United, trois équipes des environs (Bury, Oldham et Rochdale) songent à s'associer sous un seul maillot : un projet qui provoque le colère de leurs supporters respectifs.

D'autres dirigeants adoptent une stratégie différente. Confrontés à l'analyse de la Task Force, ils renforcent les liens sociaux. Preston North End (deuxième division) et Leyton Orient (troisième division) jouent habilement la carte d'un « football de proximité », multipliant les initiatives en faveur des enfants, des familles, des collectivités... De la même manière, Sunderland (Nord-Est) récupère-t-il les jeunes spectateurs qui, faute de places au stade à Newcastle, ne peuvent assister aux matches et cet imposant voisin.

Il reste à savoir si ces démarches seront suffisantes pour sauver les clubs en perte de vitesse dans les divisions inférieures. Dans son rapport annuel sur le football anglais, publié en 1998, le cabinet d'audit financier Deloitte et Touche semblait en douter : « Vivre au-dessus de ses moyens est devenu la règle plutôt que l'exception pour la plupart des clubs. Cette situation ne peut durer éternellement. »

Philippe Broussard

A Londres, Orient FC survit à l'ombre des puissants

LEYTON de notre envoyé spécial

Ce Londres-là ne figure pas dans les dépliant touristiques. Les visiteurs l'ignorent, les supporters le soubotent. Ils lui préfèrent Arsenal et ses vedettes françaises, ou encore Chelsea, le club le plus riche de Leyton, dans la banlieue est de la capitale britannique, le football n'est pas une affaire de business ni de paillettes, c'est une question de tradition. Le club local, Leyton Orient, vit caché, donc plutôt heureux, dans son quartier de Bow (13 places).

L'endroit ne paie pourtant pas de mine avec ses projecteurs pyroïques et ses tribunes d'âge. Ici, les parkings privés ni de loges pour privilégiés. Les murs sont peints en rouge et blanc, les couleurs du club, et c'est déjà un luxe dans un quartier sans joie.

Leyton Orient FC, créé en 1881, est l'archétype du petit club condamné à vivre à l'ombre des puissants. Il évolue en troisième division, au plus haut niveau professionnel ; autant dire à l'année-lumière de l'élite, la Premier League. A l'heure des palmarès, il s'accroche à quelques mètres d'armes, une demi-finale de Cup perdue contre Arsenal, en 1978. Depuis, le club n'a guère brillé, mais ses supporters – en moyenne 200 par match – lui sont restés fidèles. La plupart d'entre eux ont pourtant quitté le quartier, désormais peuplé d'immigrés indiens et pakistanais.

Orient revendique une identité cockney, ce volontiers frondeur londonien. Est-ce pour survivre ? Cela devient de plus en plus difficile. Frank Woolf, c'est le pire championnat qui soit. Notre objectif est évidemment d'en sortir. Nous estimons que notre place est en première division (NDR, l'équipe de la deuxième division française).

Avec 28 joueurs, le salaire moyen d'environ

20 000 francs (3 048 €) par mois – sans compter les primes –, Orient est donc à la peine, même s'il compte dans ses rangs un ancien avant-centre du Paris-SC et Monaco, Amara Simba.

Les recettes au guichet ne suffisent pas à rémunérer les joueurs – « de plus en plus exigeants », selon Frank Woolf –, les dirigeants sollicitent les sponsors et comptent sur d'hypothétiques retransmissions télévisées. Un match de Coupe d'Angleterre retransmis par la chaîne Sky rapporte ainsi 110 000 francs (114 €) au premier tour ; le double lors des tours suivants.

A Leyton, ailleurs, la survie passe avant tout par un soutien populaire renforcé. L'association des partenaires sociaux, le club multiplie les initiatives en direction de la population. Les éducateurs essaient de former des jeunes talents. Les dirigeants cherchent également à attirer de nouveaux supporters, en proposant des avantages.

Cette stratégie porte ses fruits. Orient séduit en l'instant le football britannique à la mode d'antan. Stephen Rowland, un supporter qui n'a pas manqué un match depuis treize ans, s'en réjouit : « C'est un club où les fans sont proches des joueurs. On organise des fêtes, un arbre de Noël pour les enfants. » Pour ce mécanicien de 45 ans, la vie sociale est primordiale. « Les grands clubs saturent, explique-t-il, ils ne peuvent accueillir leurs fans. Du coup, les gens redécouvrent le plaisir de supporter une équipe comme la nôtre. » Il limite, peu importent les performances. L'essentiel est de respecter les valeurs que nous voulons transmettre à nos enfants. Le vrai football, celui que nous aimons ici. »

Ph. Br.

Les supporters se mobilisent

LONDRES

de notre envoyé spécial Les supporters tiennent un rôle crucial dans le débat sur l'avenir du football anglais. Nombre d'entre eux revendiquent en effet un droit de regard sur la vie des clubs ; voire, dans certains cas, sur leur gestion. Il faut dire que l'action des « fans » s'avère parfois déterminante. Dans son rapport, la Task Force, groupe d'étude mis en place par le gouvernement, cite l'exemple de la mobilisation de supporters de Bourne-mouth et de Northampton dont la mobilisation a permis de sauver, au moins à court terme, de petits clubs en perte de vue.

Dans un pays marqué par la violence des hooligans, ce type d'analyse sur les supporters marque une évolution importante. Les fans non-violents ne sont pas considérés comme des figurants du jeu, mais comme des acteurs à part entière. Les acteurs dont les relations avec les dirigeants ont place sont souvent conflictuelles. « Nous avons été surpris, écrit le rapport, par le nombre de conflits entre les dirigeants et les supporters,

conflits qui ont provoqué des crises de confiance entre les clubs et la population. »

Les fanzines – publications artisanales, souvent critiques – donnent le ton en dénonçant les excès des dirigeants. Le plus influent, When Saturday Comes, créé en 1986, est une colonne à divers intervenants (fans, universitaires, journalistes...) et tient la chronique des changements en cours dans le monde du football. Ces derniers mois, il a notamment pris position contre le projet de création d'une compétition réunissant les grands clubs européens.

« L'INSULTE FAIT PARTIE DU JEU » D'autres fanzines adoptent un ton beaucoup plus virulent. C'est le cas d'Offence. Ces rédacteurs critiquent la manière dont les supporters sont traités dans les stades du Royaume : la surveillance – excessive à leurs yeux – des stadiers et la police, l'interdiction de se lever trop souvent au siège et, d'une manière plus générale, la transformation du stade en salles de spectacle « guindées ».

Avec un aigü de la provocation, les responsables d'Offence dénoncent l'évolution du football. Interrogé par Le Monde, l'un d'eux, Carlon Brick, explique : « Nos détracteurs disent que nous faisons la promotion de la violence mais c'est faux. Nous sommes opposés à la violence. Nous disons simplement que la société criminalise les supporters. Même si cela peut choquer, je pense que l'insulte entre fans fait partie du jeu, du rituel lié au football. Si j'ai envie de vous traiter de « branleur français », je dois pouvoir le faire. La passion et l'émotion sont le train de disparaitre. »

Sans aller jusqu'à soutenir ce type de discours, la Task Force incite les clubs à se tourner davantage vers le public populaire. « Les supporters, estime-t-elle, ont montré qu'ils avaient un rôle important à jouer pour le maintien d'une relation forte entre les clubs et la population. Les organisations de fans sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important et elles devraient être aidées financièrement. »

Ph. Br.

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Les nouvelles technologies : les hommes, les entreprises, les produits pour entrer et vivre dans le XXI^e siècle.

Le naufragé sous l'œil d'un diététicien

Le Four Blanc

RESTAURANTS A PARIS

En février, **"Menu Etoilé"**
par Marc Meneau **228 F**

"Entrée" 76 €
Coquilles Saint-Jacques
galette de poireaux fondants
beurre émulsionné ■■■ ciboulettes

"Plat"
Magret de Canard Mulard
en **mouton de légumes**
figue et endive confites, jus brun au Porto et fines épices

"Dessert"
Poire rôtie parfumée à la Cannelle
glace aux ■■■■ de réglisse

CHARLOT 12, place St Clichy - 01 53 20 48 00
LA FERMETTE MARBEUF 5, rue Marbeuf - 01 53 23 11 00
AU PIED DE COCHON 6, rue Coquillière - 01 43 13 77 00
BRASSERIE LORRAINE 2, place ■■■ Ternes - 01 42 27 11 04
LA MAISON D'ALSACE 39, Champs-Élysées - 01 53 11 97 00
LE PROCOPE 13, rue de l'Ancienne Comédie - 01 40 46 79 00
GRAND CAFE CAPUCINES 4, bd des Capucines - 01 43 12 19 00

Photo: Jean-Louis Gaudin / Agf / H.F. Paris Tourisme

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 11 FÉVRIER 1999

MUSIQUE Les Arts florissants, l'une des plus célèbres formations de musique baroque, fête ses vingt ans. ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, son fondateur, William

Christie, rappelle les origines « folkloriques » de cet ensemble, les réserves des critiques et surtout celles de l'Etat à soutenir un mouvement perçu comme « éphé-

mère ». ● LES FORMATIONS BAROQUES forment un laboratoire libéral à la marge d'un secteur largement subventionné. ● UNE QUARANTAINE d'ensembles de musique classique en effet pas-

sée de 10 en 1991 à 30 en 1998. Or, d'après le ministère de la culture, la part de la musique baroque dans la programmation des festivals de musique classique en effet pas-

sée de 10 en 1991 à 30 en 1998. Or, d'après le ministère, la totalité de ces ensembles reçoit l'équivalent de la subvention accordée à un seul orchestre de région.

William Christie fête les vingt ans prolifiques des Arts florissants

Dans un entretien au Monde, le fondateur et chef de la formation raconte son parcours exemplaire au service du répertoire baroque et le manque de soutien du ministère de la culture à un univers pourtant très populaire

« A quoi songez-vous quand vous avez vu les Arts florissants, il y a vingt ans ? »

« Strictement à rien d'autre que vivre le moment présent, le partage avec mes collègues du grand talent et voler de mes propres ailes. Il était temps que je fonde un ensemble, que je m'exprime. J'étais à l'âge de trente ans. La musique des musiciens, dont Dominique Vieux était la figure de proue, qui étaient du voyage artistique de 15 à 25 ans, j'avais le sentiment que je faisais partie d'un petit milieu de gens qui avaient du temps à consacrer à la musique, qui avaient un métier et qui s'aimaient. »

« Comment travailliez-vous à cette époque... historique ? »

« Nous avions de longues périodes de travail à Paris et à la campagne dans les lieux de pèlerinage désaffectés, des temples protestants, des lieux gratuits. Nous étions un peu des SDF. Un jour, Gilles Lescaud, une des chanteuses, a lancé : "Nous avons un métier de famille dans le Sud-Ouest, c'est pas trop mal, et c'est en grande, nous pourrions peut-être y faire retraite ?" Nous sommes allés retrouver dans une merveilleuse maison du XVIII^e siècle et nous sommes restés mais but que cela. »

« De quoi vivez-vous ? »

« D'amour et d'air pur. J'avais une maison de campagne en Vendée qui était une grande pièce vide. J'y ai installé des lits de camp. C'était une église. Figurez-vous que des voisins se sont mis à chanter autour de la maison pour savoir ce que cette maison de jeunes "fabriquait". C'était des cantiques, tard le soir, ils nous ont entendus. Deux gendarmes sont venus, nous aimables nous deux-là, William, que nous n'étions pas une secte. C'était une époque un peu folklorique : nous étions tellement heureux. »

« Vous voulez travailler, vous viviez d'air et d'amour, mais vous n'avez pas un but... »

« Ressusciter les partitions du grand patrimoine français, c'est Mouton, Lambert, Lully, Charpentier, et d'autres. Quand je regarde une bibliothèque, je suis fasciné par le travail effectué. Il faudrait publier cela. Bien sûr, nous préions des partitions de notre fonds, mais ne suffit pas. Il faudrait, par exemple, éditer une "méthode rose" du chant choral pour aider les jeunes ensembles. »

« Quel était le contexte de la

vie musicale française lors de vos débuts ? »

« Nous étions au début d'un mouvement. Jean-Claude Malgoire, cette grande personnalité, était déjà là. Ainsi qu'une poignée de chœurs dont Blanche Verdier, la jeune fille, et bien sûr aussi la tradition d'organistes, dont Francis Chapelet et Marcel Chapuis. Il nous a fallu aller le public, voyager pour nous faire connaître en France et à l'étranger. Ce que nous avons pu faire, grâce à l'irremplaçable Association française d'action artistique. Il a fallu aussi séduire les maisons de disques et les critiques, qui étaient réservés au travail des ensembles spécialisés dans la musique baroque. Mais nous avons présenté un opéra de chambre de Rameau lors des Proms de Londres, en 1980, et l'année suivante tout un programme Lambert et Mouton. L'Association nous a beaucoup aidés. Je dois dire dans les deux ans, les Britanniques et les Américains ont découvert ces musiques avec curiosité. »

« La critique n'a quand même pas été dans sa totalité difficile à convaincre ? »

« Non, bien sûr ! Il y a eu, il y a toujours, Jacques Merlet, dont les émissions sur France-Musique et le festival qu'il dirigeait alors ont tellement fait pour nous. Et Philippe Beaussant, dont les idées, les écrits, l'action ont été si importants pour notre mouvement et pour la musique ancienne française. Je ne voudrais pas oublier Alain Duret, qui nous a aidés à nos débuts en nous invitant au festival Musique dans la ville à Aix-en-Provence, et Alain Pacquier, qui a fondé le Festival de Saintes. En revanche, un seul fonctionnaire aura été fidèle à ses engagements, c'est Vincent Berthier de Lioncourt (alors directeur régional des affaires culturelles d'Ile-de-France). Les autres ! »

« N'est-il pas paradoxal de constater que les ensembles français de musique baroque drainent un public nombreux, proposent tant de redécouvertes de notre patrimoine, mais ne reçoivent si peu de l'Etat ? »

« Paradoxe, c'est le bon mot. Mais nous sommes toujours pas acceptés, nous sommes considérés par l'Etat, influencé par quelque mentor, par parfois nous sommes un mouvement éphémère qui peut vivre en marge du milieu officiel, dans un lieu sauvage, jusqu'à une date récente, de



William Christie : « Deux gendarmes sont venus vérifier que nous n'étions pas une secte. »

considérant que la vraie pédagogie était le fait du Conservatoire de Paris, où enseignaient des spécialistes. Pour tous ces gens-là, toujours présents mais moins influents, le mot spécialiste est une malice. Notez que ce n'est pas franchement différent ailleurs, puisque, aux Etats-

Unis en Grande-Bretagne, la vie musicale est considérée de la même façon. Du temps que j'enseignais dans une institution, j'ai vu des très tristes venir me voir en disant : "Je ne puis plus assister à votre classe, car mon professeur est en colère." Un jour me

dire : "Vous voulez que je joue quelque chose ? Je suis sûr de jouer devant le jury de mon prochain concours, mais j'ai envie de le jouer ?" »

« Vous êtes sans allusion à Pierre Boulez, qui rejette l'interprétation de la musique

ancienne sur instruments anciens. Mais ne répondez pas simplement par une opinion délicate ? »

« La France est victime de la centralisation, malgré la décentralisation. Il y a quatre personnes, au ministère et à la tête d'institutions, qui ont de tout. On a vécu cela à Radio-France, récemment encore, et à la direction de la musique de tout temps. Dans ces récentes déclarations au sujet du spectacle vivant, le ministère se contente d'un vague discours. Quand vous parlez de responsabilité de la musique officielle, vous avez l'impression de parler dans une langue qui leur est incompréhensible. »

« Comment vivez-vous ce manque de subventions publiques ? »

« Nos productions et nos productions d'opéra nous beaucoup trop chères et nous avons un mal fou à nous adapter aux scènes nationales, aux opéras, aux festivals. Nombre de nos projets de coproduction sont annulés, parfois à la dernière minute. Très récemment, l'Opéra national de Lyon a annulé un projet qui nous a coûté perdre des semaines de travail. Il aurait fallu que j'abandonne les Arts pour diriger l'orchestre de la maison. Ce n'est pas possible. J'ai des responsabilités à assumer face aux musiciens et aux chanteurs de notre ensemble. »

« Que va-t-il se passer dans l'immédiat ? »

« L'Etat nous aide un peu, la région Basse-Normandie et la ville de Caen nous sont fidèles, mais Pechiney, notre principal mécène, va cesser de nous soutenir, après dix ans de fidélité. Je vais donc créer l'association des Arts des Arts florissants pour tenter de trouver de l'argent auprès de personnes privées. Mais ce n'est pas une solution viable à long terme. Rien dans le système fiscal français n'incite une personne privée à soutenir l'art. »

« D'après le ministère, la totalité des ensembles français de musique baroque reçoit 11 millions de francs de l'Etat et 25 millions des collectivités locales, soit la subvention reçue par un seul orchestre de région comme celui de Bordeaux. Que vous inspire cette situation ? »

« Elle confirme tout ce que je vous ai dit. »

Propos recueillis par Alain Lompech

L'unisson fait la force

Une quarantaine d'ensembles de musique spécialisée veulent se faire entendre du ministère de la culture

LA PART OCCUPÉE par la musique baroque dans la programmation des festivals de musique classique est passée de 10 % en 1991 à 30 % en 1998. Malgré leur succès auprès du public, musiciens et chanteurs professionnels dans des ensembles fragiles. Peu ou pas subventionnés, ces formations n'emploient pas d'artistes permanents, mais seulement des intermittents. Dix d'entre elles - dont Les Arts florissants, le Seminario musicale, La Chapelle royale -, viennent de former un groupe de travail pour préparer la création d'un réseau d'ensembles spécialisés (Fevis), dans le but avoué de se faire entendre de l'Etat. Elles rejoignent ici l'origine de ce regroupement, l'origine du chœur Accentus, l'ensemble vocal A. Vocci et les Marseillais de Muscatreze.

« A plusieurs, on peut espérer trouver une oreille plus attentive auprès du ministère de la culture », explique Catherine Desbordes, administratrice de l'ensemble baroque de Limoges, membre du groupe de travail. Dirigé par le musicologue Christophe Coin, l'ensemble a une vie musicale très intense, il

l'instant de la plupart de ces orchestres indépendants. Logé dans un petit château dans une instance de rénovation, il donne une cinquantaine de concerts par an, dont une saison à Limoges. Il enregistre deux disques par an - le dernier consacré à la musique de chambre de la viole en gamme de Telemann est sorti en octobre (Auvidis). Christophe Coin prépare actuellement les Cantates de la Pentecôte, de Bach, et de l'Ensemble baroque de Limoges, qui se jouent de la musique de la Renaissance à la fin du XVIII^e siècle.

Subventionnée par l'Etat et les collectivités locales (3,5 millions de francs au total), l'équipe de Christophe Coin peut salarier ses permanents. Elle doit donc s'auto-financer à 55 % et faire appel à des musiciens intermittents. A Paris, la formation plus jeune de Christophe Rousset, Les Talens lyriques, em-

ploie deux musiciens à temps partiel et deux à temps plein. « Nous devons nous autofinancer à 100 %, car nous ne recevons aucune aide de la Fondation France Télécom mais aucun argent public, explique Lorraine Villermaux, administratrice. Alors l'Agence française d'action artistique, du ministère des affaires étrangères, nous envoie représenter la France à l'étranger, mais nous ne sommes pas payés. Les réponses négatives du ministère de la culture et des demandes de subvention. Christophe Coin a été fait chevalier des Arts et des Lettres : c'est joli mais ça ne donne pas de quoi monter un opéra ! »

« ENCHÊTRE À PRIX COÛTANTS » Les Talens lyriques enregistrent chez Decca (Cantiques spirituels de Racine ; Musique de danse de Versailles...), jouent dans les grandes salles à Boston ou Amsterdam. Sans aide publique, ils sont condamnés à vendre leurs concerts à prix coûtants. « Nous sommes obligés de rester dans les réseaux de diffusion relativement élitistes, mais pour les scènes nationales, qui assurent une meilleure démocratisation culturelle, nous sommes deux à trois fois trop chers. Quant aux maîtres d'opéra, elles entretiennent un

orchestre permanent qui n'interprète pas les opéras baroques. Elles peuvent donc en plus des musiciens pour jouer ce répertoire. Ainsi, c'est un peu le patrimoine, à Lully à Rameau, qui échappe au public. »

Le chœur Accentus, dirigé par Laurence Equilbey, est à l'origine de ce projet. L'ensemble qui intéresse actuellement une quarantaine d'ensembles spécialisés. « Du baroque au contemporain, nous sommes en mesure de faire d'employer seulement des artistes intermittents et de rencontrer les mêmes problèmes fiscaux », administratifs », explique Olivier Manté, administrateur d'Accentus.

Pendant que le groupe de travail rédige le manifeste de la future Fevis, le ministère de la culture étudie les conclusions de l'enquête menée par ses inspecteurs sur l'ensemble du mouvement baroque en France. Au budget 1999, une faible somme de crédits pour la musique ancienne a été dégagée (+ 650 000 F). Et, dans le langage évasif cher à l'administration, le ministère annonce que « l'attention de ce secteur va être renouvelée ».

Catherine Desbordes

COMMENTAIRE

UN LABORATOIRE LIBÉRAL

Reçu par les journalistes, parfois peu au fait d'une critique musicale qui refusait d'être bouillie dans une habitude, un affluant du sobriquet douteux de « baroque », les interprètes philologues de la musique baroque sont finalement conquis par le public. Les critiques, mais ils sont toujours moqués par les médias du progrès en art qui les accusent d'avoir une pratique historicisante de la musique. Un combat d'arrière-garde cependant battu en brèche par quelques musiciens irréductibles. Qu'un rival de la stature de Simon Rattle vienne à Paris travailler à Rameau avec William Christie, avant de le diriger avec l'Orchestre de l'âge des Lumières, est plus qu'un signe. C'est la victoire du pragmatisme et de l'intelligence sur les certitudes et l'inertie musicale.

Tenu par des engagements qui absorbent l'essentiel de son budget et qu'il ne peut pas ainsi dire jamais en quelle qualité soit la qualité objective des institutions subventionnées, le ministère n'a pas pu, pas su et sans doute pas voulu accompagner

de façon significative l'essor des ensembles de musique ancienne. C'est aussi que le mode de fonctionnement particulier de ces ensembles, de ces chœurs est une forme de laboratoire libéral. Ils développent le principe de la vie musicale officielle, des institutions doivent se vendre sur le marché. Elles ne coûtent quasiment rien à l'Etat et ne lui causent guère de soucis : pas de graves, pas de conventions collectives spécifiques, pas de statut pour les musiciens, pas de droit de grève, pas de techniciens.

Malgré leur renommée et leur présence privilégiée au catalogue des grandes compagnies de disques - dont les grands orchestres parisiens sont, pour ainsi dire, absents de nos jours -, ces musiciens éprouvent des difficultés à se faire entendre : quel organisateur accepte de payer à prix quasiment coûtant un concert quand il peut s'offrir une formation subventionnée pour dix fois moins cher ? Seulement ceux qui y tiennent. D'après le ministère de la culture, huit des principaux ensembles baroques n'attirent que 240 000 spectateurs par an. Combien en attireraient-ils s'ils étaient subventionnés dignement ?

A. Lo.

de tous

pas toutes vos lettres

Vlady Kibaltchich, peintre, pas disparu

Rencontre avec le fils de Victor Serge

CUERNAVACA (Mexique)
de notre envoyé spécial
Dans l'atelier - Cuernavaca - où est mort Mingus, au-dessous du volcan, Vlady, soixante-dix-neuf ans, catogan, cheveux argentés, chapeau de paille, chemise bleue de guède boutonnière comme une chemise de moujik, chapeau de paille, Vlady Serge prend, milieu d'imprimés, formats en cours de travail, connaissance du dossier de presse de *Disparus*, le film de Gilles Bourdos qui, en France le 10 février. Aussitôt, le fils de Victor Serge, révolutionnaire professionnel et voyageur, écrivain, anarchiste, 1914, rallié aux bolcheviks puis trotskiste, cherche des connaissances, note l'absence d'Etienne, « l'homme de confiance de Sedov qui a trahi tout le monde ». Sedov était le fils de Trotski, mort mystérieusement dans un hôpital parisien le 15 février 1938.

« Et Reiss ? Le seul à savoir où était opéré Sedov... Faisons... Tant de choses ont été dites, que l'histoire a confirmé... La vérité historique n'est pas l'important : elle est impossible à atteindre. L'important, c'est de traverser les strates de mythes qui se sont empliées. Les trotskistes étaient peu nombreux mais très forts. Ils avaient la raison politique : la raison et l'intelligence de cette raison. Nous n'avons jamais pu, malgré les trahisons, les exécutions, savoir... »

« Et Reiss ? Le seul à savoir où était opéré Sedov... Faisons... Tant de choses ont été dites, que l'histoire a confirmé... La vérité historique n'est pas l'important : elle est impossible à atteindre. L'important, c'est de traverser les strates de mythes qui se sont empliées. Les trotskistes étaient peu nombreux mais très forts. Ils avaient la raison politique : la raison et l'intelligence de cette raison. Nous n'avons jamais pu, malgré les trahisons, les exécutions, savoir... »

de bois, à moudre du blé ; une inondation emporte le tout. Anglais le... des kilomètres de là et le dépêchent ; grâce à Sedov il rejoint la France et rallie mon groupe Nouveau Départ (auquel participaient aussi Dina Sacha Vierny) ; cela ne l'a empêché de... une activité fructueuse, il a voulu me débarquer, il n'aimait pas mon communisme un peu anarchisant.

« Vous êtes marginal... de groupe »

« J'étais plus proche du POUJOL espagnol que de la IV^e Internationale. J'ai dû rejoindre mon père au Mexique en 1941. Et ici, Alfred Rosmer, mort : un ouvrier catalan qui avait Tagore, procureur implacable. Là, le maire socialiste Madrid réfugié en France, que Vichy a livré à Franco qui s'est empressé de l'exécuter. J'étais jeune, sectaire, naturel-lement.

« Tout recommencer, ne peut pas faire autrement, on va essayer de pas refaire les mêmes conneries, mais, le coup sûr, on en fera d'autres. Contre le

stalinisme, en tout cas, l'alliance du stalinisme et du nazisme, nous... depuis le début raison. A part ça, poursuivis ou pas, la vie continuait, intrigues, petits gestes, force. Ici, au Mexique, les staliens ont été culturellement dominants. Vous ajoutez la corruption à la misère, cela aboutit à une révolte brouillée, un syncrétisme crétin, des mots vidés, stupides ; tout est à réinventer :



Anouk Grinberg et Grégoire Colin dans « Disparus ».

même Marcos, qui est une personnalité merveilleuse, n'est-ce pas, on se sent nourri... mémoire gâchée.

« La peinture, vos grandes fresques, les trois toiles de la maison de Trotski, une façon d'éclairer les faits, de lutter ?

« La peinture, c'est un phare d'où l'on peut voir les crises, un phare privilégié. Comme elle est une parole, elle exprime, mais ce n'est pas une

question d'image, mais des mots, ou après. Elle est technique de quatre ans, une culture matérielle complexe, trébuchant, dont on ne parle jamais.

« Je prépare mes couleurs à l'ouest tous les matins. Je travaille Titien. Il me semble que je ne suis plus Delacroix. Depuis le geste magnifique Duchamp, l'humour offert à la contemplation, n'est-ce pas, on n'a plus fait grand-chose. Les peintres malheureusement ont abandonné la peinture. Faut-il travailler ? n'obtiens pas les noirs, les blancs juste ment lumineux. Les noirs... Regardez.

« Le... »

« J'ai soixante-dix-neuf ans, voyez-vous. La révolution, n'est pas une sociologie : c'est un acte de l'astronomie. Les révolutions font partie de la révolution de la planète, de la matière, de l'organique. Tout est toujours à refaire.

« Je vais vivre jusqu'à quatre-vingt-six ans, peut-être quatre-vingt-sept, je ne sais pas encore. J'ai beaucoup vécu jusqu'à là. La vie n'est pas faite pour vivre. Il faut accomplir sa tâche. J'ai beaucoup de responsabilités : cela peut paraître étrange, n'est-ce pas ? Tel est mon... anarchisant. »

Propos recueillis par Francis Marmande

L'adieu aux camarades

Disparus. Une évocation muséale de la geste trotskiste

Film français de Gilles Bourdos. Avec Grégoire Colin, Anouk Grinberg, Xavier Beauvois, Frédéric Pierrot, Redjep Mitrovic, Michel Duchaussoy, Brigitte Catillon. (1 h 50.)

Adaptant - lointainement - Nous cheminions entourés de fantômes aux fronts troués, de Jean-François Vilar (Seul) évoquant le saga des premiers âges du... la dépression moderne des espoirs révolutionnaires... la parole difficile. Il voit bien, même trop bien, qu'il s'est posé toutes les bonnes questions : rendre lisible une... obscure, déjà lointaine et méconnue... tout le monde ? Comment relier ce drame à nos

au présent ? Comment inscrire une aventure politique dans un cadre à la fois plus large (les aspirations d'une génération) et plus personnel ? Le résultat est une illustration sage, où ne passe qu'un souffle de vie, d'un scénario combinant reconstitution appliquée à métaphores insistantes - parfois jusqu'au gag involontaire, comme cette scène de sodomie le stalinien et le trotskiste.

MAIR RAY ET RABON MERCADER La figure centrale de *Disparus* est d'un jeune ouvrier typographe (Grégoire Colin), trotskiste, qui épousera une de... égarées (Anouk Grinberg), également naitresse d'un machiniste stalinien (Xavier Beauvois). Le film évoque les

La « descente en enfer » du chef d'orchestre Misha Katz

ORLÉANS
de notre correspondant régional
Misha Katz n'a plus envie de sourire. Ce jeune chef d'orchestre, plein de passion, né en 1954 à Rostov-sur-le-Don (Russie), de Rostropovitch, puis de Leonard Bernstein, fondateur du Trio Chostakovitch en France, il a choisi s'installer en 1985, réside à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret). En 1996, il a nommé chef permanent de l'Orchestre national de Biélorussie en 1996. Aujourd'hui, il est écarter de ses fonctions. Il a pourtant l'air d'avoir démissionné. L'orchestre, vieux de soixante-dix ans, une des meilleures formations de l'URSS comme le disait Sviatoslav Richter, mais qui avait périéclité, avait retrouvé sous sa baguette en quelques mois sa qualité, au point de remplir à nouveau les salles de concert à Minsk et d'être invité à l'étranger, complément de revenus indispensables pour ses musiciens qui gagnent à peine l'équivalent de 150 francs par mois.

Etat de grâce de courte durée. Misha Katz - qui a acquis la nationalité française en 1991 - a commencé à recevoir sous sa porte, à Minsk, anonymes antisémites. Puis il s'est vu sommé par l'administration de jouer de la musique nationale.

En septembre 1998, il n'était plus que « chef associé ». On s'est mis à le surveiller à la fin. Et, en octobre, interdiction lui a été faite de travailler avec l'orchestre qu'il venait de ressusciter. Lettres-pétitions des musiciens, louant son talent, son travail acharné et ses qualités humaines au président biélorusse Loukachenko, grand amateur d'opéra, paraît-il, au ministre

la culture Sosnovski : rien n'y a fait. Misha Katz n'est plus qu'un chef d'orchestre. Les tournées à l'étranger qu'il avait organisées, notamment à Angoulême, ont dû être annulées, et celles de 1999 sont compromises.

« Les fonctionnaires la-bas vivent encore l'heure soviétique, se désolent-ils, je suis une victime du durcissement nationaliste et antisémite. Refroidissement biélorusse, dont les ambassadeurs occidentaux au poste à Minsk ont fait frais à la même période. Ceux-ci s'étaient vu confisquer leurs résidences pour permettre au président Alexandre Loukachenko d'agrandir son palais. Rappelés par leurs gouvernements après un incident ubuesque, ils ont regagné le 17 janvier la capitale biélorusse, l'exception du représentant des Etats-Unis (Le Monde du 16 janvier 1999).

ÉTRANGER PARTOUT
« C'est un pays où de dans musiciens, regrette Misha Katz, j'ai tout donné la-bas au public qui me soutient, aux musiciens qui pleurent en demandant de ne pas les abandonner. Les malheurs du chef d'orchestre n'en finissent pas, y compris... en France.

Créateur du Trio Chostakovitch, un ensemble remarqué, Misha Katz, qui vit dans un modeste HLM de la banlieue orléanaise, voit aujourd'hui sa subvention de la région et la... fortement amputée. « Je suis un étranger partout, dit-il. Dès qu'on étouffe l'art, j'ai l'impression de chuter en enfer ! »

Régis Guyotat

Rabih Abou-Khalil, celui qui unifie l'oud et le jazz

LA GUERRE CIVILE a contraint Abou-Khalil à quitter Liban en 1978. Ce n'est que quelques années plus tard que le compositeur et joueur d'oud - luth arabe - aime

PORTRAIT
Compositeur libanais vivant en Allemagne, il équilibre des mondes musicaux différents

parler. « Je pensais aller en Europe pour améliorer ma connaissance de la flûte. Ça s'est fait plus vite que prévu. » Abou-Khalil prend le temps de poser chaque phrase en français ; parfois un mot anglais lui paraît plus précis. Au cosmopolitisme de Beyrouth a succédé la richesse culturelle de Munich, en Allemagne. S'il a vécu le déracinement, c'est moins le doubleur apparent que les personnages du film *Yara* (« La Cicatrice de mon âme »), de Yilmaz Arslan, production germano-turque dont Rabih Abou-Khalil vient d'enregistrer la musique, qui figure dans son dernier disque.

« grand-père était un joueur de nay, une flûte ; mon père m'a donné l'amour de la musique clas-

sique ; mon père chantait Frank Sinatra ; et moi je devais être... au Liban à écouter Frank Sinatra. A un moment, ça s'est mélangé et une partie de musique est née : il enregistre son premier disque... quelques économies. Il vend à la sortie de concerts dans de petites salles. ECM, la compagnie de Manfred Eicher, qui enregistre Keith Jarrett, s'intéresse d'abord à lui ; mais c'est... thias Winkelman, de la compagnie Enja, que Rabih Abou-Khalil trou-

un interlocuteur.
La réputation d'Abou-Khalil a commencé à toucher le milieu du jazz. L'oud, dont il fait instrument, sur ses disques, dans ses... des membres du... Oregon (le contrebassiste Glen Moore) ou le saxophoniste Charlie... qui, depuis les années 60, étudie les musiques du Japon et de l'Inde.

PAS D'ORIENTAL JAZZ ?
« Il y avait, au début des années 80, de courant, Codona ou Oregon, qu'on appelait aujourd'hui world jazz. Mais c'était surtout fondé l'improvisation l'expérimentation. Je pense être d'abord compositeur. En je ne joue pas de l'oriental

jazz ». Ça veut rien dire. Le terme a pourtant été... au nom de... Abou-Khalil. Compositeur, il se sent d'abord... celui par qui passent des mondes musicaux différents, qu'il essaye d'unifier... les trahir. Cette notion d'équilibre transparent dans nombre de ses enregistrements, toujours présentés dans superbes pochettes décorées d'enluminures et de calligraphies. Comme Theonious Monk, qui sans... revenu, il chaque fois différemment, sur certaines de ses compositions, Rabih Abou-Khalil aime que chaque disque soit tentative nouvelle.

Ses ensembles... comptent parfois plutôt des hommes du jazz (le trompettiste Kenny Wheeler, le contrebassiste Steve Swallow...), parfois plutôt des musiciens traditionnels. Il a aussi écrit pour le Balanescu String Quartet.

Il joue aujourd'hui avec le tubiste Michel Godard, le violoncelliste Vincent Courtois (aussi l'aise avec Petruccianni qu'avec les Rita Mitsouko), le percussionniste batteur Mark Nauseff... le joueur... tambour Nabil Khaia. C'est une formation légère, qui paraît simple... elle doit... jeu... notion de dynamique, fondamentale dans l'écriture... qui semble un peu absente dans la... sique actuelle. J'aime bien aussi... jouer avec des instruments tempérés. C'est plus risqué, il faut... permanence... général... groupe. De ce point de... peut probablement... rapprocher de la pratique du jazz. »

Sylvain Siclier

★ Nouvel album : « Yara », Enja, ENJ-9360 2, par Harmonia Mundi.
★... New Morning, 7-9, rue... Petites-Ecuries, 11-13, Châteaud'Éau, samedi 13 février, heures. Tél. : 01-45-23-51-41. Tél. : 01-45-23-51-41. Tél. : 01-45-23-51-41.

CHOISIR SA PRÉPA
Les résultats complets des classes préparatoires aux concours 1998 des écoles sur Minitel
118 grandes écoles en fiches sur le site Internet du Monde
Sur Minitel Sur Internet
3615 LEMONDE (2,23 F/mn) www.lemonde.fr

SAFRI DUO percussions
RAVEL - CHOPIN - R. WALLIN - W. SIEGEL - A. PAPE - M. MIKI
2 cors, 4 mains, 16 baguettes - tous à l'unisson !
LUNDI 15 FÉVRIER 2000
KRONOS QUARTET
ALI-ZADEH - RYLEY - SCHNITKE - GLASS - VON BINGEN...
LOCATION 01 42 74 22 77 - PL. DU CHÂTELET PARIS 4

La mort d'Iris Murdo philosophe et...
Régis Guyotat
Philippe Avron
HUI

Elle a été saluée comme « l'une des romancières préférées de la Grande-Bretagne »

Murdoch, qui disait volontiers « La vie est terrible... et très drôle », l'une des romancières les plus appréciées par les Britanniques.

suite de la pensée du p
logicien britannique d
trichienne. Son prem
bié sera un essai sur
en 1954, un **FOUR**
(Gallimard, « Folio »).
ment salué par la c
FOUR suivront car
FOUR effort, disant
la tête, jusqu'aux
même de s'installer
travail.

Les personnages murchidoniens **■** généralement **■** bourgeois intellectuels qui cherchent leur chemin dans un labyrinthe aux contours de l'Angleterre, mais souvent, **■** changent de vie, content de le faire, mais n'ont pas trouver une vérité qui leur échappe. Ils s'opposent parfois à des forces antagonistes, symboliques : le Mal ou le Bien - les dissociales, la Rédemption pour vain prendre la forme de l'Angélateur. La religion et les formes corrompues ou poussées à l'extrême côtoient les interrogations philosophiques et métaphysiques, sans que le roman sombre dans une lourdeur démonstrative car Iris Murdoch fait toujours preuve d'ironie et d'humour, est d'amuse et jubile à faire bifurquer ses intrigues romanesques vers le farce, le macabre, la magie, l'inattendu.


**Raphaële Réroll
et Martin Silber**

Catherine Diverres
Corpus, la dernière pibce de la
chorégraphe Catherine Diverres,
créée au Théâtre national de
Bretagne (Le Monde du 20 janvier),
parle des états extrêmes du corps,
du vide qui succède aux trop.

Corps sous masculin qui
puissent leur effroi dans les mots de
L'Infini turbulent du poète Henri
Michaux, corps sous décharge
d'adrénaline, notre corps quotidien
stressé, disséqué par Jean-Luc
Nancy, dans son ouvrage *Corpus*
qui donne, ici, son titre à une
chorégraphie où des hommes et
des femmes livrent de durs
combats avec et contre
eux-mêmes.

la 2^e place du
Crimée, Paris-4. M^{re} Châtelet Les
10, 12 et 13, à 20 h 30. Tél :
01-42-74-22-77. 140 F.

Bernard Levasseur (baryton)
A « Disques en lice », l'art de la
critique discographique, François
Hudry sur la chaîne culturelle
radio suisse romande, à 14
heures, en arrêt, à la fin de
d'un baryton canadien alors
Inconnu ici, Bernard Levasseur. Il
chantait *La Bonne*, de

Gabriel Fauré, avec charme et simplicité. Il est à Paris pour un récital de la  Francis Poulenc, accompagné au piano par Louise-Andrée Baril.
*Bibliothèque nationale de France (site Tolbiac), quai François-Mauriac, Paris-13^e.
M^e Quai-de-la-Gare. Le 9, à 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59.
100 F.*

Trio Wanderer
Le pianiste Vincent Cogh, le violoncelliste Raphaël Pidoux et le violoniste Jean-Marc Phillips sont les protagonistes de l'un des meilleurs trios du moment. Ils ont choisi de jouer *le Trio pour piano, n°2 de Beethoven*. En deuxième partie de programme, l'excellent violoncelliste Henri Demarquette et le pianiste Alexandre Gasparov se joignent à Jean-Marc Phillips pour interpréter des pièces d'Enfants, puis Demarquette et Phillips joueront un *Kodaly*, enfin, six réuniront pour interpréter le 1^{er} mouvement de l'Octave de Mendelssohn.
Eglise Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, Paris-13^e.
M^e Saint-Marcel, Le 9, 11 h 30.
100 F.

FILMS NOUVEAUX

Affiction de Paul Schröder (États-Unis, 1 h 54).
Astérix et Obélix contre César de Claude Zidi (France, 1 h 48).
Bubbles Gaiore (*)
 de Cynthia (Canada, 1 h 30).
Buffalo 66
 de Vincent Gallo (États-Unis, 2 h).
Chances of the Revolution
 de Peter Duncan (Australie, 1 h 28).
Des chambres et des couloirs
 de Royal Trosche (Grande-Bretagne, 1 h 36).
Le Partisan de Popalca (*)
 de Darío Argento (Italie, 1 h 43).
Le Jour du peintre (*)
 de Werner Hies (Allemagne, 1 h 24).
Le Musée
 de Fernando Solanas (Argentine, 1 h 50).
O Amor natural (*)
 de Honigsmann (Hollande-Bris, 1 h 16).
L'Ombré d'Andersen
 dessin animé de (Danemark, 1 h 18).
Heister (Demmer), 1 h 18).
Le Marchand de roses
 de Victor Gavira (Colombie, 1 h 15).
Plus qu'à nous, moins que demain
 de Laurent Achard (France, 1 h 26).
Preaching to the Perverted (*)
 de Steven Urban (Grande-Bretagne, 1 h 30).
Reading 54
 d'Ally Bailey (Tunisie, 1 h 37).
Vendredi Institut
 de Todd Marshall (France, 1 h 45).
 (*) Films interdits aux moins de 12 ans.
 (**) Films interdits aux moins de 18 ans.

94 Vityry-sur-Seine. Les 9, 10 et 11, à 11 h 30. Tél. : 01-45-81-70, 35 F et 50 F

Accoussinment de l'YMA-GREM

Francis Dhormont : *Frankenstein Symphonie*. Appletton : *Cortes de la mémoire*. Serre : *Trois rêves*. Scott-Thompson : *Paroisses*. Sikors : *L'absolu*, *transmés*. 26. Daniel Kletyzy (aérophonie), Pascal Coste (accordeon)

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e. M^e Passy. Le 9, à 18 heures et 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. Entrée libre. Dans le cadre du festival « Présences »

Prédéric Menguy (piano)

Chopin : ■■■■■■■■■■ *Ballade*, ■■■■■■■■■■
■ ■■■■■■■■ *Pologne* ■ ■■■■■■■■
op. 53

Salle Chopin (Meyre), 252, ■■■■■■■■■■ du Bourg-Saint-Pierre, Paris 8^e. M^e Ternes. Le 9, à 15 h ■■■■■■■■■■ : 01-45-81-53-00. De 90 à 120 F

Sybilis

Chœur de Dailles. Fanny Gélida, Aurélie Dupont, Nathalie Michel (sylvia) ; Manuel Legris, Nicolas Le Richa, Jean-Guillaume Baré (Amirante) ; Elisabeth ■■■■■■■■■■ (Mélodie) ; ■■■■■■■■■■ Marie-Agnès ■■■■■■■■■■

Les Opéra de Paris. Ballet de l'Opéra de Paris. Chœur lyrique de Paris. Stéphanie Denève (direction). John Nesch (chorégraphie), Yannis Kokkos (scénographie).

Palais Garnier, place ■■■■■■■■■■ Opéra, Paris 8^e. M^e Opéra. Le 9, à 19 h 30. Tél. : 09-36-65-78-00 ■■■■■■■■■■ 340 F. Jusqu'à 200 F

Alain Buffard

Good Bay

La Ménagerie de verre, 12, rue Léchêne, Paris 17^e. M^e Perrelettes. Les 9, 10 et 11, à 19 h 30. Tél. : 01-49-39-33-44. 60 F et 80 F

Dans le cadre des « Inaccoutumés »

Georges Auric

Centre Jean Montpansier, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris 14^e. M^e Galvès. Les 9 et 10, ■■■■■■■■■■ heures. Tél. : 01-43-21-56-70. De 100 F à 150 F

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le M
tel. 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68
78 (2 73 E/min)

VERNISSAGES

Henri Cusco
Galerie d'exposition du théâtre, place
Georges-Pompidou, 78 Montigny-Le-Sa-
tonneux. Tél. : 01-30-96-99-00. [1]
12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et
lundi. Du 9 février au 30 avril. [1]
libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ F de commission par place). Place de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Arto guerrier d'Antonin Artaud, mise en scène de Régis Hebette. Théâtre L'Echangeur, 59, avenue du Général-de-Gaulle, 93 Bagnolet. Le 9, 20 h 30. Tél. : 01-43-62-71-20. 35 F et 55 F jusqu'au 20 février.

DERNIERS JOURS

13 février :
Sollner
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène
de Michel Didiym.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue
des Abbesses, Paris 18^e. Tél. : 01-42-74-32-
77. 95 F et 140 F.
14 février :
Vie de Myriam C.
de François Borel, mise en scène de Charles
Tordjman.
Théâtre national de la Colline, 15, rue
Maitre-Brun, Paris 20^e. Tél. : 01-44-62-52-
52. De 55 F à 160 F.
La Fuite en Egypte
de Bruno Bayen, mise en scène de l'au-
teur.
Théâtre 41, 41, rue de la Chapelle, 41.
32 Genevilliers. ■ : 01-41-32-25-26.
80 F à 140 F.

Purisme français et éclectisme américain au festival de Radio-France

PRÉSENCES 99. Œuvres de Bruno Mantovani, Frédéric Durlet, Bertrand Dubedout, Bruno Giner, Fred Lerdahl, Davidovsky, David Lang, Joshua Fierberg et John Zorn, par Donatienne Michel-Dansac (soprano), Véronique Quiribé (harpe), Jean Geoffroy (percussions), quatuor de percussions. Descon IV, Emmanuel Conquer (direction), René Jolles (violon), Ensemble Continuum, Joel Sachs (direction). Maison de Radio-France, le 7 février.

De Varèse à Xenakis, la percussion a rythmé la poussée moderniste du XX^e siècle. Les festivals de musique contemporaine ont donc pris l'habitude de lui réserver un concert exclusif. Celui ■ Présences 99 s'est apparenté à une revue ■ d'effectifs ■ compositeurs français.

Bruno Mantovani (né en 1974) est un jeune dont on parle de plus en plus. Son solo de marimba, *Jeu*, trahit toutefois une cruelle absence de personnalité. Alternant un velouté presque inaudible et un martèlement intempestif, l'œuvre laisse cette pièce convulsive ne laisse que le souvenir d'une interprétation de

chant voi réalisée, sans partition, par Jean Geoffroy. Ce dernier met ensuite sa prodigieuse technique au service de Frédéric Dureux (né en 1959), mais on prête moins attention à la performance car la musique produite est, cette fois, de première qualité. Reposant sur une écriture à la fois basique (rythmique régulière), flamboyante (échappées virtuoses), *Incidences* réussit le tour de d'introduire une ~~ambivalence~~ dimension harmonique ~~à~~ un langage constitué d'événements ~~à~~ bari-
tres indéterminés.

A la maîtrise cérébrale et expressive du matériau par Frédéric Durieux succède le délayage naïf et kitsch de Bertrand Duboudin (né en 1958): *Fractions du silence*, *Harmonie* livre coule la poésie très précieuse d'André du Bouchet dans une vocalité excessivement fin de (XXI) siècle et multiple les clichés de la suggestion instrumentale, lumineuse (scintillements de vibraphone et de crotales) ou théâtrale (punctuations de wood-blocks comme dans les pièces symphoniques d'antan).

Perdue avec Dubedout, la con-
science organique qui rapprochait
Mantovani et Durioux réapparaît
dans *Images de peaux* de Bruno Gi-
ner (né en 1960), une belle pièce
pour cinq percussionnistes (un so-
liste et un quatuor judicieusement

pauvres et les riches, qui procède d'un monothéisme communicatif. La thématique de Présences 99 s'articule autour de l'exil Paris-New York-Montréal. Une fois la cause du Québec gagnée (*Le Monde* du 2 février), il nous fallait donc apprécier la relation franco-américaine. Au purisme des Partisans (exception faite du Bayonnais Dubedout, qui professe à Toulouse) succède l'éclectisme des New-Yorkiens (exception faite de Joshua Fineberg, natif de Montréal).

Septembre 1997.

ADEPTES DE LA DÉVIATION
 Dans le **CD** de Fred Lerdahl (moins connu comme compositeur que comme musicologue associé au linguiste Ray Jackendoff pour une approche cognitive de la musique tonale), on osera même le terme de déviationnisme. *Fantasy Etudes* pour instruments s'appuie, en effet, sur divers phénomènes de libre extension d'un fragment initial en

Ni nostalgique ni moderniste, cette œuvre habilement écrite suffit à elle-même. Tout comme — mais à un moindre degré d'autonomie esthétique — *Synchronism* n° 9 de Mario Davidovsky qui tablit sur la ~~musique~~ introduite ~~un~~ ~~violon~~ en quête d'abstraction ~~violon et une bande enregistrée~~ ~~vi~~

cation parasitaire. Lui aussi adepte de la déviation (mais encore un cran en dessous de Davidovsky !), David Lang confie à dix instrumentistes - tous debout, *assise* pour un concert de rock ? - le soin d'entretenir dans *l'ought the law* un hoquet maladroit (selon une technique répétitive qui rappelle plus l'anglais Michael Nyman que l'Américain Reich) = *sur* arpegges d'accords parfaits truffés d'immodérables tonales).

Extrêmement **raciste**, **Rachin** **pière** et de **sable** présente **Joshua Fienberg** comme l'antithèse de David Lang. La pièce se perd, hélas ! en une académisme spectral et jargonisme au pacotille. Il s'agit néanmoins d'une composition authentique. On n'en dira pas autant du **besogneux**, collage de John Zorn au **dit** : **For your eyes only**... sans autre justification. On n'est vraiment pas sûr que l'oreille dans ce jeu de massacre pour vingt instruments ob, par exemple, vibrent sans lien musical à l'édifice de tango et une citation d'*Arcaïca* d'Edgar Varèse. Pour illustrer la capacité des Américains à détourner la manière **de** ! Thérèse classique, le **triti** polyvalent. Ensemble Continuum aurait voulu **trist**, programmer Solke Jones.

Pierre Gervason

**LES
HUISSIERS**
Michel Vinaver Alain Françon
Jusqu'au 28 février
Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

dernière représentation le 14 février

La Fuite en Egypte

Bruno Bayen

 Théâtre de Gennevilliers
Centre Dramatique National
Location 01 41 32 26 26

naire-clé dans la région, se sont engagés à soutenir le roi Abdallah, qui a fait bonne impression à l'ensemble des personnalités étrangères réunies à Amman.

Le pays est étreint par sa dette, le chômage touche près de 30 % de la population active, la croissance est pratiquement nulle et l'aide financière promise par Bill Clinton et les Européens ne paraît pas suffisante pour régler les problèmes qui s'amoncellent.

C'est là tout le problème de la Jordanie : ses difficultés dépendent dans une large mesure de facteurs internationaux, sur lesquels le gouvernement d'Amman n'a guère de prise que le président Clinton. Le même qui proclame tous les jours combien une Jordanie prospère et en paix est essentielle pour la stabilité de la région.

George's Marlon

Tourné vers La Mecque, allongé sur le côté droit, le roi Hussein a été enterré dans le cimetière royal du palais de Raghdan, à côté de son père ■■■ son grand-père, Abdallah, fondateur d'un ■■■■ né, en 1946 seulement, sur ■■■ ruines de l'Empire ■■■■ man.

G.M.

En 1990-1991, il fut aux-
bond à l'alliance anti-irakienne or-
ganisée par le président George
Bush. La défaite de Saddam Huse-
sein et les sanctions draconiennes
décrétées contre Bagdad ont eu un
impact catastrophique sur la Jorde-
nie, mal compensé par la reprise,
plus tard, de l'aide américaine. Mais
son habileté coutumière a permis à
Husseini de se rattraper, après une
courte brouille avec Washington. Il
a su se rendre indispensable à Bill
Clinton, en jetant son poids dans la
balance à Wye, l'automne
1998. Cet ultime coup de main n'a
pas été oublié. Reste à savoir de
quel poids pèse la Jordanie face au
partenaire incontournable des
Etats-Unis dans la région, Israël.

Patrice de Beer

هنا امن الاصل

Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

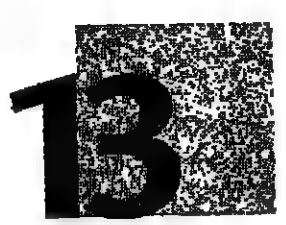
MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

www.lemonde.fr/nvtechno

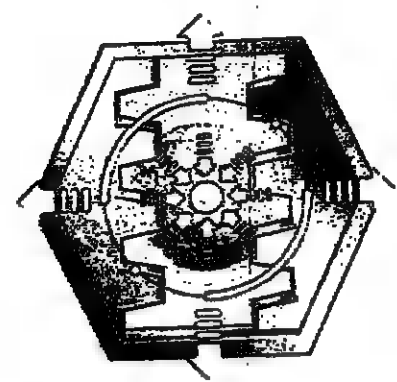


PORTAIT
Sarah Flannery,
une Irlandaise
■ dix-sept ans,
■ mis au point
un système de cryptage
ultrarapide
P. IV

IRRÉDUCTIBLES GAULOIS
Dans un paysage informatique dominé par l'Amérique en dépit
■ 13 milliards dépensés pour
le plan calcul, quelques entreprises
françaises résistent. P. VI



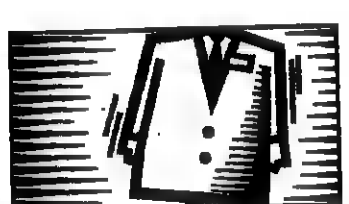
L'APPEL DE LA FORÊT
Un nouveau réseau
■ fibre optique,
une Cité
du multimédia...
Le Canada s'impose
comme un laboratoire
de création
et de communication
numériques. P. III



PORTAILS
■ concentration des points
d'accès ■ Internet. P. V



PETITES ANNONCES
■ pages d'offres
d'emplois.
P. VII ■ XIV



BONUS
Lors de l'achat d'un PC,
le client reçoit en prime
une série de logiciels.
■ Cette pratique est assimilée
à de la vente forcée
par certains utilisateurs
qui en demandent
le remboursement. P. II

Remboursez

CELA ressemble à un épisode des voyages de Gulliver, celui où les Lilliputiens sautonnent le géant qui ne peut plus bouger sur la plage où il a échoué. Ici, le géant, c'est bien sûr Microsoft, la firme de Bill Gates, échouée dans un procès anti-trust et ficelée par une multitude de procédures dénonçant ses pratiques commerciales. Trêve de métaphores : est-ce que ça va aussi mal que cela en France pour le leader mondial du logiciel ?

Alors que se poursuit son procès à Washington, ses avocats ont tiré l'assistance de sa torpée en diffusant, mardi 2 février, une cassette vidéo au cours d'une session du tribunal. Elle devait démontrer que Windows 95 ne peut fonc-

tionner correctement sans le logiciel Internet Explorer, une thèse défendue par les avocats du gouvernement américain. Las, une « erreur de production » a privé les juges de la séquence tant attendue, qui devait montrer les problèmes de la version de Windows 98 expurgée du navigateur Internet.

En France, les services de la répression des fraudes disposent depuis quelques jours du témoignage d'un fabricant de micro-ordinateurs qui lui a affirmé ne pouvoir vendre ses ordinateurs sans Windows en raison des conditions qui lui sont imposées par Microsoft. Des propos qui pourraient relancer les actions de la justice française et de la Commission européenne.

Menacée par la justice américaine, conspuée par un nombre restreint mais croissant d'informaticiens, attaquée par les associations de défense des consommateurs, Microsoft vit des moments difficiles

Dominic Delbecq



Parti d'Australie, un mouvement de protestation contre la politique commerciale de la société de Bill Gates prend une dimension mondiale lundi 15 février avec le « Windows Refund Day »

peenne. Cette dernière avait obtenu en 1994 l'engagement de Microsoft de cesser ce genre de pratiques commerciales qui limitent la liberté d'action de ses clients.

Les partisans de Linux, le logiciel informatique de Microsoft, ont également cherché ce mercredi à porter sur la place publique l'épineuse question du remboursement des ordinateurs sur les traces d'un informaticien australien qui a récupéré 400 francs de Microsoft en 1998. « Il ne s'agit pas de gêner les constructeurs », explique Roberto Di Cosmo, universitaire et co-auteur du *Hold-Up planétaire*, un livre sur les pratiques de Microsoft. Nous souhaitons faire pression pour que soit mise en place une véritable alternative à l'achat de Windows. Le chercheur a volontiers accepté de relayer en France la 15^{ème} édition de la « Journée de la défense du consommateur » imaginée par des activistes américains qui prévoient d'adresser massivement des demandes de remboursement de Windows aux fabricants d'ordinateurs.

Aujourd'hui, ceux qui entendent se priver du « confort » apporté par Windows doivent accomplir un véritable parcours du combattant. Un constructeur n'accepte de livrer des ordinateurs de bureau ou des portables à l'unité sans l'une des deux versions du système d'exploitation de Microsoft, Windows 95 ou NT. « Il est impossible d'acheter une voiture volant, soulignent les industriels. C'est la même chose pour les ordinateurs, qui ne peuvent fonctionner sans système d'exploitation. » Chez Microsoft, on insiste sur la demande du marché. « Les clients réclament du prêt-à-porter », justifie Olivier Ezratty, responsable du marketing de la communication de la filiale française. Il réfute même l'entraîne à la limite des constructeurs. « Si 5 % des gens réclament des ordinateurs sous Linux, les fabricants adapteront leurs gammes. »

Alliés objectifs de Microsoft, les fabricants de micro-ordinateurs s'accrochent très bien de la situation provoquée par la domination de Windows. « Cela nous coûterait trop cher de fabriquer des postes de travail sans système d'exploitation, explique-t-on chez IBM. On ne peut envisager que pour des commandes spéciales, il faut briser la chaîne de production. A l'unité, un ordinateur sans Windows serait vendu plus cher. » D'une manière générale, les

Pour la première fois, un constructeur d'ordinateurs français révèle les conditions de vente imposées par Microsoft

Un seul clic pour tout trouver

www.lycos.fr

- Recherche en français, toutes les images et sons...
- Guides d'achat : livres, économie, voyages...
- Gratuit ! Lycos Mon Lycos

Votre Guide Personnel sur Internet

LYCOS

Jeunes et surdoués

Natalia Toro, 14 ans
Passionnée de physique, Natalia Toro étudie plus spécialement les oscillations des neutrinos, ces particules élémentaires sans charge qui s'échappent des explosions nucléaires solaires. Son objectif : comprendre le mystère des manques de dénombrement des neutrinos et avoir un impact fondamental sur les physiques à hautes énergies. À partir de récentes découvertes au Japon, selon lesquelles les neutrinos auraient deux états, l'un détectable, l'autre pas, Natalia Toro a pu valider une théorie qui confirme l'état d'oscillation des neutrinos. Une théorie qui a valu à Natalia Toro, à quatorze ans, le prix MTT pour décrocher un doctorat de physique.



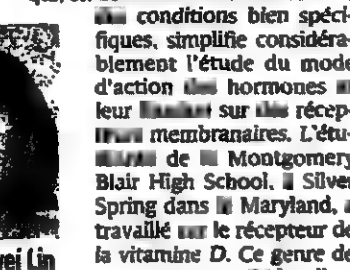
Erika N. Ebbel

Gabor Bernath, 15 ans
Lors du dernier concours européen de jeunes scientifiques qui s'est tenu en septembre 1998 à Portugal, Gabor Bernath, lycéen hongrois à l'école allemande de Budapest, s'est vu décerner le premier prix pour son travail sur les images en 3 dimensions. En utilisant une simple caméra numérique et une source lumineuse pour capturer des objets tridimensionnels, il a montré des images de têtes et de statues de très haute qualité. Ses futures applications devraient être développées à des fins industrielles et pour des applications Internet.

Erika Natalie Ebbel, 17 ans
Souhaitant mettre immédiatement en pratique ses connaissances en microbiologie de l'école Crystal Springs Uplands de Hillsborough en Californie, Erika Ebbel se penche sur le virus de l'herpès (HSV-1). Elle a prélevé sur un pissenlit provenant de Mongolie, utilisé dans la médecine chinoise le nom de pukung-ying. Grâce à la chimie et à l'usage de la spectroscopie, Erika est parvenue à isoler des composés antiviraux de cette variété de pissenlit. Elle espère que ses recherches permettront de mettre au point un traitement pour soigner l'herpès HSV-1. Erika possède d'autres talents : son acrobacie, elle a obtenu plusieurs prix dans des concours de piano et donne régulièrement des récitals de son instrument favori. Polyglotte, elle parle couramment l'espagnol, le russe et le japonais. Elle espère intégrer le prestigieux MIT (Massachusetts Institute of Technology) pour suivre sa carrière en médecine ou en biotechnologie.

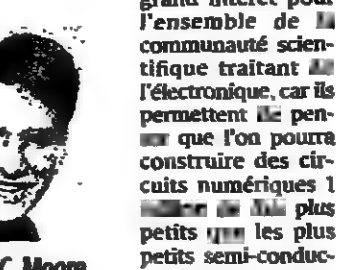
Chaque année, des dizaines d'élèves et d'étudiants font avancer la science grâce à leurs recherches

Grace C-Hwei Lin, 17 ans
A 17 ans, Grace C-Hwei Lin est destinée à la biologie ou à la pédiatrie. Elle espère pouvoir suivre en l'an 2000, à la célèbre université John Hopkins de Baltimore, la médecine ou la biologie. Plus étonnant, cette jeune fille a déjà co-signé plusieurs articles scientifiques. Et surtout, elle a développé une lignée cellulaire, baptisée GL48, qui, en devenant fluorescente dans certaines conditions bien spécifiques, simplifie considérablement l'étude du mode d'action des hormones sur leur récepteur. L'étudiante de Montgomery Blair High School, à Silver Spring dans le Maryland, a travaillé sur le récepteur de la vitamine D. Ce genre de travail permet de localiser les récepteurs et de mettre au point de nouveaux médicaments, plus efficaces, car très ciblés, pour des maladies comme le diabète.



Grace C-Hwei Lin

David C. Moore, 18 ans
En basant les principes de la physique quantique, ce jeune étudiant du Maryland a réussi à déterminer, d'un point de vue conceptuel, les propriétés électriques d'un nouvel interrupteur électronique moléculaire. Ces interrupteurs miniatures sont d'un grand intérêt pour l'ensemble de la communauté scientifique traitant de l'électronique, car ils permettent de penser que l'on pourra construire des circuits numériques à l'échelle de quelques dizaines de nanomètres, les plus petits des plus petits semi-conducteurs actuels. En parallèle de ses recherches, David Moore est administrateur réseau de son école à Gaithersburg. Il a déjà reçu de nombreuses récompenses dans les domaines des mathématiques et des sciences.



David C. Moore

Dans les labos

La double vie du RU-486
Sous le nom de RU-486, la pilule abortive, le RU-486 est utilisé dans le traitement des tumeurs. Dernière application en date : la régulation de l'expression d'un gène modifié. Une équipe du Baylor College of Medicine à Houston l'a testé avec succès sur des souris transgéniques, pour la production d'hormone de croissance humaine. Utilisé à des doses mille fois plus faibles que dans la pilule abortive, le RU-486 n'a eu aucun effet sur les fonctions de reproduction.

Le robot qui pense debout
Interrompre la tâche pour réfléchir : le robot C'est sur qui se repose l'algorithme mis au point par un ingénieur de l'université Washington, à Saint-Louis, et deux anciens étudiants. Max-Plus Algebra Model a permis de résoudre un problème vieux de deux décennies : la coordination des fonctions de décision et planification des tâches avec celles de détection en temps réel, deux systèmes qui ne sont pas situés sur un même niveau de contrôle.

Avion martien et Internet sidéral
Pour le centenaire de la naissance de Wright, en 1903, la NASA envisage de faire voler un avion dans l'atmosphère de Mars. Quelques responsables de l'agence spatiale ont même l'idée d'établir des communications à haut débit entre Mars, la Lune et d'autres postes avancés du système solaire afin de maintenir en continu images vidéo et données. Elles reposeraient sur des engins spatiaux pour relayer le signal jusqu'à la Terre.

Un nouveau venu chez Mendeleïev ?
114, c'est le numéro atomique d'un élément chimique obtenu dans un accélérateur de particules à partir d'isotopes radioactifs du plutonium et du calcium, par des chercheurs travaillant en collaboration avec un laboratoire californien. L'élément est stable pendant quelques secondes, durée qui serait largement suffisante pour envisager des utilisations en médecine ou en chimie. Les résultats sont confirmés, « 114 » sera le 21^{er} élément artificiel du tableau périodique de Mendeleïev.

Organes de rechange
Une équipe américaine du Children's Hospital and Medical Center à Boston, dans le Massachusetts, s'est révélée pionnière dans la transplantation d'organes développés en laboratoire à partir des cellules du fœtus. Les chiens ont ainsi reçu une vessie cultivée à partir d'échantillons de leur propre vessie. Un mois plus tard, les animaux fonctionnaient normalement. Et, un mois plus tard, ils fonctionnaient toujours normalement.

La maîtresse des codes

BLARNEY (Irlande)
du jeune envoyé spécial

Dans l'ombre de Cook, Blarney vit depuis des lustres une tranquille vie de bourgade de la côte irlandaise. Cette bourgade, susceptible de séduire le touriste, un amoureux de la légende, un... La légende prétend que l'une des pierres porte bonheur quand on l'embrasse. Cette pierre enchantée, Blarney Flannery, une jeune fille de dix-sept ans, a pu sans problème lui déposer un petit baiser : tout juste dix ans, cette lycéenne vient de se voir décerner le prestigieux prix du Irish Young Scientist and Technologist Exhibition, pour la réalisation d'un algorithme de cryptographie qui risque de reléguer au placard le système actuel RSA, élaboré en 1977. Un système dix fois plus rapide et sécurisé pour la protection des données envoyées par courrier électronique.

Depuis lors, Blarney-la-tranquille vit au rythme de l'actualité médiatique et sa nouvelle reine. Et toute l'Irlande s'est prise d'amour pour cette jeune scientifique. Un journal, une télévision ou une radio qui n'a pas un reportage sur Sarah. Cette popularité se mesure à l'arrivée à Cork quand le chauffeur de taxi déclare, une bonne fois pour toutes, la voir rugueuse : « Sarah Flannery ? Bien sûr que je la connais, elle est très brillante cette enfant, mais on n'est pas fier de compter dans ses rangs celle qui vient d'éblouir le monde par sa découverte. L'article et la photo parus dans le Times le lendemain ont sa récompense s'affichant haut sur la porte d'entrée. Histoire, sans doute, de donner du courage à tous ses petits camarades d'attaquer les mathématiques. « Tous mes amis de la ville de qui m'arrive, reconnaît-elle, il n'y a aucune jalousie à leur part, au contraire. » Ici, les mathématiques, petite communauté, renchérit Elaine Flannery, sa mère, professeur de macrobiologie à Cork. Tous les gens se connaissent et sont très heureux de l'aventure de l'une des leurs. « Mais pas autant que



l'intéressée. Assise à la cuisine, entourée de ses quatre frères et de sa mère, Sarah goûte aux joies de la vieillesse avec le plus grand détachement. L'uniforme - vert, cravate rouge - de rigueur dans son école ne parvient pas à lui donner un air sérieux. Le regard bleu vif et les cheveux bruns, éclairant un visage d'une étonnante douceur. Les révélateurs de la star en herbe sont le téléphone qui sonne au réveil et l'agenda où les rendez-vous avec les grands médias s'enchâssent. La question pour autant de jouer à la grande dame : « Tout

Sarah Flannery, une Irlandaise de dix-sept ans, a mis au point un système de cryptage ultrarapide

cela m'amuse tellement ! Je ne m'y attendais pas du tout car en fait, on ne sait jamais si le projet sur lequel on travaille est le bon ou non. Il y avait « Tout est parti des cours du soir en mathématiques que mon père donne à l'Institut de technologies de Cork. Il m'a proposé d'y assister. Là j'ai appris les bases, mais je me suis intéressée à l'application. C'est comme ça que j'en suis venue à m'intéresser à la cryptographie. » De là à mettre au point un algorithme révolutionnaire - baptisé Carley-Purser en hommage à Arthur Carley, mathématicien anglais du XIX^e siècle, et au cryptographe William Purser -, il y a eu de même un pas que peu de lycéens peuvent vanter d'avoir franchi. Sarah refuse pourtant le qualificatif de « génie » employé partout dans la presse. Sa mère aussi : « Je n'aime pas ce terme, ça ne veut rien dire du tout. Sarah est une fille comme les autres. La grande force, c'est son courage. Elle fait face aux choses, sans appréhension, et quand on qu'elle entreprend, elle le fait à fond. » C'est le tableau noir contre l'un des murs de la cuisine que Sarah opiniâtrément s'est manifestée, en l'occurrence. Face à lui, chaque jeudi, trois heures durant, Sarah s'est livrée avec les mathématiques (le non père. Pour son plaisir, sans contrainte ni pres-

sion, mais avec la joie de sentir vivre le monde de sa famille autour d'elle. « Je ne travaille jamais dans ma chambre mais toujours dans la cuisine. Il faut que j'entende mes frères jouer ou ma mère faire la cuisine pour être heureuse. » Heureuse. Loin de s'imaginer un futur doré, plein de découvertes et de gloires scientifiques, Sarah Flannery rêve d'une vie normale. Une vie simple, à la campagne, dans une maison tranquille, celle de ses parents, perdue dans la campagne irlandaise. Une vie dans laquelle elle pourra continuer à jouer au football ou à la cheval, à ses deux passions après les maths. Cette vie, elle l'imagine tout de même dans le milieu scientifique, celui de ses parents, « comme chercheuse », sourit-elle. Mais je n'ai jamais vraiment eu que je voulais faire ». Un modèle ? « Non, il n'y a aucune personne que j'admire en particulier. » Pas même Albert Einstein, dont le portrait accro le gentil salon de Flannery. En son lieu, elle se vante de ses trophées scientifiques gagnés par cette Irlandaise surprenante, mais ordinaire. Blarney et son château peuvent dormir tranquilles. Leur petite reine est une jeune fille sage.

Les mots de chiffage

ALGORITHME
Ensemble d'instructions logiques organisées pour résoudre un problème.

CRYPTOGRAPHIE
Codage des données qui doivent être transmises par l'intermédiaire d'un canal public pour cacher le contenu aux indiscrets et aux indésirables. Les algorithmes de conversion utilisent une clé - en un nombre binaire - d'autant plus sûre que sa taille est grande (généralement entre 40 et 128 bits).

RSA
Le système Rivest-Shamir-Adleman est une méthode de chiffage sûre qui recourt à une clé en deux parties : la clé privée, gardée par son propriétaire, et la

publique, qui est libre d'accès. Les données cryptées en utilisant la clé publique du destinataire, mais peuvent être déchiffrées que par la clé privée.

CLÉ SECRÈTE
Une autre méthode consiste à utiliser la même clé confidentielle pour crypter et décrypter. Le problème consiste alors à transmettre la clé sans qu'elle soit interceptée.

CRACKER
Un cracker est une personne qui franchit frauduleusement les défenses d'un système informatique pour y causer des dégâts (détruire des fichiers, voler un secret, introduire des virus).

Pépinière

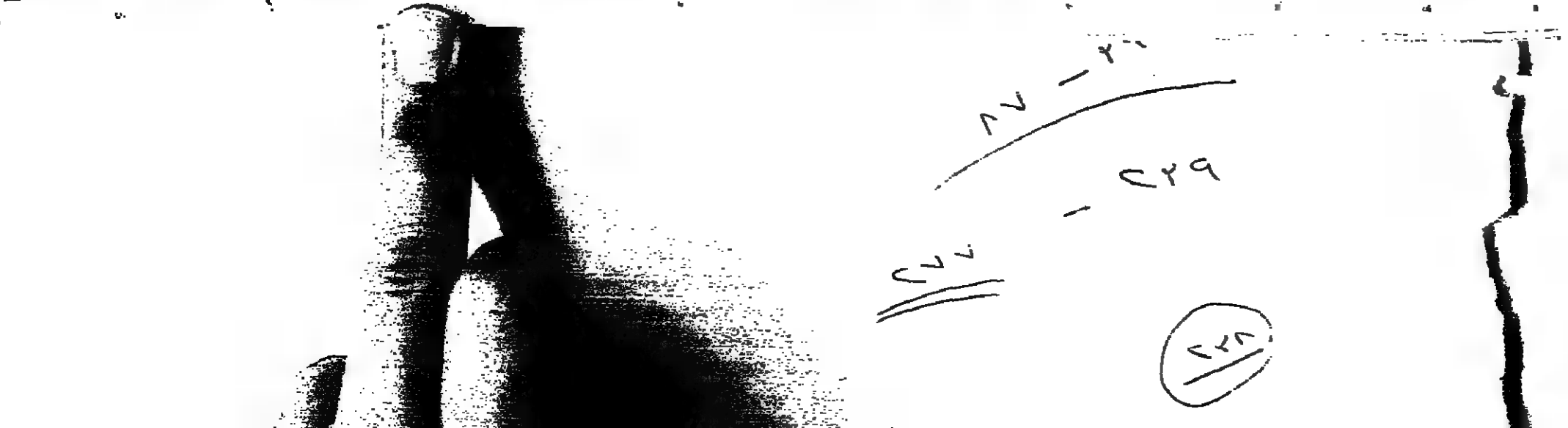
PLUS de 600 cents élèves ont participé à la 14^e édition de la Young Scientists and Technology Exhibition. Lancé il y a trente-trois ans par la compagnie aérienne nationale Aer Lingus, le concours est désormais parrainé par Eircom, l'un des grands opérateurs téléphoniques du pays. Les participants peuvent choisir leur champ de recherche parmi les grands thèmes : chimie, physique et sciences mathématiques ; biologie et écologie ; social et sciences comportementales. Au cours de la grande semaine de la science qui a débuté plus de dix mille personnes à Dublin du 5 au 10 janvier, une autre jeune scientifique de Blarney, dans le même comté que Sarah Flannery, a été récompensée par le prix de l'excellence décerné par la compagnie microprocesseurs Intel. Vincent Polley s'est attaqué aux images numériques et propose, pour en améliorer la qualité, une technique de lissage qui traduit chaque point en courbe et qui calcule la meilleure distance à observer entre chacun de ces points pour que le rendu soit le plus parfait possible. Encore un algorithme qui devrait faire parler de lui dans les prochains mois.

Algorithme

DEPUIS que le monde a découvert l'algorithme mis au point par Blarney, ses multiples usages pour la cryptographie électronique et la transmission de données sensibles, le petit monde d'Internet en a ébullition. Et si une jeune Irlandaise venait à simplement de signer l'arrêt de mort du RSA (Rivest-Shamir-Adleman) - le système de codage à clés, l'une publique, l'autre privée, - il faut être prudent, tempère pourtant la jeune fille. Pour le moment, elle n'en sommes qu'à la période de la mise au point de l'algorithme et qu'il soit mis en application. On a déjà vu beaucoup d'autres systèmes de cryptographie qui s'annonçaient révolutionnaires et qui se sont fait « cracker » rapidement. En l'absence de données publiques, le code de son invention, Sarah Flannery lui-même ne peut pas lui proposer de travailler avec elle. « Non, il n'y a aucune personne que j'admire en particulier. » Pas même Albert Einstein, dont le portrait accro le gentil salon de Flannery. En son lieu, elle se vante de ses trophées scientifiques gagnés par cette Irlandaise surprenante, mais ordinaire. Blarney et son château peuvent dormir tranquilles. Leur petite reine est une jeune fille sage.

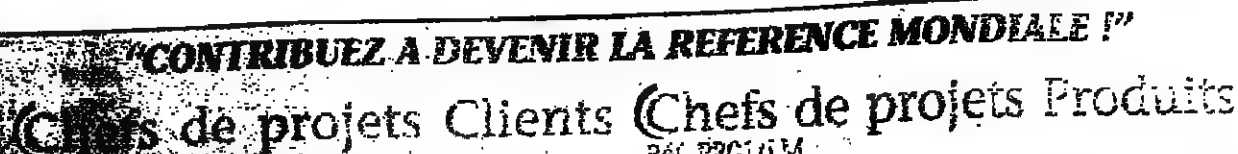
■ RSA Data Security Inc., Redwood City (Californie) : <http://www.rsa.com>

La bataille



Eric Lecluyse

INFORMATIQUE - Réseaux Télécommunications



Titulaire d'un diplôme en finance et/ou Informatique (bac +4/5 universitaire ou ingénieur), vous possédez une double compétence : financière et informatique. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser une expérience de 5 ans minimum (idéalement à l'international) dans la conduite de projets. Votre expertise, votre sens du service clients et vos qualités de communication vous permettent de diriger les projets d'évolution de nos produits et de notre offre à l'international. Vous êtes intéressé(e) par des équipes développement, distribution et commerciale, impliquées dans le projet.



groupe
UNICOPA



Par ailleurs, véritable technicien avec la machine, vous êtes l'intermédiaire unique des responsables des systèmes d'information dans les branches.

A 30-95 ans, de formation supérieure, vous grande classe d'ingénieur, vous justifiez d'une expérience réussie de conduite de projet et de management d'équipe. Vous avez développé dans ce cadre une forte personnalité, un sens aigu de la diplomatie et de la négociation et une solide autonomie.

Vous connaissez un mariage constructif. Un cadre avantageux constituant un avantage.

Pour nous à établir (29).
Déplacements fréquents.

Merci d'adresser un dossier complet, sous référence 7800002, à notre contact Merciel Unal :
25 place de la Gare - CS 35477 -
35004 Rennes cedex.

Trace: t'Avantir Ensemble

Pour répondre à la demande
de nos clients internationaux,
notre service complet intégrant
la messagerie Microsoft-Exchange,
nous renforçons nos équipes
de support technique.

candidature (lettre manuscrite, CV,
 photo et prétentions) à SITA
 Annick 18 rue Paul Lafargue
 92004 Paris La 10

[illegible]

En qualité de consultant de l'expertise technique de nos clients et nos équipes opérationnelles dans la mise en œuvre d'un projet complet autour de Microsoft-Exchange (Intranet, Internet...) en collaboration avec nos consultants, participe à l'évolution du service en liaison avec les autres divisions du groupe, la relation technique Microsoft, l'ingénieur formation, l'expérience confirmée en messagerie et cours de laquette de l'ingénieur expertise sur NT/Exchange.

Chargé de la mise en œuvre de l'Exchange pour travailler en liaison étroite
ingénieurs expert-produit pour mettre en œuvre les nouvelles fonctionnalités. le support
opérationnel du service en collaboration des équipes de premier niveau amarré à assister
nos clients du service.
Je possède une grande expérience d'exploitation de services de messagerie.

1. **Titulaire de la qualité de service** : une relation proactive vous
 2. **les actions de** : opérationnelles pour les problèmes recommander
 3. **optimiser la** : de vos
 4. **Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une expérience** : quelques années la gestion
 5. **opérationnelle** : grands comptes client.

ESCALE **ESCALADE**

Chargé du support spécialisé ☐ intervenez ☐ Help Desk International, vous intervenez ☐ auprès ☐
le processus d'escalade. Vous prévenez, diagnostiquez ☐ solvez ☐ problèmes ☐
nos clients utilisateurs ☐ contribuez à la résolution ☐ incidents ☐ plus complexes ☐ liaison avec le
l'incident support opérationnel.

POUR POSTES BASÉS : UNE TRÈS BONNE MAÎTRISE DE EST INDISPENSABLE

SITA |  EQUANT

A Joint Venture

**Nous vous offrons
toutes les chances
de saisir
votre chance**

CADRES

le service Internet
d'offres d'emploi

Toutes les offres d'emploi

de 20 titres de

20 titres de presse de référence s'inscrivent pour vous offrir grâce à CADRES ON LINE, plus de 2500 offres d'emploi cadres sur Internet et sur Minitel, actualisées en permanence. CADRES ON LINE, est le **premier service d'offres d'emploi à vous proposer** une fonctionnalité d'alerte sur profil. CADRES ON LINE est aussi une palette de services : techniques (évaluation de salaires, conseils pour la recherche d'emploi), réponses en direct aux annonces, commandes d'ouvrages de référence.

Respectez-vous, pour avoir toutes les chances de construire votre avenir.

Web: <http://www.cadrasonline.com>

3615 cadresonline (2,23 F la mn)

CADRES ON LINE regroupe toutes les offres d'emploi de ces 20 titres de presse.

L'EXPRESS

L'USINE

Le Monde

**ouest
france**

01 Informatique

LE MONITEUR

La France Agricole

USA

RiA

RESTAURATION

AGRO
Caractère

DECISION



LEARN

صكنا من الامل

Informatique - Réseaux

SUMMIT est le leader du Systèmes d'information et du marché du management. clients font partie des banques d'investissement les plus importantes du monde. Avec son siège à New York, Summit développe rapidement depuis sa création en 1980 avec l'ouverture de filiales à Tokyo, Paris, Frankfurt et Londres. Nous recherchons pour répondre à la demande croissante de produits. Chez Summit, vous serez le meilleur des deux mondes. Vous travaillerez dans une petite entreprise spécialisée, tout en profitant des ressources de notre groupe. Nous recherchons des candidats expérimentés et motivés.

Consultants Banque

Les Consultants dispensent différents niveaux de support pour notre clientèle. Ils sont impliqués dans des responsabilités suivantes :

- Pilotage des Projets - Responsable du Compte
- Support Avant-Vente - du Front au Back Office
- Développement et Implémentation
- Gestion des Risques et Valorisation.

Les candidats possèdent au minimum :

- 5 ans d'expérience en Banque, avec une spécialisation dans les domaines suivants :

Postes basés à Paris

- Front Office / Money Manager
- Back Office / Money Manager
- Crédits Syndiqués.

• Expérience au sein d'un cabinet d'éditeurs, banque ou un cabinet conseil. Ce poste nécessite une grande relationnelle, l'initiative, une capacité analytique et l'ambition. Les candidats doivent être diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou d'économistes.

• d'adresser votre candidature à la référence **IFN27874** à Jean-Pierre

Responsable Technique

Manager d'une équipe technique, vous serez responsable de la mise en œuvre des aspects système et de l'entité, aussi bien au sein des plateformes UNIX, NT, que de la gestion des réseaux et Sybase, réseaux LAN et WAN ou de la plateforme Internet/Intranet.

Vous serez également le garant du bon fonctionnement physique des systèmes d'information.

Poste basé à Wall Street

Le poste nécessite des compétences, à la fois techniques et managériales, dans un environnement dynamique et à haute technologie.

Vous êtes diplômé(e) d'une école d'ingénieurs et parlez couramment l'anglais.

• d'adresser votre candidature à la référence **IFN27874** à François

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex
<http://www.mprfrance.com>

Michael Page
INFORMATIQUE

Ce n'est pas seulement pour notre **nom** que vous nous direz **oui.**

En Europe Informatique éprouve l'évolution de ses marchés : elle devient Syntegra. Une union placée sous le signe de la technologie, de l'international et d'une expertise qui consiste à offrir des services, notamment sur l'intégration de systèmes.

Aujourd'hui, Europe Informatique et Alcora, qui se rejoignent en 1997, prennent le nom de Syntegra et :

- une logique de progrès dans un groupe de personnes, qui
- envoient nos collaborateurs en France se voient de nouvelles opportunités d'évolution grâce à l'envie d'élargir l'entreprise.
- nous collaborateurs et lesquels nous sommes en confiance et dans la durée.

DIRECTEUR DE MISSION (Département Conseil)

Avec nos clients, nous prenons en charge la définition d'offres, la direction des missions, le conseil, la réalisation et le déploiement de systèmes informatiques communicants : Intégration Massagerie, GED, Groupware, Workflow, Web, Intranet...

Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans l'encadrement et la connaissance des technologies Groupware, Internet...

« Force de Vente Normative et Marketing » sera appréciée.

INGÉNIEUR COMMERCIAL (Département Conseil)

A 15/30 ans vous êtes passionné par l'émergence de nouvelles formes de travail liées au développement des technologies Groupware, Internet...

Après une formation à notre métier, nous vous proposons une mission consistant à accompagner nos clients grands comptes et à les fidéliser. Vous justifiez d'une expérience de la vente d'au moins 2 ans dans le domaine des services.

• préférence pour l'informatique, • intégration d'équipe • compétence.

CONSULTANT SENIOR (Département Systèmes)

Responsable de la conduite de projets en intégration de systèmes, vous souhaitez exercer vos compétences dans les domaines des Call Centers, de la Gestion de la Relation Clients, CRM, CRM. Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans au sein d'un intégrateur.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES (Département Systèmes)

Pour ce poste à haut niveau de responsabilité vous justifiez de 5 ans d'expérience minimum. Vous aimez vendre des projets complexes dans les domaines de l'informatique et de la Gestion de la Relation Clients. Dans le cadre du développement très soutenu de l'activité d'intégration de systèmes vous serez chargé de développer votre clientèle.

Vous avez un BAC + 4/5 et maîtrisez l'anglais. Adressez votre candidature à Syntegra - Christine Doré - Ressources Humaines - Immeuble Lavastrie - 4, place des Vosges 92052 Paris la Défense cedex. www.syntegra.com

Syntegra est une branche de BT (British Telecom)

Europe Informatique devient

Syntegra

Société de Services, en croissance permanente, partenaire des plus grands comptes industriels français, spécialisée dans des domaines de pointe tels que : La Radiotéléphonie 3G, l'Automobile, la Télévision numérique, la Monétique, la Cryptologie, la Biométrie, les Architectures Client/Serveur, ... recherche des

INGÉNIEURS (BAC + 4/5) - 6 mois d'expérience minimum.
TECHNICIENS/A.P. (BAC - 2/3) - 1 ans d'expérience minimum.

INFORMATIQUE EMBARQUÉE

MC 01/02
C'est la spécialité de Syntegra, 16 ou 32 bits.
Développement en C/C++/Cobol (Dad) : Embarqué ou Réseau
Développement en C/C++/Cobol (Dad) : Embarqué ou Réseau
Les clients : Motorola, SAGEM, DSI, ST, Alcatel, GSN, DVB, MPEG2...

ELECTRONIQUE EMBARQUÉE

C'est la spécialité de Syntegra, 16 ou 32 bits.
Développement en C/C++/Cobol (Dad) : Embarqué ou Réseau
Les clients : Motorola, SAGEM, DSI, ST, Alcatel, GSN, DVB, MPEG2...

INFORMATIQUE MICRO-CLIENT/SERVEUR

MC 01/02
Développement en C/C++/Cobol (Dad) : Embarqué ou Réseau
SGRAB : ACCESS, ORACLE, SYBASE sur les formes UNIX
et WINDOWS NT

Merci d'adresser CV, lettre, photo, et références s.v.p. double à
PRAESTAR - 11, rue de la Montagne Sainte - Germaine - 75005 PARIS
(ou par fax à : 01.44.07.36.67 ou e-mail : prae@syntegra.com).

CADRES
ONLINE

Retrouvez toutes les annonces du Monde :
INTERNET • <http://www.cadresonline.com> • <http://www.lemonde.fr/emploi>
MINITEL • 3615 cadresonline (2.23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2.23 F/mn)

Voyageurs
DU MONDE

Voyageurs du Monde, l'un des leaders des Tours
Opérateurs français, recherche un informaticien

Vous êtes dynamique, rigoureux, avez de bonnes connaissances en micro-informatique (Word, Excel, NT, gestion de parc micro) et UNIX (serveur HP). Une connaissance des réseaux (IP, NETBEUI) est fortement recommandée.

Venez nous rejoindre à la **Cité des Voyageurs**, la plus grande agence de France située au cœur de Paris.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo à :
Fabrice Lapellatier - Voyageurs du Monde - 55, rue Ste-Anne - 75002 PARIS

150

matique - Rés Télécommunications

nation
de
verful

Pensez, votre carrière ne sera que succession de décisions. Décider, c'est avoir la bonne information quand il le faut. Vous l'avez compris, la clé est l'information et le savoir. C'est pourquoi, notre Groupe de 2000 personnes, présent dans 20 pays, réalise 2 milliards de \$ de CA. Notre succès se mesure sur un marché en pleine explosion, celui des solutions technologiques de gestion. Nous sommes une entreprise à la pointe de la technologie, nous sommes une entreprise à la pointe de la motivation de ses 2000 collaborateurs à partir de 1990 une croissance globale de plus de 30 % et 20 % sur certains marchés régionaux.

Jeune diplômée d'école supérieure de commerce ou d'ingénieurs, si vous souhaitez vous épanouir dans une entreprise où tout est mis en œuvre pour faciliter votre évolution professionnelle et si vous êtes motivée par la puissance et le pouvoir de l'information, rejoignez la Banque de France.

Stéphane France, Adjoint
Suzanne, avenue du 8-Mai-1945
75004 Paris Cedex
www.banquefrance.com

BOULONNE
REUSSIR
DANS UNE
ENTREPRISE
LEADER
BOULONNE
D'ÉPARGNE
EN TOUTE
SÉRÉNITÉ
BOULONNE
SOLLER DANS
UN SECTEUR
EN PLEINE
CONJONCTURE

StorageTek

DEA - DESS de Maths ou Informatique DÉBUTANTS

Débutant, vous êtes titulaire d'un diplôme universitaire de Mathématiques ou d'Informatique et vous avez choisi notre métier, celui de S.S.I.I.

Notre groupe conçoit et réalise, pour une clientèle de grandes entreprises, des systèmes informatiques utilisant les techniques les plus modernes. Après une formation initiale, il vous propose un travail passionnant dans des équipes dynamiques et compétentes.

Postes à pourvoir à PARIS ou à LILLE.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo C.V.) à
INGESOFT - 32/36 rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE.

Inge
Soft

Vu sous
cet angle,
mettez les
meilleures
compétences
de votre côté.

SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT
SYNTEC



Thales :

un projet mondial à vos compétences ?

Carrefour mondial de l'expansion internationale de l'ensemble de nos méthodes de gestion communs innovantes. C'est dans le domaine financier, le projet Thales. La réalisation, pour l'ensemble du monde, est confiée au Delivery Center (100 personnes). Pour renforcer cette structure basée à Evry (91), nous recherchons des managers expérimentés responsables de projets de gestion :

Manager configuration ERP

Votre expérience significative dans la responsabilité d'une équipe de configuration de logiciel financier (SAP, Oracle, BAAN...) en environnements Unix, Oracle, NT, vous permet de participer à la stratégie d'évolution du projet Thales et d'en assurer la mise en œuvre (configuration, reporting, batch).

Manager interface et conversion

Votre expérience de chef de projet acquise de préférence dans le secteur de la distribution vous permet, avec une dizaine de personnes, de définir et de mettre en place la politique d'interface moderne. Cette politique permet la prise en compte de nombreux systèmes externes en provenance des différents pays ; et l'élaborer la stratégie de migration des données vers le nouveau système (réf. ISA24808).

A 35 ans environ, de formation d'ingénieur ou universitaire, d'une expérience des grands projets, vous souhaitez travailler en équipe, motivé par une grande aventure informatique. Pour ces postes, un anglais courant est impératif. Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à Michael Page, Stéphane Amiot, 159, av. Achille-Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine ou par e-mail : informatique@michaelpage.com

Carrefour



Le GROUPE RIB
SPÉCIALISTE DE
L'INFORMATIQUE DES
MÉTIERES FINANCIERS,
PRIVILÉGE DEPUIS 1987
LA QUALITÉ DES HOMMES
ET LA VALEUR AJOUTÉE
DES POSTES PROPOSÉS.
IL FIGURE PARMI LES
20 PREMIÈRES SSII
FRANÇAISES.

Le High Tech de la Banque Finance Spécialiste des Salles de Marchés recherche :

INGÉNIEURS INFORMATIQUES DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

- ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT - MÉTIERS FINANCIERS** RIB MMF 42
De formation Ingénieur ou Bac +5/6 Finance avec une première expérience en développement, C++ (UNIX, ORACLE, CORBA et IBM) et JSP/ASP.
Motivé par l'acquisition d'une compétence informatique et financière (instrumentation financière, risques, gestion d'actifs), vous participerez à un nouveau projet de grande ampleur en environnement OBJET sur les salles de marchés de la place de Paris.
- SUPPORT/ADMINISTRATION - ARCHITECTURES RÉPARTIES** RIB MSA 42
De formation Bac +4/5 en informatique ou Bac +5 d'ingénieurs en informatique avec une première expérience en support/administration : STATIONS UNIX, WINDOWS NT ou SGBDR, (SYBASE, ORACLE).
Vous rejoindrez des équipes d'experts chargés de l'assistance aux utilisateurs et aux équipes de développement, de l'administration des systèmes, de l'analyse des données et de la mise en œuvre de projets de technologies hétérogènes.
- DÉVELOPPEMENT - NOUVELLES TECHNOLOGIES** RIB MNT 42
De formation Ingénieur ou Bac +5 en informatique avec une première expérience dans l'une des technologies : JAVA, LOTUS NOTES, DOMINO.
Technicien, doté d'un bon relationnel, vous participerez à des projets innovants au sein d'équipes dynamiques en plein essor qui vous permettront d'être à la pointe de l'INTERNET/INTRANET/GROUPWARE, et d'acquiescer une connaissance des marchés financiers.

Rejoignez le staff de tous les postes proposés par le Groupe RIB sur son site.
<http://www.rib.fr>
Merci d'adresser votre candidature, CV et photo sous la référence choisie, à notre Conseil,
R.I.B., Catherine Bousquet, 140 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris.

RIB

CS Communications & Systems

**5 000 collaborateurs,
plus de 3 milliards de francs de CA
dont 30 % à l'international,**

CS Communications & Systems est la nouvelle marque de la Compagnie des Signaux.
En deux ans, le groupe CS ■■ devenu un acteur majeur des réseaux et des systèmes d'information.
C'est logique pour un groupe qui puise sa force dans des racines solides ■■ dans la capacité ■■ adapter son offre
aux marchés de demain. Intelligence des réseaux, expertise scientifique et technique, savoir-faire industriel
sont les meilleures réponses que nous apportons ■■ l'ensemble des besoins d'infrastructures et d'applications
des systèmes d'information. 5 000 collaborateurs, plus de 3 milliards de francs de CA, dont 30 % ■■ l'international,
signent notre développement exceptionnel. En perspective, une belle croissance pour de belles carrières.
■ 1000 recrutements sont déjà prévus pour 1999...

et l'avenir avec vous?

Ingénieurs logiciel temps réel R&E IL

Logiciels embarqués (aéronautique, spatial, télécom, industrie...)

Ingénieurs d'études et de développement R&E IED

Réseaux et télécom, électronique, informatique décisionnelle
■ communicante

Ingénieurs de support technique R&E IST

Réseaux, parcs de micros, équipements télécom

Ingénieurs systèmes et production/administrateurs R&E ISP

Unix/Oracle, NT, AS400, IBM/MVS

Administrateurs/Architectes R&E ADM

SAP R/3, Oracle

Administrateurs de réseaux et systèmes R&E ARS

Hypervision (Tivoli, TNG), sécurité

Chefs/Directeurs de projet et ingénieurs d'affaires R&E CPA

Migration d'application, décisionnel, groupware, knowledge
management, I-Net, SAP R/3
Déploiement de réseaux, intégration de systèmes,
développement de logiciels

Ingénieurs commerciaux R&E IC

Prestation intellectuelle, intégration de systèmes, infogérance,
équipements télécom, solutions réseaux et télécom, produits
et services logiciels

Ingénieurs technico-commerciaux R&E ITC

Infogérance et ingénierie de réseaux LAN et WAN, ingénierie
applicative

Chefs de produit marketing R&E CPM

Equipements télécom, réseaux

Architectes de solutions réseaux et télécom, d'applications distribuées, et systèmes d'information R&E ARC

Réseaux LAN ■■ WAN à base d'ATM, de Frame Relay, d'ADSL
Systèmes communicants à base d'Internet/Intranet, Openview...

Consultants R&E CST

SAP R/3, décisionnel, avant-vente, systèmes ■■ réseaux, métiers
(banque, assurance, retraite, télécom, énergie, distribution...)
Méthodes et outils de génie logiciel

Nos postes sont situés ■■ Paris ■■ en régions. Vous ■■ diplômé d'une grande école ou équivalent, débutant ou expérimenté
■ maîtrisez l'anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature ■■ CS, Direction gestion des compétences et des carrières,
29 ■■ Galilée, 75116 Paris, ■■ indiquant ■■ référence du ■■ des postes choisis.



www.cie-signaux.fr

AV - 49
- CPA
CV2
CV2

le monde de l'inc

marketing
marketing et implém

ecteur d'usin

machines

CS

Le monde de l'industrie et de la recherche

TEMIC
Semiconductors

TEMIC Semiconductors, division du groupe américain ATMEL, leader mondial sur les produits à base de procédés Flash renforce son équipe marketing basée à Nantes. Pour soutenir notre force de vente dans la croissance que nous connaissons dans les domaines des microcontrôleurs 8-16 bits, nous recherchons des ingénieurs confirmés.

Ingénieurs marketing

pour l'implantation de nos nouveaux produits dans les futures applications de nos clients (Réf: IMI)

Ingénieurs marketing et ingénieurs d'applications

dans les domaines de réseaux de télécommunication industrielle, l'automobile, la domotique, sur les Smartcards ou en DVB (Réf: IMA)

En relation directe avec nos clients et notre force de vente, vous définissez la politique et la stratégie de développement des produits. Vous êtes rattaché au responsable de département avec lequel vous définissez vos missions et objectifs. Après une expérience d'au moins 3 ans dans ce secteur, vous possédez une réelle connaissance du domaine applicatif. Entreprenant et rigoureux, vous disposez d'excellentes qualités relationnelles qui vous permettront de construire une carrière au sein de notre organisation internationale. Naturellement, vous maîtrisez l'anglais.

Pour rejoindre notre groupe, adressez dès maintenant votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions) en précisant la référence choisie à ATMEL M.H.S. Direction des Ressources Humaines, BP 70602, 44308 Nantes Cedex 3.

ATMEL

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

Recherche

Futur Directeur d'usine

Votre mission consistera dans un premier temps (12 à 18 mois) à animer des démarches de progrès et à développer, coordonner et optimiser une politique achats sur plusieurs sites du groupe.

A l'issue de cette mission, vous évoluerez vers un poste de directeur de site de production.

Agé de 30/35 ans, de formation grande école d'ingénieur, vous avez une première expérience industrielle d'au moins 5 ans. Vous parlez anglais et si possible allemand. Vous avez de bonnes capacités d'animation, d'adaptation et de communication.

Compte-tenu de nouvelles implantations, des perspectives d'évolution en France et à l'international sont à prévoir en fonction de vos compétences et de vos motivations.

EURO
SELECTION

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence **GD/1125**, à EUROSELECTION - 3, rue Troyon - 75017 PARIS.

Filiale d'un grand groupe industriel international, notre société (400 personnes), spécialisée dans un produit de haute technologie, connaît un fort développement (30% de croissance annuelle). Pour l'une de nos unités, nous recherchons notre :

Directeur d'usine

Basé Région Est

Directement rattaché au Directeur Général et dans le cadre d'une large délégation, vous devrez prendre en charge la totalité des responsabilités habituellement dévolues à une Direction d'Unité :

- vous assumerez la responsabilité de la production, de la maintenance, des procédés et méthodes, des expéditions, en explorant toutes les options nécessaires à l'optimisation de la productivité, de la qualité, des délais et des coûts.

- Vous proposerez les investissements ;
- vous animerez et présiderez les réunions avec les partenaires sociaux.

En outre, vous assurerez l'interface avec les équipes de Développement, l'Assurance

Qualité et les départements Commercial et Marketing.

A 35/40 ans environ, de formation Ingénieur Généraliste (Mines, Centrale, AM...), vous avez une expérience prouvée dans une unité de production similaire et vous disposez également d'une solide connaissance de la « maîtrise des processus », de la GPAO et d'ISO 9000. Vous parlez couramment l'anglais. L'allemand serait un plus. Une expérience réussie dans ce poste peut déboucher sur des responsabilités de type Direction Générale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 79709 à Press Emploi, BP 513, 75423 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Situé près des chaînes d'assemblage final des avions AIRBUS, le Bureau d'Etudes de la Division Airbus d'Aérospatiale a pour mission de participer à la conception, la définition et à la validation de l'ensemble des produits de la gamme. Pour faire face à nos projets présents et futurs, nous recherchons des

Ingénieurs confirmés

avec une expérience significative dans des spécialisations techniques aéronautiques ou ayant conduit des projets complexes et d'envergure dans les domaines suivants :

CONCEPTION - CALCULS, des spécialistes en

- conception de structures métalliques et composites (réf. A 00)
- calculs de structures métalliques et composites (réf. A 01)
- mise au point assemblage cellule et intégration systèmes (réf. A 02)
- conception installations électriques (réf. A 03)
- conception installation systèmes mécaniques (réf. A 04)

SUPPORT METHODES, des spécialistes en

- procédés de fabrication matériaux métalliques, composites et traitement de surface (réf. B 01)
- engineering de maintenance (expérience exploitation avion en compagnies aériennes soustraites) (réf. B 02)
- CAO (connaissance CATIA, et/ou PTC indispensable) (réf. B 03)
- développement de méthodes et outils CDT sur produits complexes (réf. B 04)

AVIONIQUE, un

- Chef de projet avionique (réf. E 01)
- spécialiste qualité logiciels (réf. E 02)

SYSTEMES, des spécialistes en

- sécurité, navigabilité/régulation (réf. C 01)
- systèmes de maintenance intégrés (réf. C 02)
- navigation et gestion du vol (réf. C 03)
- radio/communication (réf. C 04)
- génération et distribution électrique (réf. C 05)
- systèmes propulseurs (réf. C 06)
- qualité/maintenabilité des systèmes embarqués (réf. C 07)

ETUDES GENERALES, des spécialistes en

- traitement acoustique nacelles (réf. D 01)
- conception aérodynamique (réf. D 02)
- mécanique du vol et performances avions (réf. D 03)
- moteurs et turbomachines (réf. D 04)
- modèles aérodynamiques (réf. D 05)
- développements d'outils CAO et CFAO (réf. D 06)
- acoustique externe et moteur (domaine aéronautique) (réf. D 07)
- analyse dynamique structurale et fléchissement (réf. D 08)

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la réf. choisie à AEROSPATIALE Aérospatiale DTO/RH/E - Isabelle Wolvre - 316 route de Bayonne 31060 TOULOUSE cedex.

AEROSPATIALE
AERONAUTIQUE

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche, pour sa Direction des Lances à Evry (91), trois Ingénieurs, dans le cadre du programme Ariane 5.

Ingénieur spécialiste en turbomachines

Vous serez chargé des travaux de développement des turbopompes de moteurs de fusée cryotechniques. De formation grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans la conception et/ou le fonctionnement de turbomachines de haute technologie impliquant des connaissances en mécanique des fluides et en thermodynamique appliquées aux pompes et turbines. Ce poste impliquant des déplacements de courte durée en Europe et en France, la maîtrise de l'anglais est nécessaire. (Réf. 98/DLA/PL)

2 Ingénieurs Sécurité de Fonctionnement Propulsion

Vous serez responsable de l'intégration de la fiabilité-sécurité dans le développement des moteurs fusées à ergol (en particulier cryotechniques). De formation ingénieur généraliste, vous avez une première expérience dans les domaines de la propulsion ou énergétique. De courts déplacements en Europe sont à prévoir. (Réf. 98/DLA/30)

Ingénierie Système

Vous coordonnerez l'intégration de la sécurité de fonctionnement dans les programmes de développement de fusées au niveau système. De formation grande école d'ingénieurs, avec de préférence une spécialisation aéronautique, vous avez de 5 à 10 ans d'expérience acquise en majeure partie en ingénierie système complexe. (Réf. 98/DLA/29)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à la Division du Personnel du Centre Spatial d'Evry, rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

cnes

NOVARTIS

Contrôle qualité Pharmacien microbiologiste

NOVARTIS, un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux poursuit l'effort de certification FDA de son site en Alsace (diverses formes galéniques, notamment stériles) par l'intégration d'un spécialiste en microbiologie. A la fois scientifique diplômé et manager expérimenté (au moins cinq ans en position opérationnelle), il sera directement rattaché au Responsable Qualité, pilotera le laboratoire de microbiologie (10 personnes), préparera les audits en relation avec le service qualité du groupe et, plus globalement, participera, en tant qu'interlocuteur clef, à la mise en œuvre de la stratégie qualité de ce site à taille humaine (350 per-

sonnes). L'anglais favorisera les contacts internes et externes, le savoir-faire, la volonté de réussir ainsi que les qualités personnelles ouvriront une trajectoire professionnelle dans un groupe en plein essor. Merci d'écrire à Jean-François JARDINI - PA Consulting Group - 8, rue Gustave-Adolphe Hlm - 67000 STRASBOURG, en précisant la référence 0976/JJ/CQ - Tél. 03.88.15.58.58. Vous pouvez également envoyer votre CV à l'adresse jean-francois.jardini@pa-consulting.com ou en remplissant notre formulaire de candidature sur notre site www.pa-jobworld.com

Global Recruitment

PA Consulting Group

مركز من الاعمال

Informatique - Réseaux Télécommunications

Achats - Logistique

FRANCE • BELGIQUE • ESPAGNE • GRANDE-BRETAGNE • LUXEMBOURG • ITALIE • PAYS-BAS • PORTUGAL • SUÈDE • SUISSE

innovation

international

action

people

Le conseil en technologies

Imaginez un univers de possibilités

CA 98 (e) : 2,85 MDS DE FF / CA 99 (p) : 3,7 MDS DE FF
6 500 CONSULTANTS (98)

Leader du conseil en technologies, Altran accompagne en Europe plus de 450 acteurs majeurs de l'industrie et des services dans l'avancée et la conduite de leurs projets technologiques. Nos clients présents dans tous les secteurs économiques nous confient chaque année plus de 1 700 nouveaux projets : externalisation de la recherche et développement, programmes transnationaux, projets d'innovation...

Notre métier consiste à apporter à nos clients les solutions technologiques adéquates en fonction de leurs impératifs opérationnels et stratégiques afin d'améliorer leur compétitivité et leurs performances.

Nos consultants, issus des plus grandes Ecoles d'ingénieurs et Universités européennes, interviennent en amont - études techniques, définition de stratégies industrielles - et en aval - conception et mise en œuvre de solutions...

Exercer notre métier, c'est découvrir la richesse culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des 65 sociétés européennes d'Altran.

Consultants en Systèmes et Réseaux
R&D LINDS-1183

Consultants en Technologies de l'Information
R&D LINDS-1184

Consultants en Télécommunications
R&D LINDS-1185

Consultants en Maintenance d'ouvrage
R&D LINDS-1186

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à ALTRAN, Jean-Michel Martin, 251 boulevard Péreire, 75017 Paris.
E-mail : martin@altran.fr

Si travailler à l'étranger est l'une de vos priorités, veuillez le préciser en ajoutant "YETR" à la fin de la référence choisie.

Pour plus d'informations, consultez nos annonces en ligne sur www.altran.fr

ALTRAN
les ingénieurs de l'innovation

Projet Europe

Informatique Télécommunications

CVV - 1183
CVV - 1184
CVV - 1185
CVV - 1186

150

REPRODUCTION INTERDITE

Achats - Logistique - Organisation



NANTES

Groupe Industriel International, leader dans le domaine des biens d'équipements grand public, crée la fonction Achats Europe dans le cadre de sa réorganisation européenne et recherche :

Chef de Projets Achats Europe

Interlocuteur privilégié de l'ensemble de nos centres de recherche européens, vous saurez rapidement vous imposer comme Chef de Projets Achats Europe auprès de nos équipes de développement, en proposant de nouvelles sources pour nos composants et sous-ensembles mécaniques, plastiques et électriques.

Votre curiosité technique et votre activité de sourcing pour nos projets transversaux ainsi que votre culture européenne vous permettront de devenir une véritable force de proposition en apportant des solutions techniques innovantes, dans le respect des coûts, qualité et délais.

Ingénieur diplômé en mécanique, la trentaine, vous justifiez d'une expérience de 5/7 ans en développement et/ou en achats, qui vous a conféré une bonne maîtrise des exigences industrielles et des achats dans un contexte international.

De tempérament entrepreneur, vous aspirez à plus d'autonomie dans la définition et l'organisation de vos missions, ainsi qu'à des contacts interculturels riches et variés.

La réussite dans cette fonction d'interface au cœur des évolutions futures de notre groupe constituera un tremplin pour votre avenir.

Bien entendu, vous êtes bilingue anglais et maîtrisez une ou plusieurs autres langues européennes.

Pour ce poste basé à Nantes, nécessitant de nombreux déplacements à l'international, merci d'adresser CV, lettre manuscrite photo et prétentions, en précisant la référence LM.402.SDCA, à notre Conseil : MIREILLE PROUST CONSULTANTS, Hélène MAUGIN.

MIREILLE PROUST
CONSULTANTS

MIREILLE PROUST CONSULTANTS
1, rue Haute Casserie - 44000 NANTES.
<http://www.mireilleproust.com>

NANTES - ANGERS - PARIS

ALSTOM est l'un des 1^{ers} fournisseurs mondiaux sur le marché des infrastructures.
ALSTOM TRANSPORT : TGV, Locomotives, Automotrices, Métros, Tramways, Signalisation
25 000 personnes - 33 établissements répartis dans 13 pays.
Son PLUS IMPORTANT établissement **ENSEMBLIER** intégrateur de matériels roulants : conception, production, essais, après-vente, (1 200 personnes dont 170 Ingénieurs et Cadres) à La ROCHELLE (120 000 hab. - 3h de Paris en TGV)
CREE dans le cadre d'une **POLITIQUE AMBITIEUSE DE SOURCING** :

RESPONSABLE ACHATS DE FAMILLE DE PRODUITS

PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION DANS LE GROUPE.

Au sein du Département Achats, vous serez responsable d'une famille de produits (fonction complète : freins et équipements pneumatiques, agencement intérieur) pour les TGV et Automotrices (TANIAN, SHANGAI, TER, etc.). Force de proposition permanente auprès des directions internes, vous participerez notamment : « à la conception et/ou à la re-définition des produits » à l'élaboration de la stratégie achats « aux appels d'offres nationaux et internationaux ».

Vous gèrerez un panel de fournisseurs réduit et négocierez les contrats dans le souci du meilleur rapport qualité, coût et délai en relation avec le Coordinateur Achats Stratégiques du Siège.

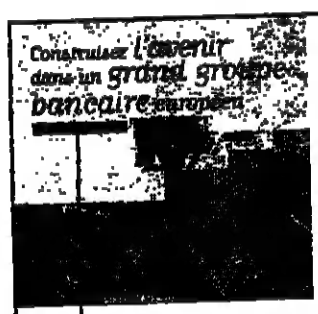
29 ans min. de formation supérieure, vous avez une expérience analogue dans un groupe industriel international intégrant des équipements, la maîtrise de l'anglais et si possible d'une 2^{ème} langue.

DEPLACEMENTS INTERNATIONAUX.

ALSTOM

Merci d'écrire sous réf. ALSTOM RO/BAFF/114M en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Bertrand Padovani
GROUPE BBC - 1 bis place de Volos - 75001 Paris.
DISCRETION ABSOLUE et réponse assurées.

Informatique Réseaux Télécommunications



Organisateur Informatique h/f

Au sein de l'équipe de la production bancaire on charge du système d'information des prêts (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre micro), vous assurerez la conduite des études d'organisation et du développement du système d'information. A ce titre vous serez chargé de la réalisation des études de l'existant, de l'analyse des besoins et des études d'opportunité.

Vous élaborerez les cahiers des charges des applicatifs de gestion, animerez les groupes de travail et participerez à la documentation des procédures.

Vous participerez également à la formation des utilisateurs. De formation supérieure (Ecole d'ingénieur, MAGE) vous justifiez d'une première expérience réussie dans un environnement informatique/organisation idéalement acquise au sein d'un établissement financier.

Vous possédez une bonne maîtrise des mathématiques financières et avez acquis une solide connaissance technique et pratique de la micro informatique.

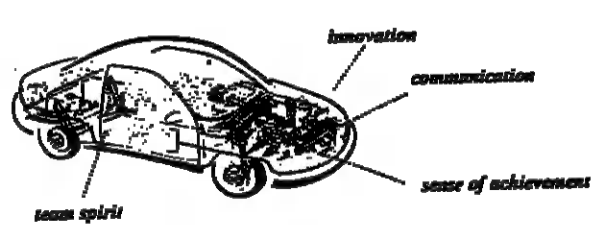
Autonome et disponible, vos qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse, votre capacité d'adaptation et votre esprit d'équipe sont essentiels à votre réussite.

Nous vous remercions de nous faire parvenir votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle) en précisant la référence CLF98025 à :

Credit local de France - Direction des Ressources Humaines
7/11, Quai André Citroën - BP 1002 - 75901 Paris cedex 15.



Carrières européennes en entreprises



We have a lot in common.

We are the most important and most diversified automobile outfitters in the world (200.000 people, 171 plants, 17 technical units in 36 different countries). Technological innovation is the basis of our vast range of solutions. The taste for initiative allows us to respond to all European demands in terms of systems and components. If these values are a motivation for you, if team spirit is also your strong point, let's face the future together.

We are looking for

Product Marketing Managers

Delphi Delco Electronics Systems
European Headquarter Wiesbaden, Germany

For the areas: Passive Safety Systems, Cockpit and Vehicle Architecture.

Your job responsibilities will include:

- Definition and execution of all elements of the marketing mix
- Definition of new product opportunities
- Analysis of target markets and competition
- Close cooperation with our sales/engineering centers across Europe and with our headquarters in USA
- Representing Delphi Delco at European vehicle OEM's as well as exhibitions, conferences, etc.
- Development and implementation of product strategies throughout Europe

Candidates must possess a university degree in Engineering; additional business education/trainings preferred. We also require 2 - 5 years experience in the international automotive/automotive electronics industry.

We are looking for globally-thinking and ambitious individuals who are fluent in English and at least in one additional language. Candidates must also be willing to travel and to work in multi-functional and multi-cultural teams. Computer skills with programs such as MSWord and Excel are essential.

We offer competitive salary and benefits, and access to international promotion and career opportunities within a global corporation.

If you meet our criteria, please fax or mail your application including your salary requirement in English to the address below:

Karin Peschl, Human Resources Manager, Delco Electronics Europe GmbH, Gustav-Nachtigal-Straße 5, 65189 Wiesbaden, Fax: +49-611-7877851, email: kpeschl@delcoelect.com

DELPHI
Automotive Systems



Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • <http://www.cadresonline> • <http://www.lemonde.fr/emploi>
MINITEL • 3615 cadresonline (2.23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2.23 F/mn)

INITIATIVES LOCALES

Ingénieurs et informaticiens

Responsable information économique



Chambre de Commerce et d'Industrie de la Vienne

A 28 ans environ de formation ingénieur, école de commerce ou universitaire (DESS Intelligence Economique), vous avez une première expérience de gestion de l'information économique et surtout un fort attrait pour les nouvelles technologies de l'information.

Votre sens relationnel, votre curiosité intellectuelle, vos capacités à animer, former et conseiller vous permettront de réussir à ce poste et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prêt. sous réf. 292 à notre conseil, MULTICIBLES, Patricia Esnard, 37, rue Carnot, 86000 Poitiers.



Ingénieur réseau

Au cœur de la ville de Strasbourg, nous mettons en œuvre les meilleures techniques et employons les compétences les plus pointues pour aller toujours plus loin dans notre vocation : la santé.

Au sein de l'équipe technique du C.R.I.H., qui a en charge l'administration et l'évolution de nos serveurs et de notre réseau (Ethernet, 1 700 PC, serveurs Unix et Windows NT), vous assurez la gestion du système d'information et la mise en production des nouvelles solutions techniques. De formation bac +4 minimum en informatique, vous avez à votre actif 1 à 2 ans d'expérience professionnelle. Spécialiste des réseaux et systèmes, vous possédez de solides connaissances en matière de protocoles TCP/IP, SNMP, systèmes d'exploitation Unix, Windows 95, Windows NT, SGBDR Oracle, sécurisation des réseaux (Firewall). La connaissance d'un outil d'administration centralisée (systèmes et réseaux, par exemple TNG Unicenter, Tivoli...) serait un plus. Votre aisance relationnelle et votre goût pour le travail en équipe sont des atouts essentiels pour ce poste. La pratique de l'anglais est souhaitable. Nous vous proposons un environnement de travail performant et convivial. Rejoignez-nous!

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), avant le 12 février 1999, à Madame Marguerite Weiss, Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, Collège de recrutement, 1 place de l'Hôpital, BP 426, 67091 Strasbourg Cedex. e-mail : Marguerite.Weiss@chu-strasbourg

Les Hôpitaux Universitaires de STRASBOURG
La santé, notre vocation

DIRECTEUR ADJOINT DU LABORATOIRE D'HYDROLOGIE ET D'HYGIÈNE



Étroitement associé à la validation des dossiers techniques et des résultats analytiques, ainsi qu'à la gestion du laboratoire, vous participez à la promotion de ses prestations et au développement de nouvelles activités.

Pharmacien ou ingénieur biotechnologie - microbiologie, vous disposez d'une spécialité chimie de l'environnement et possédez de solides connaissances en métrologie. Vos capacités d'encadrement sont assorties d'une forte sensibilité aux questions d'assurance qualité et vous maîtrisez les procédures. Ce poste est à pourvoir par voie statutaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, et de la Communication, BP 4104, 49041 Angers cedex 01.



LA VILLE DE VILLEMOMBLE



Seine-Saint-Denis - 27 000 habitants

Recrute

Analyste Programmeur

Chargé d'assister le Chef du service informatique, vous assurerez le développement des logiciels spécifiques en LAG et adapterez des postes de travail à une exploitation sous Windows 1995.

Attaché territorial, titulaire d'un Bac + 3, vous maîtrisez le LAG et possédez une bonne connaissance des réseaux locaux et des matériels.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à M. le Secrétaire-Maire, Centre administratif, 13 bis rue d'Avron, 93280 VILLEMOMBLE

Un Administrateur Systèmes et Réseaux

Sous l'autorité du Directeur de l'Informatique, vous serez chargé de la mise en place, de l'optimisation et de la maintenance des systèmes sous UNIX, WINDOWS 95/98 NT et NOVELL, ainsi que de la gestion et de l'évolution du réseau Ethernet. Vous participerez en qualité d'expert réseau aux travaux des groupes de projets informatiques. Vous aurez un rôle d'interlocuteur technique des prestataires externes et un rôle de conseil auprès des agents de la direction pour garantir un niveau technologique performant et adapté.



Les dossiers de candidature (lettre de motivation manuscrite, CV et photo) sont à adresser à la Région Champagne Ardenne, Service des Ressources Humaines et des Affaires Juridiques, réf. RHJ 99-07, 5, rue de Jéricho, 51037 Châlons en Champagne.

Ce poste s'adresse à un fonctionnaire ou à un lauréat de concours du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ou agent non titulaire, de formation supérieure Bac+3 minimum dans la spécialité informatique. Méthodique et organisé, vous montrez de l'intérêt pour les technologies réseaux. Vous possédez le goût du travail en équipe, accompagné du sens du service et de la disponibilité.

Renseignements au 03 26 70 31 05.

Avis de concours de la fonction publique territoriale



TECHNICIENS

Votre avenir assuré

VOUS POUVEZ DEVENIR

TECHNICIENS SUPÉRIEURS DE MAINTENANCE

par voie de concours

dans les domaines électronique, mécanique industrielle, informatique générale.

MISSIONS

Concevoir, prescrire, conduire des réalisations dans la maintenance des matériels de l'armée de terre.

PROFIL

Détenteur DUT-BTS ou diplôme du niveau III.

INTÉRÊT

Accès possible au corps des ingénieurs. Formation gratuite et rémunérée. Sécurité de l'emploi, rémunération à partir de 10 900 F.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION : Ministère de la Défense, D.F.P. Concours GPC/2 26, boulevard Victor Paris 00463 ARMEES - Renseignements : tél. : 01.46.73.73.21 Minitel : 3614 SGA1 - Internet : http://www.defense.gouv.fr

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

recrute son

Directeur

Poste à pourvoir immédiatement

A 35/40 ans, de formation Bac+5/6, vous maîtrisez le monde de l'entreprise et disposez de réelles qualités de manager. Des connaissances techniques dans les métiers de l'eau, l'environnement et les filières agro-alimentaires sont souhaitées.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite et CV en précisant la réf. DIR 02 sur l'enveloppe à SAFARI, 17 boulevard Pasteur, 75002 PARIS Cedex 02, qui transmettra

Le Monde

N° 1 sur les Cadres

de l'Administration

et des

Collectivités Locales*

* Source : IPSOS Cadres Actifs 97 LNM

Retrouvez chaque semaine la rubrique INITIATIVES LOCALES

⇒ **Lundi dans le supplément Le Monde Economie "enjeux et initiatives"**

• Cadres territoriaux, Gestionnaires et Financiers, Avis de Concours.

⇒ **Mardi dans le supplément Le Monde Interactif "les nouvelles technologies"**

• Ingénieurs et Informaticiens, Avis de Concours.

Pour insérer vos annonces dans ces rubriques, contactez le : ☎ 01-42-17-39-42

Le 1

Voynet contre

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...

de la...